



Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz
Rue de l'Industrie 26-38
1040 Bruxelles
Tél.: +32 2 289 76 11
Fax: +32 2 289 76 09

COMMISSION DE REGULATION DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ

DECISION

(B)150625-CDC-658E/33

relative au

« rapport tarifaire incluant les soldes introduit par la S.A. Elia System Operator concernant l'exercice d'exploitation 2014, tels que modifiés par le rapport tarifaire adapté »

adoptée en application des articles 23, § 2, al.2,12^obis, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, et de l'article 39, de l'arrêté (Z)111124-CDC-1109/1 du 24 novembre 2011 fixant les méthodes provisoires de calcul et établissant les conditions tarifaires relatives au raccordement et à l'accès au réseau d'électricité ayant une fonction de transport

25 juin 2015

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	4
LEXIQUE EXPLICATIF	5
I. FONDEMENT JURIDIQUE	8
II. ANTECEDENTS	9
III. ANALYSE DU RAPPORT TARIFAIRE ET DES SOLDES RAPPORTES	10
III.1 Le modèle de rapport.....	10
III.2 Le revenu total.....	10
III.3 Les soldes rapportés	11
IV. LE PROGRAMME DE CONTROLE DE LA CREG	13
IV.1 Etape 1 : Exhaustivité du rapport tarifaire	13
IV.1.1 Rapport et comptes annuels consolidés	13
IV.1.2 Comptes annuels et affectation du résultat de l'exercice 2014.....	14
IV.1.3 Evolution des réserves au bilan	14
IV.1.4 Les constats de la CREG après la première étape du programme de contrôle quant aux modifications éventuelles des soldes rapportés	14
IV.2 Etape 2 : La scission entre les activités régulées et non régulées.....	15
IV.2.1 Les principes réglementaires.....	15
IV.2.2 Recours à certains consultants externes	17
IV.2.3 Dépenses liées au mécénat, au sponsoring et à la gestion des parties prenantes	19
IV.2.4 La rémunération du Comité de direction de Elia	24
IV.2.5 EGI - Facturation de dépenses de personnel aux activités non-régulées.....	24
IV.2.6 Les constats de la CREG dans la deuxième étape quant aux modifications éventuelles des soldes rapportés	27
IV.3 Etape 3 : Le résultat consolidé de l'exercice 2014	27
IV.3.1 Les composantes du résultat consolidé 2014	27
IV.3.2 Première composante : la Marge équitable normale liée aux capitaux investis dans le réseau.....	28
IV.3.3 Deuxième composante : la partie de la plus-value issue de l'iRAB lors des mises hors service.....	30
IV.3.4 Troisième composante : le solde des éléments gérables de la Classe 2 du revenu (Incitant, facteur Y1)	31

IV.3.5	Quatrième composante : l'incitant sur les investissements (Facteur Y2).....	36
IV.3.6	Cinquième composante : le résultat partagé provenant d'autres activités	37
IV.3.7	Sixième composante : les montants rejetés par la CREG et pris en charge par Elia.....	37
IV.3.8	Septième composante : la correction par Elia suite à la décision de la CREG sur les soldes 2013	37
IV.3.9	Huitième composante : résultat des activités non-régulées (TP4).....	38
IV.4	Etape 4 : Les éléments (non gérables) de la Classe 1 du revenu total.....	38
IV.4.1	Généralités	38
IV.4.2	Les coûts de la Classe 1 stricto sensu.....	39
IV.4.3	Les produits de la Classe 1 stricto sensu.....	42
IV.4.4	Le solde lié aux autres éléments du bénéfice	45
IV.4.5	Les constats de la CREG dans la quatrième étape quant aux modifications éventuelles des soldes rapportés	46
IV.5	Etape 5 : Résumé des constats par la CREG	46
IV.6	Etape 6 : Analyse des soldes relatifs aux surcharges et aux tarifs pour couvrir les OSP.....	48
V.	RESERVE GENERALE.....	51
VI.	DISPOSITIF	52

INTRODUCTION

La COMMISSION DE REGULATION DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ (CREG) examine ci-après le rapport tarifaire adapté incluant les soldes d'exploitation relatifs à l'exercice d'exploitation 2014, introduit par la S.A. Elia System Operator (ci-après : "Elia") le 10 juin 2015.

Outre l'introduction et le lexique explicatif, la présente décision comporte six parties:

- 1) la première partie contient le fondement juridique sur lequel la CREG se base pour adopter la présente décision;
- 2) le déroulement de la procédure est décrit dans la deuxième partie;
- 3) le rapport tarifaire et les soldes rapportés pour 2014, ainsi que l'impact du rapport tarifaire adapté sont analysés dans la troisième partie;
- 4) les étapes principales du programme de contrôle de la CREG sont présentées dans la quatrième partie;
- 5) une réserve générale est formulée dans la cinquième partie;
- 6) le dispositif est repris dans la sixième partie, y compris la détermination du solde cumulé pour les exercices d'exploitation 2011, 2012, 2013 et 2014, qui sera répercuté dans les tarifs de réseau de la période régulatoire 2016-2019. La CREG tient à publier ce solde cumulé dans le contexte de ses obligations de transparence et de motivation de ses décisions.

Le Comité de direction de la CREG a adopté cette décision lors de sa réunion du 25 juin 2015.

////

LEXIQUE EXPLICATIF

« **CREG** »: la commission de régulation de l'électricité et du gaz telle que décrite dans l'article 23 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité.

« **Loi du 29 avril 1999** » ou « **Loi électricité** » : la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité.

« **Elia** » : Elia System Operator S.A. qui à compter du 17 septembre 2002 a été désignée gestionnaire au niveau fédéral du réseau de transport dans l'article 10, § 1, de la loi du 29 avril 1999. Elia System Operator S.A. dispose également des licences nécessaires des trois régions pour les réseaux d'électricité d'une tension entre 30 kV et 70 kV. Tous les réseaux d'électricité qu'elle gère ont de ce fait une fonction de transport.

« **Modèle de Rapport** » : La décision de la CREG (B) 091126-CDC-658E/14 du 26 novembre 2009 a établi un modèle de rapport qu'Elia doit utiliser dans ses rapports tarifaires visés aux articles 27 et 36 des Méthodes Tarifaires Provisoires (voir infra). Ce modèle de rapport fixe la structure générale des rapports tarifaires soumis par Elia pour approbation par la CREG. En son annexe 2, la décision (B) 091126-CDC-658E/14 du 26 novembre 2009 liste également l'ensemble des éléments (listes et tableaux) qui doivent au minimum être repris dans les rapports tarifaires en fonction du type de rapport.

« **Méthodes Tarifaires Provisoires** » : La version coordonnée de l'arrêté de la CREG (Z)111124-CDC-1109/1 fixant les méthodes de calcul provisoires et établissant les conditions tarifaires de raccordement et d'accès au réseau d'électricité ayant une fonction de transport, visée comme mesure transitoire jusqu'à l'adoption de la méthodologie tarifaire en application de l'article 12 de la loi Électricité, telles qu'approuvées par le Comité de direction de la CREG le 24 novembre 2011 et modifiées par l'arrêté du 28 mars 2013¹.

Cette méthodologie, y compris le revenu total et les tarifs du réseau, se rapporte à la zone de réglage belge: celle-ci couvre le territoire belge (à l'exception d'une partie du réseau du gestionnaire du réseau de distribution AIESH) et une partie du Grand-duché de Luxembourg.

¹ CREG, Arrêté (Z)130328-CDC-1109/3 'modifiant l'arrêté du 24 novembre 2011 fixant les méthodes provisoires de calcul et établissant les conditions tarifaires de raccordement et d'accès aux réseaux d'électricité ayant une fonction de transport', 28 mars 2013

En raison du maillage élevé des réseaux électriques belges, le périmètre du gestionnaire du réseau national de transport pour l'électricité ne se limite pas aux réseaux dont le niveau de tension est supérieur à 70.000 Volts; tous ses autres réseaux ont également une fonction de transport.

C'est pourquoi l'infrastructure complète du réseau doté d'une fonction de transport est gérée comme étant une unité technique unique. La méthodologie s'applique dès lors à toutes les activités régulées du gestionnaire du réseau national de transport d'électricité, quel que soit le niveau de tension.

Outre la fixation de la structure tarifaire et des procédures et délais, les Méthodes Tarifaires prévoient notamment l'introduction d'un rapport tarifaire par le gestionnaire du réseau et la fixation, qualification et utilisation par la CREG des soldes d'éléments du revenu total : ces trois derniers éléments, développés expressément dans le volet V des Méthodes Tarifaires Provisoires, constituent l'objet de la présente décision.

« **Le rapport tarifaire** » : Le rapport tarifaire est un document utilisé à des fins régulatrices : il comporte entre autres le revenu total réel du gestionnaire du réseau pour un exercice d'exploitation donné, calculé par ce dernier sur la base de la consolidation des données financières réelles de la SA ELIA SYSTEM OPERATOR, de la SA ELIA ASSET et de la SA ELIA ENGINEERING et est rédigé conformément au cadre de référence comptable en vigueur en Belgique.

Le rapport tarifaire, rédigé au moyen d'un modèle de rapport établi par la CREG, se compose d'une part du contrôle a posteriori du revenu total et des documents nécessaires à l'appui de ses éléments constitutifs et d'autre part des différents soldes en cours résultant de différences entre les estimations tarifaires d'une part et, d'autre part, les montants et quantités réellement constatés cette année.

Le rapport tarifaire se rapporte au réseau ayant une fonction de transport, défini à l'article 2, 4° des Méthodes Tarifaires Provisoires.

Le rapport annuel d'Elia 2014, comme disponible au site web de Elia dès 10 avril 2015 et les comptes annuels consolidés d'Elia, qui ont été approuvés le 19 mai 2015 par l'assemblée générale des actionnaires et déposés auprès de la Banque nationale de Belgique, sont établis en conformité avec les International Financial Reporting Standards telles qu'adoptées

dans l'Union européenne. Les bases de consolidation de ces rapports financiers sont par conséquent différentes des principes utilisés lors de l'élaboration du rapport tarifaire².

« **Le rapport tarifaire adapté** » : ce rapport est la version du rapport tarifaire qu'Elia doit introduire après un projet de décision de rejet par la CREG. En application du paragraphe 2, 3° de l'article 39 des Méthodes Tarifaires Provisoires, les adaptations apportées peuvent uniquement porter sur les points sur lesquels le rapport tarifaire avait été rejeté par la CREG.

« **Transfer Pricing Policy** » : Accord avec Elia approuvé par la CREG le 11 janvier 2010 et comprenant quatre cas de figure : TP0, TP1, TP2, TP3, TP4. Le TP1 concerne des travaux pour compte de tiers en Belgique. Le TP2 concerne des travaux pour compte de tiers à l'étranger. Le TP3 concerne les participations financières Elia qui sont considérées comme régulées en Belgique. Le TP4 concerne les participations financières d'Elia considérées comme non-régulées en Belgique. Le TP0 concerne les autres activités de gestionnaire de réseau en Belgique.

◆◆◆◆

² Cette différence a été confirmée par la Commission Bancaire, Financière et des Assurances (de l'époque) dans son courrier du 16 août 2010 : « Lors de l'examen [...], le Comité de Direction de la CBFA a constaté la coexistence de deux logiques, l'une présidant à l'établissement des comptes consolidés et l'autre sous-tendant la fixation des tarifs »

I. FONDEMENT JURIDIQUE

1. L'article 23, § 2, 12°bis, de la Loi électricité prévoit que la CREG exerce les compétences tarifaires visées aux articles 12 à 12quinquies de cette loi. En particulier, l'article 12 contient les dispositions relatives aux tarifs et à la méthodologie tarifaire applicables à la gestion du réseau de transport et aux réseaux ayant une fonction de transport.

Selon l'article 12, § 5, 15°, la méthodologie tarifaire doit prévoir que les soldes ainsi que leurs répartitions sur les périodes régulateurs suivantes sont déterminées de manière transparente et non discriminatoire.

2. En application de l'article 12, la CREG a fixé le 18 décembre 2014 une nouvelle méthodologie tarifaire³ pour le réseau de transport et pour les réseaux ayant une fonction de transport. Même si cette méthodologie tarifaire est entrée en vigueur le 1er janvier 2015, son article 47 prévoit toutefois que les Méthodes tarifaires provisoires continuent de s'appliquer afin de régler tous les aspects de la régulation tarifaire pour la période régulatoire 2012-2015, y compris la clôture des soldes relatifs à cette période.

3. Les Méthodes tarifaires provisoires ont été adoptées par la CREG en vertu de l'article 12quater, § 2, de la Loi électricité, qui offre à la CREG la possibilité de prendre toute mesure transitoire qu'elle juge utile jusqu'à l'adoption de la méthodologie tarifaire sur la base de l'article 12. Conformément à ce qui est exigé par l'article 12quater, § 2, précité, ces Méthodes tarifaires provisoires tiennent pleinement compte des lignes directrices énumérées à l'article 12, § 5, de la Loi électricité.

4. Les articles 36 et suivants des Méthodes tarifaires provisoires contiennent les dispositions applicables en matière de contrôle et d'application des tarifs.

5. Ces dispositions, ainsi que l'article 23, § 2, al. 2, 12°bis, de la Loi électricité, constituent dès lors le fondement juridique du présent projet de décision.

◆◆◆◆

³ CREG, Arrêté (Z)14121-CDC-1109/7 fixant 'la méthodologie tarifaire pour le réseau de transport d'électricité et pour les réseaux d'électricité ayant une fonction de transport', 18 décembre 2014

II. ANTECEDENTS

6. Le 25 février 2015, la CREG a reçu le rapport tarifaire d'Elia relatif à l'exercice d'exploitation 2014. Ce rapport tarifaire contient les soldes rapportés par rapport au budget approuvé dans la décision de la CREG du 16 mai 2013⁴ et est basé sur les Méthodes Tarifaires Provisoires du 24 novembre 2011, comme modifiées le 28 mars 2013.

Elia commenté le rapport tarifaire précité lors d'une réunion de travail tenue le 4 mars 2015 dans les locaux de la CREG.

7. Le 20 mars 2015, la CREG a demandé Elia des renseignements complémentaires relatifs au rapport tarifaire, par le biais d'un courrier électronique.

La CREG a obtenu une partie des renseignements demandés le 7 avril 2015 par courrier.

8. Le 10 avril 2015, la CREG a envoyé par courrier électronique des demandes de précisions concernant certaines réponses aux demandes d'informations complémentaires.

La CREG a obtenu les précisions demandée le 23 avril 2015.

9. Le 13, 22, 27 et le 28 avril 2015, la CREG a envoyé par courrier électronique des demandes d'informations supplémentaires. Le régulateur a également posé des questions par téléphone.

Elia a communiqué les informations demandées par courriers électroniques entre le 20 et le 30 avril 2014 et le 4 mai 2015.

10. Le 7 mai 2015, la CREG a transmis à Elia un projet de décision relatif au rapport tarifaire du 25 février 2015.

11. Le 28 mai 2015, en conformité avec l'article 38, § 2, des Méthodes Tarifaires Provisoires, Elia a défendu son point de vue quant au projet de décision de la CREG lors d'une audition dans les locaux de la CREG. Le Procès-verbal de la séance d'audition est joint en annexe.

⁴ CREG, Décision (B)130516-CDC-658E/26 relative à 'la proposition tarifaire rectifiée de ELIA SYSTEM OPERATOR S.A. du 2 avril 2013 pour la période régulatoire 2012-2015', 16 mai 2013

12. Le 2 et le 11 juin 2015, suite à la séance d'audition du 28 mai, des réunions de travail informelles ont été tenues entre Elia et la CREG à propos de quelques éléments ayant fait l'objet d'un rejet dans le projet de décision.

13. Des courriels ont été échangés entre la CREG et Elia les 1, 2, 3, 11, 17 et 22 juin 2015.

14. Le 10 juin 2015, la CREG a reçu le rapport tarifaire adapté d'Elia relatif à l'exercice d'exploitation 2014.

III. ANALYSE DU RAPPORT TARIFAIRE ET DES SOLDES RAPPORTES

III.1 Le modèle de rapport

15. Elia a rédigé son rapport tarifaire du 25 février 2015 conformément au modèle de rapport établi par le Comité de Direction de la CREG le 26 novembre 2009.

16. Le rapport tarifaire adapté du 10 juin 2015 reprend les points qui ont fait l'objet d'une demande d'adaptation dans le projet de décision de la CREG du 7 mai 2015.

17. Les adaptations reprises dans le rapport tarifaire adapté n'ont pas d'impact sur les comptes annuels d'Elia pour l'exercice 2014 puisque ceux-ci ont été clôturés et approuvés par l'assemblée des actionnaires avant le projet de décision et, à fortiori, la rédaction du rapport adapté. Elles auront par contre un impact direct sur les comptes d'Elia en 2015 et sur les soldes tarifaires de 2015.

III.2 Le revenu total

18. Le revenu total budgétisé d'Elia pour 2014 tel qu'approuvé dans la décision du 16 mai 2013 est de 827.614.000,00 EUR.

Le revenu total réel rapporté par Elia pour 2014 est de 737.064184,85 EUR.

III.3 Les soldes rapportés

19. Au sein du tableau T.4.9 du rapport tarifaire sur les résultats d'exploitation du réseau de transport en 2014, Elia reprend le récapitulatif de 68.809.313,56 EUR comme solde d'exploitation. Il s'agit systématiquement de soldes qui résultent de la différence entre la valeur réelle des éléments du revenu total et leur valeur budgétée.

Les soldes ne font donc pas partie du résultat de l'exercice d'exploitation 2014 ni des fonds propres du gestionnaire de réseau.

Globalement, cette somme a la qualité d'une dette pour Elia, telle que visée à l'article 39 des Méthodes Tarifaires Provisoires.

20. Les soldes d'exploitation pour 2014 sont repris dans le tableau 1 ci-après.

Tableau 1: Les composantes du solde sur le revenu total de 2014 tels que repris dans le rapport tarifaire du 25 février 2015

(en EUR)	<u>Solde à transférer vers les tarifs</u>	<u>Solde - comptabilisé comme incitant</u>
+ = créance régulatoire/ - = dette régulatoire		
<u>Résumé des éléments de coûts - revenu total</u>		
Marge équitable	-27.365.611,97	
Amortissements	-872.182,68	
Incantant sur les investissements (Facteur Y2)	1.521.957,59	
Coûts de la Classe 1 (éléments non-soumis à l'incitant)	-72.958.425,60	
Coûts de la Classe 2 (éléments soumis à l'incitant Y1)		-5.824.442,79
Impact indexation 2014	-6.011.438,69	
Plus-values sur desinvestissements	3.112.377,24	
Ventes tarifaires	33.764.010,55	
Total	-68.809.313,56	-5.824.442,79

21. En vertu des Méthodes Tarifaires Provisoires, le montant du solde à transférer (rapporté initialement ad 68.809.313,56 EUR) doit être affecté au revenu total d'une période régulatoire future, en l'occurrence la période 2016-2019.

22. Pour l'ensemble des éléments du revenu total de 2014 qui appartiennent à la Classe 2 des éléments dits gérables⁵, Elia a réalisé non seulement l'économie de coûts imposée de 5.000.000,00 EUR mais a en outre réalisé une diminution de coûts supplémentaire de 7.042.857,07 EUR

Sous réserve de leur approbation dans la suite de la présente décision, ces éléments relevant de la régulation incitative, l'économie supplémentaire réalisée est intégralement allouée au gestionnaire du réseau, étant entendu que l'impôt sur les sociétés dû sur cet incitant est à la charge de ce dernier.

23. En plus de ce solde d'exploitation qui a trait au revenu total nécessaire à la conduite des activités régulées, le rapport tarifaire pour 2014 contient également les soldes sur les obligations de services public et surcharges imposées à Elia. Puisque ces dernières ne font pas partie des obligations légales du gestionnaire de réseau visées à l'article 8 de la loi électricité, les opérations et les soldes qui s'y rapportent ne passent pas par le compte de résultat et sont directement portés au bilan.

Le solde global des comptes du bilan concernés s'élève à 63.431.543,36 EUR et revêt le caractère d'une créance.

24. Dans la présente décision, la CREG analyse l'impact des adaptations introduites par Elia dans son rapport tarifaire adapté du 10 juin 2015 sur les soldes tels que déterminés par la CREG dans son projet de décision du 7 mai 2015. L'impact global du rapport tarifaire adapté et de la présente décision sont intégrés dans le tableau 12 *infra*.

////

⁵ Voir l'Annexe 2 de l'Arrêté de la CREG (Z)111124-CDC-1109/1 du 29 mars 2013 établissant les Méthodes Tarifaires Provisoires.

IV. LE PROGRAMME DE CONTROLE DE LA CREG

25. Par sa décision du 14 avril 2011, le Comité de Direction de la CREG a approuvé le programme de contrôle *ex post* des rapports tarifaires.

La CREG présente ci-après les étapes principales de son contrôle effectué sur le rapport tarifaire *ex post* 2014 d'Elia. Chaque étape décrite ci-après contient plusieurs étapes du programme de contrôle *ex post*.

La CREG se prononce, lors de chaque étape, sur l'impact éventuel des montants constatés et contrôlés sur les soldes visés au paragraphe 20 de cette décision.

Les étapes du contrôle sont les suivantes:

- Etape 1 : Examen de l'exhaustivité du rapport tarifaire d'Elia (voir IV.1) ;
- Etape 2 : Examen de la scission entre les activités régulées et non régulées (voir IV.2) ;
- Etape 3 : Examen du résultat consolidé de l'exercice 2014 repris dans le rapport tarifaire (voir IV.3) ;
- Etape 4 : Examen des éléments de la Classe 1 du revenu (voir IV.4) ;
- Etape 5 : Résumé des constats sur les soldes d'exploitation pendant les étapes 1 à 4 (voir IV.5) ;
- Etape 6 : Analyse des soldes relatifs aux surcharges et tarifs OSP (voir IV.6).

IV.1 Etape 1 : Exhaustivité du rapport tarifaire

IV.1.1 Rapport et comptes annuels consolidés

26. Conformément à l'article 44 des Méthodes Tarifaires Provisoires, le rapport tarifaire qu'Elia a transmis à la CREG le 25 février 2015 comportait tant les comptes annuels statutaires provisoires que les comptes annuels consolidés provisoires d'Elia (Elia System Operator SA, Elia Asset SA et Elia Engineering SA).

27. Les comptes annuels consolidés d'Elia sont établis conformément aux International Financial Reporting Standards (IFRS). Elia a également soumis des comptes annuels consolidés établis conformément aux normes comptables belges en vigueur ("Belgian GAAP").

28. Dans le cadre de l'évaluation des soldes d'exploitation, la CREG se base uniquement sur les comptes annuels consolidés établis conformément aux normes comptables nationales. Sauf mention contraire, il sera uniquement fait référence à ces comptes annuels dans la suite du présent document.

IV.1.2 Comptes annuels et affectation du résultat de l'exercice 2014

29. Le bilan consolidé repris au paragraphe L.1.17 du rapport tarifaire est un bilan (Belgian GAAP) établi avant l'affectation du résultat de l'exercice d'exploitation 2014, ce qui implique que le résultat de l'exercice comptable (après impôts) a été intégralement repris dans les réserves des fonds propres.

IV.1.3 Evolution des réserves au bilan

30. Etant donné qu'Elia a établi son bilan consolidé avant l'affectation du résultat de l'exercice comptable (le résultat de 2014 a donc été intégralement ajouté aux réserves) la CREG a pu simplement constater que la progression par rapport au solde 2013 des comptes du grand-livre relatifs aux réserves comptables correspond intégralement au résultat rapporté par Elia pour l'exercice comptable 2014.

Fort de ce constat et sur la base de l'examen des autres comptes bilantaires et du compte de résultats, la CREG conclut que l'ensemble du résultat de l'exercice comptable a été rapporté en tant que tel et est à l'origine des soldes d'exploitation examinés présentement.

IV.1.4 Les constats de la CREG après la première étape du programme de contrôle quant aux modifications éventuelles des soldes rapportés

31. Au cours de cette première étape, la CREG n'a pas fait de constats qui ont une influence sur les soldes des activités régulées en Belgique.

IV.2 Etape 2 : La scission entre les activités régulées et non régulées

IV.2.1 Les principes réglementaires

32. En application de l'article 8, § 2 de la loi électricité, Elia exerce des activités autres que les missions légales figurant à l'article 8 de la loi précitée.

Dans le cadre de la présente décision, la CREG veille également à ce que ces activités n'aient pas d'influence négative sur la réalisation des missions légales confiées à Elia. Dans le présent contexte, cela implique qu'une distinction claire est faite entre les coûts et les recettes liés aux activités régulées en Belgique et celles liées aux activités non régulées en Belgique.

A cet effet, la CREG avait déjà entrepris les démarches structurelles suivantes :

- a) l'approbation au 11 janvier 2010 d'une dite "transfer pricing policy" afin, d'une part, de faire la clarté sur l'appréciation des moyens des activités régulées qui sont également investis dans les projets non régulés et, d'autre part, de répartir les résultats de ces projets non régulés entre les segments régulés et non régulés ;
- b) l'intégration dans ses méthodes tarifaires provisoires du 24 novembre 2011 (modifiées pour la dernière fois le 28 mars 2013) d'un certain nombre des critères visant à évaluer le caractère raisonnable de ces opérations et les résultats rapportés ;
- c) la fixation d'une ligne politique claire pour l'allocation et la répartition des coûts liés au mécénat et au sponsoring entre les activités régulées en Belgique et les autres activités développées par Elia ;
- d) la fixation d'une ligne politique claire pour l'allocation et la répartition des coûts liés à la gestion des parties prenantes (*stakeholdersmanagement*) entre les activités régulées en Belgique et les autres activités développées par Elia ;
- e) L'obligation de rapport d'un bilan et d'un compte de résultats distincts selon qu'il s'agit d'activités régulées en Belgique ou non (la méthodologie tarifaire pour la période réglementaire 2016-2019 impose également une certification de la part des réviseurs en la matière).

33. Il est clair qu'Elia a récemment fortement développé ses activités non régulées : depuis ses participations financières initiales dans quelques bourses d'énergie étrangères, le groupe Elia s'est construit entre-temps autour de deux centres d'activités/gestionnaires de réseau de transport importants, à savoir Elia en Belgique et 50Hertz en Allemagne. Etant donné que ces évolutions majeures interviennent dans un délai d'une seule période régulatoire de quatre ans, la CREG est contrainte d'y accorder une attention particulière chaque année.

34. Lors de ses contrôles, la CREG accorde dès lors une grande importance à la clarté et à la transparence de la justification des coûts liés aux éléments utiles tant aux activités régulées en Belgique qu'aux autres activités.

35. La CREG demande également qu'Elia continue d'opérer la distinction requise en raison de cette transparence, même si un autre enregistrement n'aurait pas de conséquences pour le compte de résultats 2014 : en principe, les coûts rapportés de la classe 2 (coûts gérables) ne portent que sur les activités régulées en Belgique. Le solde éventuellement positif de ces coûts (la différence entre les coûts réels et le budget approuvé) est à la charge d'Elia en tant qu'incitante.

36. L'incitant global pour la période régulatoire 2012-2015 est limité à 25.000.000,00 EUR. Si les coûts à charge de l'activité non régulée sont quand même repris dans la classe 2, l'excédent éventuel de l'incitant diminue, mais le résultat partiel des activités non régulées est surestimé. Ce procédé a pour conséquence de donner une fausse image des "coûts gérables" nécessaires. Les coûts gérables réellement nécessaires pour 2014 constituent en effet la référence pour ceux de l'année 2016 dans la proposition tarifaire 2016-2019. Dès lors, si la somme des deux résultats partiels reste la même, la CREG attend une application correcte de la distinction demandée.

37. Aux points IV.2.2 jusqu'à IV.2.5, la CREG se penche sur un certain nombre de constatations dans ses contrôles relatifs à la séparation entre activités régulées et non régulées, comme appliqué dans le rapport tarifaire 2014.

La CREG rappelle ces principes en vue d'une stricte application dans la proposition tarifaire 2016-2019 qu'Elia soumettra à la CREG à la mi-2015. A ce propos, la CREG ne voit pas d'objection à affiner les accords y relatifs pour la soumission de la proposition tarifaire précitée.

IV.2.2 Recours à certains consultants externes

38. Dans le cadre de sa décision sur le rapport tarifaire 2013 d'Elia, la CREG avait constaté que Elia avait entrepris un ambitieux programme de " *business development* " en vue de développer ses activités à l'étranger et que le coût de ce programme était majoritairement mis à la charge des activités régulées et plus précisément des éléments de la Classe 2. La CREG était intéressée en particulier par les prestations de 3 sociétés de consultance, à savoir [confidentiel], vu leur récent engagement pour Elia (Conseil d'administration, fonction au sein du Comité de direction). Suite aux contrôles exécutés par la CREG et sur la base d'une proposition d'Elia, une partie des coûts facturés par [confidentiel] et la totalité des coûts facturés par [confidentiel] avaient notamment été requalifiés afin de ne pas être supportés par les utilisateurs du réseau belge.

39. Dans le cadre de l'élaboration de la présente décision, la CREG a maintenu cette attention particulière sur le recours par Elia à certains consultants externes. (cf. la communication dans la presse dans le courant 2014). Les paragraphes suivants abordent les principaux constats tirés par la CREG suite à ses contrôles.

40. Concernant [confidentiel], la CREG avait constaté que, dans son rapport tarifaire, une facture de 11.480,00 EUR concernant des activités de " *business development* " avait été mise par Elia à la charge des activités régulées et plus précisément des éléments de la Classe 2. La CREG avait compris des réponses complémentaires fournies par Elia le 23 avril 2015 que cette comptabilisation est une erreur qu'Elia se propose de corriger. La CREG accueille favorablement cette proposition d'Elia.

41. Concernant [confidentiel], la CREG avait constaté que, dans son rapport tarifaire, un montant total de 122.285,64 EUR avait été mis par Elia à la charge des activités régulées et plus précisément des éléments de la Classe 2. La CREG avait compris des réponses complémentaires fournies par Elia les 3 et 23 avril 2015 qu'un montant de 28.980 EUR pourrait toutefois être qualifié comme faisant partie du périmètre non-régulé car ils concernent des projets en Islande, Arabie Saoudite et Chine. Concernant le solde de 93.305,64 EUR, Elia avait précisé que la nature des missions confiées à [confidentiel] consiste en la participation à des workshops pour représenter Elia et fournir un feedback pour l'activité régulée en Belgique.

La CREG ne pouvait toutefois pas être totalement satisfaite par la proposition de correction formulée par Elia. En effet, la CREG avait constaté que le solde restant de 93.305,64 EUR concernait majoritairement des sujets peu ou pas pertinents pour les utilisateurs du réseau belge. Par ailleurs, pour certaines conférences, le nombre de journées facturées - qui dépasse largement la durée de la conférence - suscitait également de légitimes questions lorsque cette participation ne semblait pas avoir nécessité une préparation particulière - comme cela pourrait avoir été le cas lorsqu'une présentation est requise -.

Enfin, la CREG avait constaté que dans le cadre d'au moins une des conférences citées par Elia, [confidentiel] ne représentait manifestement pas Elia mais un autre de ses employeurs. Ces différents constats peuvent être illustrés au moyen des exemples factuels suivants :

- a) un honoraire de 25.875 EUR couvrant 11,25 journées de travail a été facturé par [confidentiel] pour participer à des conférences et rédiger une petite note sur le thème des imprimantes 3D ;
- b) un honoraire de 17.135 EUR couvrant 7,45 journées de travail a été facturé par [confidentiel] pour une participation passive à un workshop en Allemagne de - seulement - 3 jours où [confidentiel] est par ailleurs annoncé en tant que représentant de [confidentiel] - et pas d'Elia - ;
- c) un honoraire de 17.825 EUR couvrant 7,75 journées de travail a été facturé par [confidentiel] pour participer à un cycle de conférence de - seulement - 4 jours organisé par le *German Marshall Fund of the United States* principalement en Allemagne autour du thème de la transition énergétique allemande ;
- d) un honoraire de 2.300 EUR couvrant 1 journée de travail a été facturé par [confidentiel] pour participer à un workshop organisé par 50 HERTZ en Allemagne afin d'alimenter les activités de lobbying de 50 HERTZ vis-à-vis des autorités allemandes.

Vu l'importance qu'elle accorde à la bonne justification des prestations des consultants, la CREG ne pouvait accepter de justification limitée ou de lien imprécis avec les activités régulées des coûts de [confidentiel].

42. Même si l'évaluation de l'opportunité de telles missions de consultance relève des organes compétents de l'entreprise, vu les exigences d'indépendance du gestionnaire de réseau et son Comité de direction, la CREG s'est e posée des questions qui s'imposent quant à l'opportunité de la sous-traitance de missions d'entreprise essentielles, d'une part, et quant au fait de confier ces missions à des personnes dont le départ de l'entreprise a déjà été rétribué par les utilisateurs du réseau, d'autre part. Concernant [confidentiel], la CREG

avait constaté que les missions qui ont été confiées à cette dernière relèvent des compétences du Comité de direction et non d'une personne extérieure à celui-ci. La CREG n'acceptera plus ces coûts à charge des activités régulées à partir de l'année 2015.

43. Suite à ses contrôles des coûts pour les consultants externes", dans son projet de décision du 7 mai 2015, la CREG avait conclu que :

- a) les montants impliqués du rapport tarifaire de 2014 ne constituent pas une base acceptable pour utilisation dans la proposition tarifaire 2016-2019 ;
- b) un montant de 11.480,00 EUR pour les prestations de [confidentiel] est porté à la charge des activités non régulées au lieu des coûts gérables 2014, ce qui augmente l'incitant Y1 d'un montant net de 9.493,96 EUR⁶ et diminue le résultat des activités non régulées du même montant ;
- c) le montant de 122.285,64 EUR pour les prestations de [confidentiel] doit être intégralement rejeté des coûts gérables de la classe 2 et par conséquent être considéré comme un montant rejeté, ce qui augmente l'incitant Y1 d'un montant net de 101.130,22 EUR⁷ et diminue le résultat des activités non régulées du même montant.

44. Pendant la séance d'audition du 28 mai 2015, Elia n'a pas formulé des remarques ou des objections à l'encontre de la position prise par la CREG. Le gestionnaire de réseau a entièrement adapté son rapport tarifaire dans le sens demandé par la CREG : le résultat tarifaire 2014 a été augmenté des montants de 9.493,96 EUR et de 101.130,22 EUR (après impôts de société).

IV.2.3 Dépenses liées au mécénat, au sponsoring et à la gestion des parties prenantes

45. La CREG avait approuvé la proposition tarifaire adaptée d'Elia dans ses décisions de base relatives au revenu total couvert par les tarifs 2012-2015.

⁶ $11.480,00 * (1-17,3\%) = 9.493,96$

⁷ $122.285,64 * (1-17,3\%) = 101.130,22$

La proposition précitée d'Elia impliquait qu'aucun coût de mécénat et de sponsoring général ne fasse partie du revenu total, alors que les coûts de la "gestion des parties prenantes" soient répartis équitablement entre les activités régulées en Belgique et les autres activités d'Elia.

A l'origine de la position de la CREG figure l'idée que la "gestion des parties prenantes" est importante pour le fonctionnement normal des entreprises, même pour les monopoleurs car l'objectif est d'entretenir des rapports positifs avec les personnes intéressées au moyen d'une gestion adéquate de leurs attentes et des objectifs de l'entreprise en cherchant à sceller des accords. Cela se fait essentiellement afin d'obtenir suffisamment de soutien pour les initiatives et les projets d'entreprise.

Cependant, la CREG a également souligné dans ces décisions de base qu'elle n'estimait pas nécessaires les activités spécifiques destinées à acquérir le *goodwill* des villes et communes belges car elles ont déjà suffisamment d'intérêts, en tant qu'actionnaires du gestionnaire de réseau, dans la réalisation des objectifs et des projets (d'investissement) d'Elia. L'objectif ne peut être de faire de la gestion d'actionnaires à la place de la gestion de parties prenantes en partie à charge des tarifs de réseau.

46. Lors du contrôle des coûts de mécénat et de sponsoring général, la CREG a constaté ce qui suit :

- a) Elia a indûment porté deux fois un montant de 30.000,00 EUR au compte du sponsoring général alors qu'il s'agissait de la gestion des parties prenantes. De ce fait, les coûts pris en charge par Elia ont été surestimés de 15.000,00 EUR et ceux de la classe 2 (coûts gérables) ont été sous-estimés du même montant ;
- b) Dans la proposition tarifaire d'Elia, les coûts (30.000,00 EUR) liés à l'initiative [confidentiel] faisaient explicitement et intégralement partie des activités de mécénat et de sponsoring, alors que ceux du rapport tarifaire 2014 ont été qualifiés comme gestion des parties prenantes. De ce fait, les coûts pris en charge par Elia ont été sous-estimés de 15.000,00 EUR et ceux de la classe 2 (coûts gérables) ont été surestimés du même montant.

En ce qui concerne l'effet financier, les deux constatations mentionnées ci-dessus se neutralisent mutuellement.

47. Lors du contrôle des coûts pour la "gestion des parties prenantes", la CREG a constaté ce qui suit :

- a) Les coûts liés au [confidentiel] Chair n'apparaissent pas dans la liste de la gestion des parties prenantes mais sont répartis comme service entre les activités belges et les autres activités au moyen d'une clé de répartition qui en porte 68 % à charge de l'activité régulée. La CREG estime que cela concerne également la gestion de parties prenantes, si bien que le rapport 50/50 doit être appliqué. La CREG part du principe qu'il n'y a aucune conséquence fiscale supplémentaire car elles se neutralisent ;
- b) La CREG s'interroge également sur cette Chair [confidentiel] vu que d'autres universités belges disposent également d'un know-how en matière d'énergie, mais ne sont pas soutenus dans la même proportion ;
- c) Vu le lien apparemment plus faible encore entre le fonctionnement d'Elia et le public concerné, les organisateurs et les artistes, la CREG émet des doutes sérieux quant aux effets positifs point de vue *stakeholdersmanagement* du soutien d'Elia au festival musical [confidentiel] (9.196,00 EUR).

48. Pendant la séance d'audition du 28 mai 2015, Elia a soumis un nombre de points à la considération de la CREG :

- À la connaissance d'Elia, la [confidentiel] est la seule *business school* qui a développé un *Energy center*. Les autres universités belges n'offrent des activités que dans un cadre plutôt technique ;
- C'est pourquoi Elia considère ses efforts comme faisant partie de la Recherche et Développement et pas de *stakeholder management*. Ces efforts servent à augmenter l'expertise qui est disponible dans le chef d'Elia et de 50Hertz. Les frais liés aux contacts avec les universités Belges sont tous traités comme des frais de *R&D* ;
- Elia considère la collaboration avec la [confidentiel] Chair comme une véritable opportunité pour Elia et pour 50Hertz et a donc reparti les frais entre ces deux entreprises. C'est pourquoi, Elia et 50Hertz collaborent pour pouvoir définir les travaux que [confidentiel] doit réaliser pour leur compte.

Suite à ces points, Elia plaide pour pouvoir garder le traitement qu'elle a réservé à la [confidentiel] Chair et pour ne pas devoir le considérer comme du *stakeholder management*.

49. Pendant cette séance d'audition du 28 mai 2015, la CREG a demandé de préciser quelles sont les prestations de la [confidentiel] Chair en échange des contributions financières d'Elia.

Les représentants d'Elia ont répondu qu'il s'agit de plusieurs activités, notamment du soutien sur une réflexion sur l'évolution des activités du gestionnaire de réseau à l'avenir et sur la façon dont la régulation devrait être adaptée dans ce cadre-là. Il s'agit donc essentiellement de brainstormings qui ont eu lieu en interne au sein d'Elia et de 50Herz et qui ont été facilités par [confidentiel], notamment en apportant leur connaissance de la régulation Européenne, les idées qui sont en cours de développement au niveau européen et les perspectives qui peuvent être attendues à ce niveau-là.

Les représentants d'Elia ont voulu confirmer qu'il s'agit d'une activité de Recherche et de développement, mais ont attiré l'attention de la CREG sur le fait que ce genre d'activités inclût, selon eux, des réflexions à long terme. Ça ne serait donc pas nécessairement qu'un mécanisme à court terme ou dans le cadre de 2014, mais bien un *pari* sur l'avenir.

La CREG se demandait si cette réflexion ne se faisait pas plutôt dans le cadre de l'élaboration de la stratégie d'Elia.

Les représentants d'Elia ont répondu qu'ils n'iraient pas jusque-là.

La CREG a communiqué qu'elle attendait une note d'Elia sur les prestations de [confidentiel], les connaissances et la plus-value qui ont été apportées. Le régulateur supposait que, puisqu'Elia mentionne un sujet de Recherche et de Développement, Elia pourrait introduire des réalisations dans ce domaine.

50. À la date de la présente décision, la CREG n'a pas encore reçu la note demandée.

En outre, et sur la base des définitions et des éléments communément acceptés dans le cadre de la R&D⁸, la CREG partage l'avis de l'OCDE selon lequel le critère qui permet de distinguer les activités de R&D d'autres activités est l'existence d'un élément de « nouveauté » et l'objectif « *d'élimination d'une incertitude scientifique et/ou technologique* ».

⁸ OCDE, Frascati Manual, 2002,(e. a. paragraphe 111, p.43)

La réglementation fiscale belge⁹ visant à promouvoir les efforts en matière de R&D est d'ailleurs basée intégralement sur les mêmes documents et principes et fait référence à la Recherche fondamentale, la Recherche appliquée et le Développement expérimental (y compris la création de prototypes, de projets pilotes et autres développements similaires).

Cela signifie que, pour que l'on puisse parler de R&D, la solution d'un problème ne peut pas être évidente, même pour quelqu'un qui est parfaitement informé de l'ensemble des connaissances et techniques de base qui sont utilisées habituellement dans un secteur déterminé.

Les activités doivent donc avoir pour objectif principal l'apport d'améliorations techniques dans un produit, un service ou un processus.

Pour la CREG, il n'est donc pas question ici de R&D.

51. Bien qu'il revient bien entendu aux organes compétents de l'entreprise d'élaborer et d'approuver une politique de mécénat, de sponsoring et de gestion des parties prenantes, la CREG avait conclu que :

- a) Un montant de 10.980,00 EUR doit être porté à la charge des activités non régulées en conséquence de la reclassification des coûts 2014 liés à [confidentiel] Chair en *stakeholdersmanagement*. Cela implique, d'une part, qu'un montant de 10.980,00 EUR est déduit des coûts gérables (il ne s'agit que d'une période de 6 mois en 2014), faisant augmenter le montant brut de l'incitant Y1 du même montant et, d'autre part, que le résultat non tarifaire diminue du même montant brut. Il s'agit systématiquement de 9.080,46 EUR nets. La CREG part du principe qu'il n'y a aucune conséquence fiscale supplémentaire car le montant supplémentaire dû et l'impôt sur les sociétés épargné se neutralisent ;
- b) La moitié du montant de 9.196,00 EUR versé au festival [confidentiel] est rejetée comme coûts gérables et est ajoutée aux résultats non tarifaires. Cela implique, d'une part, qu'un montant de 4.598,00 EUR est déduit des coûts gérables, faisant augmenter le montant brut de l'incitant Y1 du même montant et, d'autre part, que le résultat non tarifaire diminue du même montant brut. Il s'agit systématiquement de 3.802,55 EUR nets. La CREG part du principe qu'il n'y a

⁹ Service Public Finances, Recherche et Développement, voir http://finances.belgium.be/fr/entreprises/personnel_et_remuneration/precompte_professionnel/exonerations/recherche_et_developpement/

aucune conséquence fiscale supplémentaire car le montant supplémentaire dû et l'impôt sur les sociétés épargné se neutralisent.

En ce qui concerne [confidentiel], Elia a appliqué l'adaptation demandée par la CREG.

IV.2.4 La rémunération du Comité de direction de Elia

52. Sur la base de ses contrôles, la CREG constate qu'en 2014, cette partie des coûts liés à la rémunération du Comité de direction d'Elia à charge de l'activité régulée s'inscrit dans les limites du contrôle du caractère raisonnable de la CREG. La CREG accepte donc les montants figurant dans le rapport tarifaire 2014.

53. La CREG demande à Elia de veiller à ce que le contenu du courrier d'Elia daté du 20 octobre 2014 soit être appliqué en ce qui concerne la rémunération « total cash » sur une base individuelle en et ce tant pour l'exercice d'exploitation 2015 que pour la proposition tarifaire 2016-2019.

54. Les « versements au système de pension extra-légale », les « autres avantages » et les « rémunérations variable à long terme » versés au comité de direction d'Elia ne peuvent pas être supérieurs à ceux versés/provisionnés en 2009 indexés sur l'inflation réellement observée.

55. Pour la période régulatoire 2016-2019, les règles reprises ci-avant font partie de la « clé de répartition » qui sera proposée par le gestionnaire de réseau et approuvée par la CREG au début de chaque période tarifaire conformément au critère de raisonabilité 1.f.2.

56. Bien entendu, ces règles remplaceraient les règles précédemment convenues pour le comité de direction dans la « Transfer Pricing Policy ».

IV.2.5 EGI - Facturation de dépenses de personnel aux activités non-régulées

57. Dans son courrier daté du 19 décembre 2014, la CREG a indiqué que

« la création d'EGI a pour conséquence que plus aucun travail pour compte de tiers à l'étranger ne sera exécuté par le gestionnaire du réseau : ceux-ci sont désormais réalisés par sa filiale non-régulée EGI. La création d'EGI a donc pour conséquence que les tarifs ne bénéficieront plus de 40% de la marge dégagée dans le cadre des travaux pour compte de tiers à l'étranger (cf. « marge TP2 ») censée compenser les

coûts supportés dans le passé par les tarifs pour construire l'expérience d'Elia désormais valorisée à l'international.

Cette remise en question de l'équilibre atteint entre les intérêts de l'utilisateur du réseau belge et ceux de votre entreprise début 2010 dans le cadre du transfer pricing policy n'est pas acceptable pour la CREG.

Une mesure correctrice doit donc être appliquée dès la constitution d'EGI.

En outre, pour ce qui concerne la période postérieure au 1er janvier 2016, la CREG confirme que le critère de raisonabilité 1.f de la future méthodologie tarifaire reprend des règles précises - fonction de la fréquence des prestations - en ce qui concerne l'allocation des coûts de personnel entre activités régulées et activités non-régulées.

Pour la CREG, l'application actuelle du critère de raisonabilité 1.f de la future méthodologie tarifaire dès la constitution d'EGI permettra de maintenir l'équilibre qui avait été atteint début 2010 dans le cadre du transfer pricing policy.

Considérant qu'elle consiste à anticiper l'application d'une disposition qui sera appliquée dès le 1er janvier 2016, cette mesure correctrice cadre également avec notre soucis de vous assurer une régulation stable.»

58. La CREG a constaté que, dans son rapport tarifaire, Elia avait appliqué le pourcentage *overhead* de 25% et n'avait donc pas appliqué comme attendu le critère de raisonabilité 1.f de la future méthodologie tarifaire en ce qui concerne l'application d'un *overhead* de 35% pour les prestations effectuées pour EGI par des membres du personnel qui ne travaillent pas structurellement sur des activités non-régulées. L'application de l'*overhead* prévu de 35% aurait mené à un montant additionnel de 142.369,04 EUR mis à charge des activités non-régulées.

Lors du contrôle de la facturation de dépenses de personnel aux activités non-régulées, la CREG avait conclu qu'un montant total de 142.369,04 EUR ne pouvait être mis à charge des activités régulées en Belgique et demande à Elia d'augmenter le solde sur les éléments de la Classe 1 d'une recette équivalente.

59. Pendant la séance d'audition du 28 mai 2015, Elia, plaidant pour l'application du pourcentage de 25 % en 2014, a voulu faire valoir trois arguments :

- la nouvelle méthodologie tarifaire citée par la CREG n'est - selon Elia - que d'application à partir du premier janvier 2016 n'a pas d'effet rétroactif sur l'exercice 2014 ;
- considérant que le courrier cité par la CREG ne date que du 19 décembre 2014, Elia n'a pas été en mesure de l'appliquer au cours de l'année 2014 ;
- quant à Elia, le mode de compensation pour le manque à gagner sur les activités TP2 dans l'exercice 2014 a déjà été réglé dans le cadre de la décision sur les soldes 2013 (points 30 à 37). Il ne faut donc pas de compensation supplémentaire.

60. En complément de son rapport tarifaire adapté, et suite à une demande de la CREG, Elia a communiqué par email du 18 juin 2015 des informations complémentaires sur le troisième argument.

Pour la CREG, il ressort de l'historique fait par Elia qu'au cours de la procédure sur les soldes 2013 d'Elia un malentendu a pu naître entre la CREG et Elia sur le caractère régulé - ou pas - des activités dites TP2 au cours de la période 2014-2015.

Comme précisé dans le courrier d'Elia du 22 décembre 2009, la CREG est, tout au long de cette procédure, partie de l'hypothèse que les activités dites TP2 étaient et, indépendamment de la proposition d'Elia, resteraient des activités régulées. La CREG constate toutefois que ce postulat n'a toutefois pas été explicitement formulé dans sa décision.

A contrario, la CREG comprend sur la base des informations communiquées par email du 18 juin 2015 que, suite à la création d'EGI au début de l'année 2014, Elia a considéré que sa proposition faite dans le cadre de ses soldes 2013 avait notamment pour conséquence que les activités dites TP2 devenaient des activités régulées. Bien que cette considération n'apparaisse pas explicitement dans les documents relatifs à la procédure sur les soldes 2013 d'Elia - raison pour laquelle Elia a vraisemblablement fait l'économie d'invoquer ce moyen dans son rapport tarifaire adapté du 10 juin 2015 -, celle-ci peut raisonnablement être déduite de certains documents relatifs à la procédure sur les soldes 2013 d'Elia.

61. En conclusion, la CREG estime que les éléments invoqués par Elia suscitent dans son chef un doute suffisant qui motive une modification de sa position par rapport à son projet de décision.

IV.2.6 Les constats de la CREG dans la deuxième étape quant aux modifications éventuelles des soldes rapportés

62. Au cours de cette deuxième étape, la CREG n'a pas dressé des conclusions qui ont une influence sur le solde de la Classe 1. . L'influence sur les différents résultats d'Elia a été reprise sous les numéros 43 et 47.

IV.3 Etape 3 : Le résultat consolidé de l'exercice 2014

IV.3.1 Les composantes du résultat consolidé 2014

63. Les comptes annuels consolidés rapportés par Elia (et entretemps approuvés par l'assemblée générale des actionnaires le 19 mai 2015) indiquent pour 2014 un résultat de 120.346.898,33 après application de l'impôt des sociétés.

Les activités régulées sont soumises à un taux d'imposition moyen pour 2014 de 17,3 %, sachant que les intérêts notionnels et les dépenses non admises ont été entièrement déduits du résultat régulé.

Il faut également noter que les revenus des activités non-régulées proviennent pour la majeure partie des dividendes versés par 50Hertz et sont donc à ce titre définitivement taxés dans le chef de la filiale d'Elia, ce qui explique la différence entre le taux moyen global de Elia.

64. Il ressort du rapport tarifaire que ce résultat global après impôts pour l'ensemble des activités régulées et non régulées se compose de huit éléments distincts. Ils sont repris dans le tableau 2.

Tableau 2 : Reconciliation des résultats avec la comptabilité

en EUR	Rapport tarifaire 2014
Résultats des activités régulées	69.682.133,65
(i) marge équitable	35.109.367,03
(ii) rémunération pour la plus-value iRAB visé dans l'article 25 des Méthodes Tarifaires Provisoires	22.270.364,24
(iii) solde net de l'incitant relatif aux éléments de la Classe 2 (Facteur Y1)	5.824.442,79
(iv) solde net de l'incitant relatif aux investissements (Facteur Y2)	6.477.959,59
Resultats des activités régulées non-tarifaires	-946.594,32
(v) résultats nets TP2 et TP3	780.510,00
(vi) coûts nets régulés à charge d'Elia (rejetés par la CREG)	-453.580,56
(vii) Modification nette du résultat suite à la décision de la CREG sur les soldes 2013	-1.273.523,76
Résultats des activités non-régulées	51.611.359,00
(viii) résultats des activités non-régulées (TP4)	51.611.359,00
TOTAL	120.346.898,33

65. Sous les points IV.3.1 jusqu'à IV.3.8, la CREG examine chacun de ces huit éléments.

IV.3.2 Première composante : la Marge équitable normale liée aux capitaux investis dans le réseau

66. Le calcul de la marge bénéficiaire équitable est défini à l'article 13 des Méthodes Tarifaires comme étant le résultat du produit entre d'une part la moyenne arithmétique de la valeur initiale et finale de l'actif régulé (RAB) et d'autre part le pourcentage de rendement.

IV.3.2.1 Le contrôle de la RAB

67. La CREG a contrôlé le calcul de la RAB rapporté par Elia (RAB moyenne 2014 à 3.902.000.000,00 EUR) et n'a constaté aucun élément contraire aux règles établies par les méthodes tarifaires applicables.

68. L'évolution des projets d'investissement effectués en 2014 est frappante en comparaison avec le portefeuille d'investissements prévu.. L'évolution déjà constaté en 2013 s'est poursuivie en 2014. Le montant engagé pour les investissements hors plan dépasse (légèrement) le budget alors que les montants d'investissements prévus dans le cadre du Plan de développement fédéral sont loin d'être entièrement utilisés. Le tableau 3 ci-dessous montre ces éléments pour 2013 et 2014.

Tableau 3 : Évolution des investissements en 2013 et 2014

	2013			2014		
	Réalité kEUR	Budget kEUR	écart %	Réalité kEUR	Budget kEUR	écart %
Hors plan	111.157,00	98.639,00	13%	112.877,00	99.495,00	13%
Plan de développement fédéral	63.252,00	142.841,00	-56%	113.458,00	210.091,00	-46%
Plan d'investissement Région flamande	9.053,00	8.356,00	8%	16.025,00	12.737,00	26%
Plan d'investissement Région bruxelloise	3.637,00	1.867,00	95%	5.227,00	987,00	430%
Plan d'adaptation Région wallonne	16.797,00	15.978,00	5%	13.166,00	15.298,00	-14%
Total	203.896,00	267.681,00	-24%	260.753,00	338.608,00	-23%

69. Il est clair que le retard d'une partie est la conséquence d'un manque de *public acceptance* pour certains projets. Le gestionnaire de réseau peut contribuer aux avancées en prenant un certain nombre de mesures, habituellement sous la forme d'une transaction, soit en vertu de la politique de compensation d'Elia soit suite à des plaintes de riverains. Au cours de 2014, le gestionnaire de réseau y a alloué un montant limité, respectivement de 232.798,00 EUR et 116.665,27 EUR.

Toutefois, ces montants seront beaucoup plus importants en 2015, des suites des recours intentés contre le projet Stevin et les transactions qu'Elia a conclues en la matière. . En 2014, seule une très faible partie des compensations a été effectivement versée.

Comme mentionné au numéro45, la CREG estime également en la matière que ces transactions et indemnités ne doivent pas donner l'impression d'une gestion des actionnaires au lieu de la gestion des parties prenantes visée.

La CREG a repris des mesures spécifiques pour ces dépenses dans sa nouvelle méthodologie tarifaire afin d'encadrer et de clarifier les montants versés au titre de compensations.

IV.3.2.2 Le contrôle du pourcentage de rendement

70. Le taux d'intérêt moyen sans risque des OLO sur 10 ans pour l'année 2014 est calculé sur base des données journalières publiées par la Banque Nationale de Belgique. Conformément à l'article 16, § 1, des Méthodes Tarifaires Provisoires, la CREG et Elia obtiennent un taux moyen égal à 1,7248 %.

71. Dans son calcul a posteriori, Elia a pris en considération un pourcentage de rendement moyen de 0,8998% à appliquer sur la valeur totale de l'RAB.

72. La CREG constate que le calcul du pourcentage de rendement moyen a été correctement réalisé.

IV.3.2.3 Le calcul de la marge bénéficiaire équitable

73. Dans son rapport tarifaire 2014, Elia a tenu compte d'une marge bénéficiaire équitable de 35.109.367,03 EUR.

74. La différence avec la marge bénéficiaire équitable budgétée dans le cadre du dossier tarifaire 2012-2015 est de 27.365.611,97 EUR, à la défaveur d'Elia. Ce solde est principalement la conséquence de la valeur toujours très basse du taux OLO à 10 ans en 2014. Durant l'exercice d'exploitation 2013, cette même différence s'élevait également à un peu plus de 17 millions EUR.

IV.3.3 Deuxième composante : la partie de la plus-value issue de l'iRAB lors des mises hors service

75. Conformément aux Méthodes Tarifaires Provisoires, Elia rapporte un montant brut de 26.929.098,23 EUR au titre de réduction de la plus-value iRAB suite à la mise hors service d'actifs immobilisés en 2014.

76. En accord avec le rapport¹⁰ du Collège des Commissaires-réviseurs d'Elia, repris dans le rapport tarifaire 20147, la CREG approuve le montant rapporté de 22.270.364,24 EUR comme élément du résultat net de l'exercice comptable 2014.

IV.3.4 Troisième composante : le solde des éléments gérables de la Classe 2 du revenu (Incitant, facteur Y1)

IV.3.4.1 Généralités

77. Pour l'année 2014, dans son rapport tarifaire initial, Elia a rapporté un solde positif de 7.042.857,07 EUR pour les éléments de la Classe 2, déduction faite du facteur d'amélioration de la productivité et de l'efficacité de l'exercice 2014 (5.000.000,00 EUR). Ce solde apparaît dans le tableau 1 supra.

78. La CREG a procédé à un examen approfondi des éléments de ce solde, notamment des éventuels subsides croisés entre les éléments gérables et non gérables du revenu total.

En dehors des constats sur la scission entre activités régulées et non-régulées, la CREG présente ci-après son analyse de deux autres éléments.

IV.3.4.2 Projet Belgian Offshore Grid (BOG)

a) Contexte

79. Le budget opérationnel (gérable) pour le projet Belgian offshore Grid (BOG) proposé par Elia dans le cadre du dossier tarifaire 2012-2015 était de 8.000.000,00 EUR pour la période régulatoire et 8 ETP par an. Aucune précision n'a été donnée concernant la répartition de ce budget sur les 4 années. Ce budget a été approuvé par la CREG dans le cadre de sa décision d'approbation de la proposition tarifaire rectifiée 2012-2015¹¹.

Dans le cadre de la proposition tarifaire adaptée 2012-2015 du 13 décembre 2011, Elia n'avait pas jugé opportun de prévoir un budget d'investissement pour le réseau offshore étant donné l'incertitude juridique quant à savoir si la licence détenue par Elia couvre également l'espace marin sur lequel la Belgique exerce sa juridiction. Dans le cadre de la proposition tarifaire rectifiée 2012-2015 du 2 avril 2013, le budget total pour les

¹⁰ Attestation des commissaires-réviseurs (annexes éventuelles comprises) relative aux immobilisations corporelles mises hors service adressée à l'organe de direction d'Elia Asset, le 28 janvier 2015.

¹¹ CREG, Décision (B)130516-CDC-658E/26 relative à 'la proposition tarifaire rectifiée de ELIA SYSTEM OPERATOR S.A. du 2 avril 2013 pour la période régulatoire 2012-2015', 16 mai 2013

investissements de la période régulatoire avait été jugé suffisant pour couvrir l'ensemble des besoins, y compris le BOG.

80. Au cours de l'année 2013, Elia a constaté que les coûts relatifs au BOG dépasseraient significativement le budget approuvé par la CREG : pour la seule année 2013, Elia estimait les dépenses (OPEX et CAPEX) à 18.633.267 EUR, dont 12.750.000 EUR en CAPEX. Les estimations du volume de travail interne indiquaient 8 FTE pour l'année 2013.

Dès lors, des échanges de vues ont été organisés entre la CREG et Elia durant l'été 2013 afin de convenir du traitement de ces coûts excédentaires. C'est dans ce contexte que la CREG, dans sa lettre du 17 Juillet 2013, a confirmé que, étant donné les estimations d'Elia pour 2013 et 2014, les coûts opérationnels de 2013 en dépassement du budget seront considérés comme raisonnables et imputés aux éléments de la Classe 1 du revenu total (non-gérables).

81. Par sa décision du 15 novembre 2013, la Commission Européenne a octroyé un subside à Elia pour couvrir une partie des coûts opérationnels du BOG à hauteur d'un montant maximal de 16,54% du budget calculé par la Commission Européenne (11.050.000,00 EUR) soit 1.827.670,00 EUR. Compte tenu de son objet et du type de dépenses auxquelles il se rapporte majoritairement, ce subside est un subside d'exploitation.

82. Dans son rapport tarifaire 2013, Elia rapportait des coûts pour le BOG de 11.973.000,00 EUR, soit un montant beaucoup moins important que celui estimé durant l'été 2013, mais tout de même bien au-dessus du budget. Les coûts opérationnels (hors personnel interne) représentaient 5.257.000,00 EUR. De ce montant 2.300.000,00 EUR ont été comptabilisés en gérable et 2.957.000,00 EUR en non-gérable.

Etant donné qu'une partie des coûts d'exploitation (achats) du BOG sont comptabilisés parmi les éléments non-gérables, une partie du subside européen, proportionnelle au total des coûts d'exploitation, a été comptabilisé parmi les éléments non-gérables.

83. Début 2014¹², la mise à l'arrêt du projet et donc des procédures d'achats et des contrats de consultance ont été décidée. En effet, les retards accumulés dans le cadre du projet Stevin et les incertitudes quant à la solution envisagée et au périmètre du BOG ont obligé Elia à suspendre le projet le temps de convenir avec les concessionnaires, l'administration et la CREG d'une (nouvelle) solution pour le raccordement des parcs éoliens

¹² Dans le cadre du subside européen relatif au BOG (voir infra), Elia a fixé la date de fin du projet au 28 février 2014.

offshore. Sur base des informations disponibles au moment de la rédaction de la présente décision, la CREG considère que plus aucun coût ne sera supporté par Elia dans le cadre du BOG en 2015, hormis des prestations internes réduites pour mener à bien les discussions quant à la nouvelle solution.

84. Dans son rapport tarifaire 2014, Elia rapporte les coûts suivants pour le BOG : 389.000,00 EUR de prestations internes, 2.022.000,00 EUR de coûts opérationnels et 1.244.000,00 EUR de coûts d'investissement.

Elia indique également qu'un budget de 2.650.000,00 EUR avait été budgété pour 2014 et propose de réduire l'enveloppe gérable globale de la différence non consommée par le projet, soit 628.000,00 EUR¹³.

85. Le tableau 4 donne un aperçu de l'ensemble des coûts (OPEX et CAPEX) et produits du BOG.

Tableau 4 : Coûts BOG 2012-2015

	<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>TOTAL</u>
<u>OPEX</u>					
Prestations internes	315,0	1.129,0	389,0	0,0	1.833,0
achats	412,0	5.257,0	2.022,0	0,0	7.691,0
<i>Classe 2</i>	412,0	2.300,0	2.022,0	0,0	4.734,0
<i>Classe 1</i>	0,0	2.957,0	0,0	0,0	2.957,0
<u>Subsides (OPEX) (16,5 %)</u>					
Classe 2	120,0	607,1	150,4		877,5
<i>prestations internes</i>	52,0	186,3	64,2	0,0	302,4
<i>achats</i>	68,0	420,8	86,2	0,0	575,1
Classe 1	0,0	481,5	-86,4		395,1
<u>CAPEX</u>	0,0	6.716,0	1.244,0	0,0	7.960,0

b) Analyse

86. Suite à l'étude des transactions et des *reportings* relatifs au BOG, la CREG pose les constats suivants sur la période régulatoire 2012-2015.

¹³ 2.650.000,00 EUR – 2.022.000,00 EUR= 628.000,00 EUR

87. Constat n°1 : Elia a comptabilisé des coûts opérationnels 'supplémentaires' parmi les éléments de la classe 1 alors que le budget total n'est pas atteint.

Dans son courrier du 10 juillet 2013, Elia demandait à la CREG de pouvoir comptabiliser dans la catégorie des coûts non-gérables les coûts opérationnels (hors personnel interne) en dépassement du budget total pour la période tarifaire (8.000.000,00 EUR).

Toutefois, le projet BOG a dû être mis à l'arrêt dès le début 2014, rendant les estimations de coûts d'Elia et, partant, l'approbation par la CREG de la demande de confort d'Elia caducs.

En effet, comme le montre le tableau 4 ci-dessus, le total des coûts opérationnels («achats») sur la période 2012-2015 reste en deçà du budget (- 309.000,00 EUR) et la partie de ces coûts comptabilisée dans la classe 2 n'atteint que 4.734.000,00 EUR.

La CREG ne doute pas que 'Elia dans l'estimation des coûts lors de l'été 2013, ne pouvait prévoir l'arrêt du projet quelques mois plus tard. Toutefois, la CREG considère qu'il n'est pas raisonnable de faire supporter par les tarifs futurs des coûts qui, finalement, étaient couverts par un budget de la classe 2 du revenu total.

La CREG invite dès lors Elia à réduire les coûts de la classe 1 du montant imputé en 2013, à savoir 2.957.000,00 EUR, et de le transférer aux éléments de la classe 2. Ce montant doit toutefois être diminué de la partie du subside européen qui a été comptabilisé parmi les éléments non-gérables.

Enfin, il faut également tenir compte de la diminution partielle de l'enveloppe des coûts gérables comptabilisée par Elia en 2014 (-628.000,00 EUR).

88. Constat n°2 : Les prestations internes réelles dans le cadre du BOG sont largement en dessous du budget.

Le dossier tarifaire prévoit un budget de 8 FTE par an pour le projet BOG, soit 32 FTE pour l'ensemble de la période régulatoire. Hors comme le montre le tableau 5 ci-dessous, seule la moitié du budget sera effectivement utilisée.

Tableau 5 : Les prestations internes d'Elia

	2012	2013	2014	2015	TOTAL
[confidentiel]	[confidentiel]	[confidentiel]	[confidentiel]		[confidentiel]
[confidentiel]	[confidentiel]	[confidentiel]	[confidentiel]		
[confidentiel]	[confidentiel]	[confidentiel]	[confidentiel]		
# FTE BOG	2,8	10,2	3,5	1	17,5

c) *Conclusions*

89. Sous réserve de l'absence effective de coûts d'achats durant l'exercice 2015, dans le cours de la période régulatoire actuelle, le montant de (2.957.000,00 EUR – 395.100,00 EUR – 628.000,00 EUR =) 1.933.900,00 EUR doit être diminué des éléments de la Classe 1 et les éléments de la classe 2 doivent être augmentés du même montant.

La CREG est disposée à permettre la réalisation de cette opération lors de l'exercice 2015, toujours sous réserve de l'absence effective de coûts d'achats durant cet exercice. La CREG suppose qu'à ce moment, Elia affecte les coûts déjà activés.

90. Pendant la séance d'audition du 28 mai 2015, Elia a confirmé de partager bon nombre des éléments apportés par la CREG. Cependant, comme le gestionnaire du réseau de transmission a également effectué d'autres études, mais qui ne sont pas assimilables aux coûts opérationnels, il a suggère à la CREG de se rencontrer rapidement sur la façon de traiter ces différents éléments en perspective des soldes 2015 et du bouclage du paramètre Y1.

IV.3.4.3 Provisions & assainissement terrains

91. Depuis le début de la régulation, la CREG a rejeté des dotations d'Elia pour des provisions d'assainissement de terrains car les précédents propriétaires n'avaient pas collaboré à l'adaptation de la valeur des sites pollués lors de leur intégration dans les comptes d'Elia.

92. Avant la période tarifaire 2008-2011 la distinction entre la classe 1 et la classe 2 n'existait pas. L'ensemble des éléments du revenu total et donc des provisions était alors à charge des tarifs.

93. A partir de 2008, Elia a comptabilisé les dotations des provisions pour les coûts d'assainissement dans la classe 2, ce qui a eu des répercussions sur ses soldes Y1 : de facto, Elia n'a pas facturé les dotations à charge des tarifs de réseau mais à charge de son propre résultat (utilisation du solde créditeur sur ses coûts gérables).

94. Le critère 3.c) de l'annexe 1 des Méthodes Tarifaire Provisoires stipule toujours que les provisions pour l'assainissement de terrains, qui ont fait l'objet de l'apport en nature lors de la constitution d'Elia, seront en principe considérés comme déraisonnables. Toutefois, dans son arrêt du 14 septembre 2007, la cours d'appel de Bruxelles a nuancé la position de la CREG de la manière suivante : étant donné que les coûts d'assainissement sont réels, il

ne peut être considéré comme étant déraisonnable dans le chef d'Elia de constituer des provisions pour les couvrir. La cours précise qu'Elia a la possibilité de réclamer à des tiers le remboursement des frais d'assainissement qu'elle aurait exposé. Effectivement, Elia a intenté des actions en justice envers [confidentiel]. L'arrêt stipule enfin que si les recours aboutissaient, la reprise de provision qui en résulterait viendrait en déduction des tarifs.

95. Depuis 2008, les provisions pour assainissement de terrain ont été régulièrement dotées de nouveaux montants et des reprises ont également eu lieu. Tous ces montants ont été comptabilisés parmi dans la classe 2 du revenu total. Le tableau 6 ci-dessous résume l'historique l'état de ces provisions.

Tableau 6 : L'évolution des provisions pour assainissement de terrain

	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Provisions Assainissement (OVAM + IBGE)	10.600.000	10.100.000	9.902.840	9.489.680	9.375.930	10.311.584
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	13.881.655	17.196.955	16.883.114	18.931.964	16.065.920	16.977.424

96. En vue de la proposition tarifaire 2016-2019, la CREG invite dès lors Elia à lui communiquer un aperçu de l'état d'avancement de ces recours car, comme stipulé au critère 3.c) de l'annexe 1 des méthodes tarifaire provisoires, Elia doit démontrer que la récupération des coûts d'assainissement fait l'objet d'un effort permanent et que tous les moyens à sa disposition, dans la limite de légalité, sont utilisé à cette fin.

97. Parce que les observations de la CREG n'ont pas d'impact direct sur les soldes de l'exercice 2014, pendant la séance d'audition du 28 mai 2015, Elia n'a pas formulé des remarques particulières à ce sujet.

IV.3.5 Quatrième composante : l'incitant sur les investissements (Facteur Y2)

98. L'annexe 2 des Méthode Tarifaires Provisoires (point 1.4) prévoit un incitant relatif à la réalisation des investissements de remplacement nécessaires et ceux garantissant la fiabilité du réseau.

99. Le montant des investissements éligibles pour le mécanisme Y2 s'élève à 78.670.708,48 EUR, soit un montant supérieur au budget annuel (78.330.829,40 EUR). L'incitant Y2 brut atteint dès lors le plafond, soit 7.833.082,94 EUR. Le montant net, après application du taux moyen d'imposition, au bénéfice d'Elia s'élève à 6.477.959,59 EUR.

100. Après un contrôle approfondi, la CREG approuve ce montant au titre d'incitant Y2 et directement porté au bénéfice d'Elia.

IV.3.6 Cinquième composante : le résultat partagé provenant d'autres activités

101. Conformément à la *transfer pricing policy* de la CREG, Elia a repris dans ses résultats 2014 les montants correspondant à 40 % du résultat réalisé sur un certain nombre de projets pour le compte de tiers et sur un certain nombre de participations.

102. Comme demandé dans la Décision relative aux soldes 2013, Elia a mis fin aux activités de type TP2 en 2014. Il n'y a donc désormais plus de coûts/produits repris sous cette rubrique. Le budget gérable prévu pour ces activités en 2014 (950.029,50 EUR) a été déduite de l'enveloppe gérable. Cette opération apparaît dans l'étude des soldes des éléments de la classe 1 au chapitre IV.4.4. infra.

Le résultat des activités relevant du TP3 montrent un résultat de 780.510,00 EUR. Ce résultat provient exclusivement des dividendes reçus des participations d'Elia dans APX.

IV.3.7 Sixième composante : les montants rejetés par la CREG et pris en charge par Elia

103. En 2014, Elia a pris en charge des montants du compte de résultat qui avaient été rejetés par la CREG dans le cadre de l'approbation de la proposition tarifaire 2012-2015 et de la proposition tarifaire rectifiée 2012-2015. En dehors des constats sur la scission entre activités régulées et non régulées, la CREG a constaté que les montants rapportés sont conformes aux décisions antérieures de la CREG.

IV.3.8 Septième composante : la correction par Elia suite à la décision de la CREG sur les soldes 2013

104. Dans sa décision du 24 juillet 2014 relative aux soldes repris dans le rapport tarifaire Elia 2013, la CREG avait rejeté le montant net de 1.273.523,76 EUR.

Il ressort du contrôle de la CREG qu'Elia a correctement intégré ce montant dans son rapport tarifaire 2014.

IV.3.9 Huitième composante : résultat des activités non-régulées (TP4)

105. Le contrôle des activités relevant du TP4, soit des prestations sur des éléments qui ne sont pas repris dans la RAB et des dividendes perçus de participations qui ne font pas partie de la RAB, n'a pas conduit à la constatation de la présence de subsides croisées éventuelles entre ces activités non-régulées et les activités régulées. Les constats de la CREG dans la troisième étape quant aux modifications éventuelles des soldes rapportés.

106. Au cours de cette troisième étape, la CREG n'a pas dressé de constat ayant une influence sur les soldes des activités régulées en Belgique en 2014.

IV.4 Etape 4 : Les éléments (non gérables) de la Classe 1 du revenu total

IV.4.1 Généralités

107. En ce qui concerne le solde sur les éléments de la Classe 1 du revenu total et qui seront affectés au revenu total d'une période régulatoire future, tel que visés à l'article 39, alinéa 3, des Méthodes Tarifaires Provisoires, Elia a présenté pour 2014 un excédent total de 68.809.313,56 EUR (dette tarifaire).

108. Comme présenté au sein du tableau 7, ce solde à son tour peut être décomposé en deux composants: les coûts de la Classe 1 stricto sensu, et les revenus de la Classe 1 stricto sensu.

Tableau 7 : Solde lié aux charges et produits de la Classe 1 stricto sensu

Elements de la classe 1	TOTAL REALITE REGULE 2014	TOTAL BUDGET REGULE 2014	ECART TOTAL REGULE 2014
Total coûts classe 1 (senso stricto)	454.861.813,46	481.648.676,23	-26.786.862,77
Total produits classe 1 (senso stricto)	-75.678.678,78	-29.793.000,00	-45.885.678,78
Autres éléments de la classe 1	57.846.252,17	86.588.968,00	-28.742.715,83
Total classe 1	437.029.386,85	538.444.644,23	-101.415.257,38
Solde ventes tarifaires			32.605.943,82
Total solde classe 1			-68.809.313,56

IV.4.2 Les coûts de la Classe 1 stricto sensu

IV.4.2.1 Aperçu global

109. En ce qui concerne les charges de la Classe 1, le détail de ce poste est présenté dans le tableau 8 ci-dessous. La CREG constate pour ce poste global un excédent budgétaire de 26.786.862,77 EUR. Les raisons principales de cet excédent sont la diminution par rapport au budget des coûts liés à la réservation des services auxiliaires et aux charges financières.

Tableau 8 : Détail du poste « Total des charges de la Classe 1 »

Elements de la classe 1	TOTAL REALITE REGULE 2014	TOTAL BUDGET REGULE 2014	ECART TOTAL REGULE 2014
Sorties de stock pour immobilisations	1.311.007,01	0,00	1.311.007,01
Achats de services et biens divers			0,00
Achats de services auxiliaires pour injections	56.883.134,07	57.662.576,52	-779.442,45
Achats de services auxiliaires pour prélèvements	109.953.536,36	122.365.735,60	-12.412.199,24
Ecart de compensation en natures des pertes par les ARPs	-2.164.374,11	0,01	-2.164.374,12
	164.672.296,32	180.028.312,12	-15.356.015,80
Charges Communication campagne ON/OFF	150.000,00	0,00	150.000,00
Redevances pour usage de réseaux de tiers	26.199.048,59	23.664.366,00	2.534.682,59
Rémunérations pensions et non actifs	7.987.752,40	9.207.000,00	-1.219.247,60
Précomptes immob., taxes	15.171.291,97	13.786.000,32	1.385.291,65
Amortissements	99.522.727,63	100.394.910,31	-872.182,68
Moins-values (désaffectations)	10.924.418,88	5.183.000,00	5.741.418,88
Provisions non gérables et réductions de valeur/moins-values sur actifs courants	1.122.785,84	-110.000,00	1.232.785,84
Charges financières nettes	114.281.791,83	133.441.811,00	-19.160.019,17
Impôt des sociétés	13.518.692,99	16.053.276,48	-2.534.583,49
Total coûts classe 1 (senso stricto)	454.861.813,46	481.648.676,23	-26.786.862,77

IV.4.2.2 Les coûts liés à la réservation des services auxiliaires

110. L'évolution des contrats à long terme vers le court terme et les coûts moins élevés pour l'achat d'énergie pour compenser les pertes de réseau sont à l'origine de la différence attendue entre le budget (long terme) et la réalité 2014 (court terme).

IV.4.2.3 Les coûts d'utilisation de réseaux de tiers – [confidentiel]

111. Le 4 décembre 2013, [confidentiel] a communiqué à Elia le décompte des coûts relatifs à l'exercice 2011 pour l'exploitation et la rémunération du capital de son réseau 70 kV pour un montant de 6.308.871,21 EUR. Ce décompte présente un surcoût par rapport au

budget (5.783.355,45 EUR) communiqué par [confidentiel] dans son courriel du 21 octobre 2011 et approuvé par la CREG. Le surcoût s'établit 525.515,76 EUR.

112. Les justifications fournies par Elia le 13 mars 2015 sur le surcoût susmentionné sont les suivantes :

- a) + 86.433,19 EUR relatifs au calcul définitif de la marge équitable selon les règles applicables à Elia ;
- b) + 24.258,26 EUR relatifs aux amortissements réels ;
- c) + 87.799,89 relatifs à des coûts opérationnels de structure et pour la conduite, la surveillance et l'entretien du réseau ;
- d) + 327.024,96 EUR relatifs à des coûts de personnel supplémentaire (+ 3,13 ETP).

113. Après analyse approfondie, la CREG n'a constaté aucune irrégularité dans le calcul de la marge équitable. L'écart par rapport au budget s'explique principalement par l'utilisation de la valeur minimale du facteur bêta (applicable à Elia en 2011) de 0,3 au lieu du bêta de 0,1475 utilisé dans le budget. Le second élément qui explique l'écart relatif à la marge équitable est le dépassement du budget d'investissement de 898.453,94 EUR (+22%).

La CREG considère en outre que la légère hausse des amortissements peut raisonnablement être expliquée pour la hausse des investissements par rapport au budget.

114. Dans le cadre de la décision tarifaire de la CREG sur les soldes pour l'exercice 2013, la CREG avait approuvé les critères appliqués par Elia pour l'acceptation des factures liées à l'utilisation des réseaux de tiers pour la période 2012-2015, notamment le critère relatif au respect du budget opérationnel validé en décembre 2011. En toute logique, la CREG entend appliquer ce même critère pour la présente analyse.

La CREG rappelle que, contrairement à Elia, le réseau de 70 kV de [confidentiel] n'est pas soumis à un facteur d'amélioration de la productivité et de l'efficacité (facteur X) sur ses coûts opérationnels. Pour la période régulatoire 2012-2015 seule une indexation annuelle des coûts opérationnels de 3% a été considérée comme étant raisonnable.

115. En conclusion, la CREG considère que seuls les surcoûts relatifs aux amortissements (+24.258,26 EUR) et à la marge équitable (+ 86.433,19 EUR) sont raisonnables. Par contre, les surcoûts opérationnels communiqués par la [confidentiel] pour l'exercice 2011 vont à l'encontre du critère 3 de l'annexe 1 aux Méthodes Tarifaires Provisoires.

La redevance pour l'utilisation par Elia du réseau 70 kV de [confidentiel] relative à l'exercice 2011 que la CREG juge comme étant raisonnable et qui pourra être couverte par les tarifs de réseau d'Elia s'élève à 5.894.046,36 EUR.

Dans le rapport tarifaire relatif à l'exercice 2011, Elia avait rapporté un montant de 6.860.000,00 EUR pour l'utilisation des réseaux avec fonction de transport de [confidentiel]. La CREG invite donc Elia à comptabiliser le montant de 414.824,85, étant la différence avec le montant ci-dessus dans son rapport tarifaire adapté relatif à l'exercice 2014.

116. Tandis que dans la séance d'audition du 28 mai 2015, Elia avait annoncé d'informer [confidentiel] du projet de décision de la CREG, il est ressorti après des contacts de travail entre les équipes de Elia et de la CREG, que la note de crédit à recevoir pour le même montant avait déjà été comptabilisée dans les comptes de régularisation de l'actif de Elia en 2013.

C'est pourquoi la CREG n'a plus de raison à augmenter les soldes concernés en 2014.

IV.4.2.4 Charges financières nettes

117. L'écart de 19.160.019,17 EUR entre le budget et la réalité 2014 provient d'une part de meilleures conditions obtenues par Elia pour ses nouvelles émissions en 2013 et 2014 et, d'autre part, de l'activation des charges financières liées aux surcharges et obligations de services publics imposées à Elia.

118. A fin 2014, le montant des charges financières pour surcharges et OSP activé s'élève à 3.028.155,59 EUR.

119. L'autre élément qui explique la baisse des charges financières réside dans le fait que le nouvel Euro bond à long terme en 2014, émit au taux de 3% (des taux d'environ 4,5% étaient prévus dans le budget), n'a été comptabilisé qu'à partir d'avril 2014. L'impact sur le solde de la classe 1 est d'environ 14 MEUR.

IV.4.3 Les produits de la Classe 1 stricto sensu

IV.4.3.1 Aperçu global

120. En ce qui concerne les produits de la Classe 1, le détail de ce poste est présenté dans le tableau 9 ci-dessous.

La CREG constate pour ce poste un excédent budgétaire de 45.885.678,78 EUR.

Tableau 9: Détails du poste " Total des produits de la Classe 1 "

Elements de la classe 1	TOTAL REALITE REGULE 2014	TOTAL BUDGET REGULE 2014	TOTAL ECART REGULE 2014
Ventes annexes et récupérations non-gérables			
Production immobilisée (sortie de stock pour immobilisations)	-1.311.007,01	0,00	-1.311.007,01
Production immobilisée (achats et personnel)	-15.680.961,91	-14.836.000,00	-844.961,91
Activations sur surcharges	-119.956,80	0,00	-119.956,80
Ventes d'énergie de secours et d'énergie de compensation	-2.641.933,27	-3.800.000,00	1.158.066,73
Autres produits d'exploitation non gérables	-79.921,31	-1.000.000,00	920.078,69
	-19.833.780,30	-19.636.000,00	-197.780,30
Ventes internationales			
Mécanisme ITC (ENTSO-e)	-1.338.381,36	-2.000.000,00	661.618,64
Explicit Auctioning - North border (Year+Month)	-19.432.604,83	-3.029.167,41	-16.403.437,42
Explicit Auctioning - South border (Year+Month)	-16.514.126,33	-1.608.593,66	-14.905.532,67
Implicit Auctioning - North border (Day)	-6.376.336,68	-2.938.229,47	-3.438.107,21
Implicit Auctioning - South border (Day)	-12.183.449,28	-581.009,46	-11.602.439,82
	-55.844.898,48	-10.157.000,00	-45.687.898,48
Total produits classe 1	-75.678.678,78	-29.793.000,00	-45.885.678,78

IV.4.3.2 Ventes internationales

121. Lors de son contrôle, la CREG a constaté une relativement légère diminution des recettes des rentes de congestion des mécanismes d'enchère explicites et implicites de la capacité de transport aux frontières belges par rapport à 2013. En 2013, les produits des ventes internationales atteignaient déjà 67.797.535,72 EUR par rapport à un budget de 28.655.000,04 EUR. Cette différence était la conséquence de plusieurs facteurs qui se sont, à savoir :

- 1) l'indisponibilité des réacteurs nucléaires Doel 3 et Tihange 2 (effet principalement à la frontière avec la France) ;
- 2) la forte augmentation de la production d'électricité à partir du charbon et le recul de celle à partir du gaz (effet principalement à la frontière avec les Pays-Bas) ;
- 3) le retard de l'introduction du mécanisme *flowbased* dans la zone CWE.

122. En 2014, les produits des ventes internationales atteignent 55.844.898,48 EUR soit une diminution de plus de 10 millions EUR par rapport à 2013. Toutefois, le budget n'était plus que de 10.157.000,00 EUR. En effet, dans le cadre de la proposition tarifaire rectifiée 2012-2015, Elia ne disposait pas d'éléments suffisamment convaincants pour établir la continuation des conditions susmentionnées en 2014 (et 2015). Or en 2014, non seulement les facteurs susmentionnés sont restés vrais mais en plus le réacteur de Doel 4, d'une capacité de 1.039 MW, a été mis à l'arrêt du 5 août 2014 au 21 décembre 2014 suite à un sabotage.

La baisse de revenu entre 2013 et 2014 peut s'expliquer par une meilleure utilisation par les acteurs de marché des capacités aux frontières. La CREG constate un transfert des produits des enchères explicites (day-ahead) vers les enchères implicites (*year + month ahead*), notamment à la frontière nord où les produits des enchères explicites ont pratiquement été divisés par un facteur 3.

123. Comme en 2013, il ressort clairement du rapport tarifaire que le solde sur les ventes internationales constitue l'explication principale de l'excédent d'exploitation d'Elia en 2014.

IV.4.3.3 Produits divers : projet EMS

124. Les gestionnaires de réseaux électriques de transport ont besoin d'un ensemble d'outils informatiques afin de surveiller, de contrôler et d'optimiser les performances de la production et du réseau électrique tout en assurant sa sûreté de fonctionnement. Déjà en 2007, Elia a décidé de remplacer à terme ses outils de conduite et de supervision des flux d'électricité par un nouveau outil appelé Energy Management System (EMS). Le contrat de fourniture du nouvel EMS a été conclu avec le fournisseur [confidentiel]¹⁴ en novembre 2008 pour un montant de 4.790.498,00 EUR. Selon les termes du contrat le produit devait être livré en septembre 2011.

125. Déjà en 2010, puis dans le cadre de la Décision (B)130704-CDC-658E/27 relative aux soldes 2012¹⁵ et en 2014, la CREG et Elia ont constaté des retards importants dans l'exécution du contrat. Le tableau 10 ci-dessous reprend les plannings des différentes étapes du projet établis successivement depuis 2010.

¹⁴ [confidentiel]

¹⁵ Décision (B)130704-CDC-658E/27 relative au « rapport tarifaire introduit par la S.A. ELIA SYSTEM OPERATOR incluant les soldes concernant l'exercice d'exploitation 2012 tels que modifiés par le rapport tarifaire adapté », 4 juillet 2013

		Pré-FAT	FAT	SAT	PAC
Selon le Contrat de novembre 2008	Début	avr-09			
	Fin	févr-10	sept-10	sept-11	sept-11
Selon l'Addendum de juin 2011	Début		janv-12	août-12	
	Fin		août-12	août-13	oct-13
Selon le Rapport Ex-post 2012	Début	avr-09		août-13	
	Fin	févr-10	juin-13	août-14	oct-14
Selon le Rapport Ex-post 2014	Début	avr-09		févr-15	
	Fin	févr-10	juin-14	mai-15	sept-15

126. Le contrat avec [confidentiel] prévoit deux pénalités de retard. La première a été réalisée en 2012 suite à l'annonce par [confidentiel] d'un retard de 25 mois (voir décision (B)130704-CDC-658E/27 susmentionnée). La deuxième pénalité est fixée à 1% de la valeur contractuelle pour chaque semaine de retard du PAC par rapport à la date du 11 octobre 2013, avec un maximum à 10% de la valeur contractuelle, soit 479.000,00 EUR.

127. Dans la décision 658E/27, la CREG avait constaté (cf. constat n°5, page 40) que la deuxième pénalité de retard prévue dans le contrat avec [confidentiel] devrait vraisemblablement être appliquée en 2014. Effectivement, la fin des 10 semaines suivant le 11 octobre 2013 s'établit au 20 décembre 2013. Si l'on accepte un délai pour la constatation et la facturation de la pénalité, celle-ci devait bien être due et comptabilisée en 2014. La CREG a toujours veillé à ce que l'utilisateur du réseau, qui a dû attendre si longtemps l'utilisation de meilleurs systèmes de gestion, reçoive cependant une certaine ristourne par le biais des pénalités prévues contractuellement (sous forme de produit non gérable exceptionnel).

128. Dans son rapport tarifaire relatif aux soldes 2014, Elia n'a rapporté aucun produit dans la catégorie « Autres ventes et récupérations non gérables » du tableau T.4.2.10. La CREG considère donc que la deuxième pénalité n'a pas été comptabilisée.

Dans le rapport tarifaire relatif aux soldes 2014, la CREG n'a pu trouver mention de la rubrique « Produits divers en diminution des coûts non gérables » de la Classe 1. Or, Comme Elia l'indiquait dans le dossier tarifaire 2012-2015, « *Cette rubrique traduit le constat effectué durant la période 2008-2011 que différents montants de récupérations et/ou ventes diverses concernant les éléments non gérables sont susceptibles de se produire. C'est ainsi que des refacturations de taxes et précomptes sont imputées à cette rubrique ; il en va de même des éventuelles pénalités récupérées auprès de fournisseurs de biens et/ou services destinés à des investissements.* » (Souligné par la CREG).

129. Sur bases (i) du 2ème critère principal de l'annexe 1 des méthodes tarifaires, (ii) des antécédents relatifs au projet EMS et (iii) des constats exposés ci-avant, la rubrique « Produits divers en diminution des coûts non gérables » de la Classe 1 devrait être augmentée du montant de la deuxième pénalité, soit 479.000,00 EUR.

La CREG attend d'Elia qu'elle applique cette pénalité dans le courant 2015.

130. Parce que les observations de la CREG n'ont pas d'impact direct sur les soldes de l'exercice 2014, pendant la séance d'audition du 28 mai 2015, Elia n'a pas formulé des remarques particulières à ce sujet.

IV.4.4 Le solde lié aux autres éléments du bénéfice

131. En application de l'annexe 2 des méthodes tarifaires provisoires, les soldes d'un certain nombre d'éléments du revenu relèvent également des coûts relevant de la Classe 1 (coûts non gérables).

Ils figurent dans le tableau 11 ci-dessous qui comporte les éléments manquants du tableau 9 supra.

Tableau 11 : Les autres éléments du bénéfice rapporté (en EUR)

	TOTAL REALITE REGULE 2014	TOTAL BUDGET REGULE 2014	TOTAL ECART REGULE 2014
Autres éléments de la classe 1 et ventes tarifaires			
Incantant sur les investissements Y2	6.477.959,59	4.956.002,00	1.521.957,59
Compensation de l'indexation & Réductions d'enveloppe gérable	-6.011.438,69	0,00	-6.011.438,69
Plus-value de désinvestissements	22.270.364,24	19.157.987,00	3.112.377,24
Bénéfice équitable	35.109.367,03	62.474.979,00	-27.365.611,97
	57.846.252,17	86.588.968,00	-28.742.715,83
Ventes tarifaires	-823.952.662,54	-856.558.606,36	32.605.943,82
			3.863.227,99

L'élément « Compensation de l'indexation & réductions d'enveloppe gérable » contient trois éléments distincts :

- un montant de 4.519.638,69 EUR provient de la compensation d'indexation suite au très faible taux d'inflation constaté en 2014 ;
- la diminution de l'enveloppe gérable suite à l'arrêt des activités relevant du TP2, pour un montant de 950.029,50 EUR, comme mentionné au IV.3.5 *supra* ;

- la diminution de l'enveloppe gérable des suites de l'arrêt du projet BOG, pour un montant de 628.000,00 EUR, comme mentionné au IV.3.3.2 *supra*.

Les plupart des autres éléments ont déjà été traités plus haut dans la présente décision, en particulier à l'étape 3.

IV.4.5 Les constats de la CREG dans la quatrième étape quant aux modifications éventuelles des soldes rapportés

132. Suite à cette quatrième étape du programme de contrôle, la CREG invite Elia à augmenter dans le cours de l'exercice 2015 la rubrique « Produits divers en diminution des coûts non gérables » de la Classe 1 du montant de la deuxième pénalité prévue dans le contrat avec [confidentiel] et relatif au projet EMS, soit 479.000,00 EUR.

IV.5 Etape 5 : Résumé des constats par la CREG

133. Dans le tableau 12 ci-dessous, la CREG reprend :

- 1) l'ensemble des adaptations demandées par la CREG dans le cadre du projet de décision du 7 mai 2015 ;
- 2) l'ensemble des adaptations apportées par Elia dans son rapport tarifaire adapté du 10 juin 2015 ;
- 3) l'ensemble des adaptations apportées par la CREG dans la présente décision.

Tableau 12: Aperçu des constatations de la CREG

N°		Solde 2014 de la Classe 1 à transférer vers les tarifs 2016-2019	Résultat 2014 tarifaire	Résultat non-tarifaire 2014 (y compris) les montants rejetés par la CREG ab initio	Résultat activités non-régulées
	(I) Montants repris par Elia dans son rapport tarifaire 2014	68.809.313,56	64.440.133,65	-946.594,32	51.611.359,00
	Excédent tarifaire	68.809.313,56			
	Marge équitable		35.109.367,03		
	Plus value iRAB		22.270.364,24		
	Incitant Y1 (solde gérables) - Classe 2		582.442,79		
	Incitant Y2		6.477.959,59		
	Résultat TP2 et TP3			780.510,00	
	Coûts initialement rejetés par la CREG			-453.580,56	
	Adaptation décision CREG soldes 2013			-1.273.523,76	
	Résultat non-régulé				51.611.359,00
	(II) Adaptations demandés par la CREG dans son projet de décision et apportées dans la présente décision	0,00	123.507,19	-3.802,55	-119.704,64
	Etape 1	0,00	0,00	0,00	0,00
	Etape 2				
43	[confidentiel]		9.493,96		-9.493,96
43	[confidentiel]		101.130,22		-101.130,22
51 a)	[confidentiel]		9.080,46		-9.080,46
51 b)	[confidentiel]		3.802,55		
58	Overhead EGI 35%	142.369,04		142.369,04	
61	Overhead EGI 35%	-142.369,04		-142.369,04	
	Etape 3				
89	Belgian Offshore Grid (2015)	PM	PM		
	Etape 4				
115	[confidentiel]	414.824,85		-414.824,85	
116	[confidentiel]	-414.824,85		414.824,85	
129	Energy Management System (2015)	PM			
	(III) Adaptations apportées par Elia dan son rapport tarifaire adapté				
	Etape 2				
44	[confidentiel]		9.493,96		-9.493,96
44	[confidentiel]		101.130,22		-101.130,22
51	[confidentiel]		3.802,55		-3.802,55
	(IV) Montants 2014 selon décision CREG = (I) + (II) - (III)	68.809.313,56	64.563.640,84	-950.396,87	51.491.654,36

En résumé, le solde sur les éléments de la Classe 1 (non-gérables), qui revêt le caractère d'une dette d'Elia envers les utilisateurs du réseau, reste inchangé par rapport aux soldes correspondants repris dans le rapport tarifaire et dans le rapport tarifaire adapté.

Bien que les soldes liés au résultat 2014 tarifaire, au résultat non-tarifaire 2014 et au résultat des activités non-régulées n'ont pas d'impact financier direct sur l'utilisateur de réseau Belge, les reclassifications par la CREG sont essentielles pour l'application d'une scission correcte entre les activités régulées en les activités non-régulées d'Elia.

IV.6 Etape 6 : Analyse des soldes relatifs aux surcharges et aux tarifs pour couvrir les OSP

134. A propos de l'application des tarifs pour les OSP et des surcharges, le rapport tarifaire d'Elia reprend un solde global de 63.431.543,36 EUR. Ce montant est comptabilisé comme une créance dans les comptes du bilan d'Elia. Les composants de ce solde sont repris dans le tableau 9 ci-dessous.

Tableau 9 : Les composants du solde global lié aux surcharges et aux tarifs OSP (en EUR)

Tarifs OSP et Surcharges (+) créance ; (-) dette	Soldes 31/12/2013	Mouvements 2014	Soldes 31/12/2014
Fédéral			
<u>Cotisation Fédérale</u>			
situation nette	<u>-41.631.295,62</u>	<u>8.065.812,10</u>	<u>-33.565.483,52</u>
<u>Rachat des Certificats verts</u>	<u>25.506.829,43</u>	<u>-32.431.993,59</u>	<u>-7.644.133,26</u>
Achats	315.890.775,00	222.113.872,00	538.004.647,00
Ventes	0,00	-152.275,70	-152.275,70
Frais administratifs et financiers	1.296.434,82	n.a.	577.465,72
Récupérations	-291.680.380,39	-254.393.589,89	-546.073.970,28
		0,00	
<u>Raccordement Eolien Offshore</u>	<u>-6.252.273,98</u>	<u>173.515,69</u>	<u>-6.078.758,29</u>
À récupérer	30.000.000,00	5.000.000,00	35.000.000,00
Récupérations	-36.252.273,98	-4.826.484,31	-41.078.758,29
<u>Réserve Stratégique</u>	<u>0,00</u>	<u>9.471.904,63</u>	<u>9.471.904,63</u>
Coûts opérationnels	0,00	2.871.407,93	2.871.407,93
Coûts de réservation	0,00	6.600.496,70	6.600.496,70
Frais financiers	0,00	0,00	0,00
Récupérations	0,00	0,00	0,00
Région Flamande			
<u>Utilisation Rationnelle de l'Énergie</u>	<u>548.455,10</u>	<u>-670.456,04</u>	<u>-122.000,94</u>
À récupérer	12.114.670,43	1.303.059,57	13.417.730,00
Récupérations	-11.566.215,33	-1.973.515,61	-13.539.730,94
<u>Rachat de Certificats verts</u>	<u>5.533.943,34</u>	<u>6.749.027,58</u>	<u>12.208.945,42</u>
Position nette	35.989.099,84	2.463.709,16	38.452.809,00
Frais administratifs et financiers	281.527,66	n.a.	207.502,16
Récupérations	-30.736.684,16	4.285.318,42	-26.451.365,74
Région Wallone			
<u>Occupation du domaine public</u>	<u>1.470.685,46</u>	<u>-615.698,95</u>	<u>854.986,51</u>
À récupérer	9.971.350,00	-142.352,46	9.828.997,54
Récupérations	-8.500.664,54	-473.346,49	-8.974.011,03
<u>Rachat de Certificats verts</u>	<u>62.789.806,77</u>	<u>26.058.162,22</u>	<u>88.387.192,69</u>
Achats	313.330.730,00	32.493.110,00	345.823.840,00
Ventes	0,00	0,00	0,00
Frais administratifs et financiers	3.599.206,00	n.a.	3.138.429,70
Récupérations	-254.140.129,23	-6.434.947,78	-260.575.077,01
Région Bruxelloise			
<u>Redevance de voirie</u>	<u>-190.624,33</u>	<u>109.514,49</u>	<u>-81.109,84</u>
À récupérer	1.650.839,10	65.839,00	1.716.678,10
Récupérations	-1.841.463,43	43.675,49	-1.797.787,94
<u>Rachat de Certificats verts</u>	<u>0,00</u>	<u>0,00</u>	<u>0,00</u>
Achats	0,00	0,00	0,00
Ventes	0,00	0,00	0,00
Frais administratifs et financiers	0,00	0,00	0,00
Récupérations	0,00	0,00	0,00
<u>Soldes Total des tarifs OSP et surcharges</u>	<u>47.775.526,17</u>	<u>7.437.883,50</u>	<u>63.431.543,40</u>

La CREG a pris note des documents justificatifs du rapport tarifaire d'Elia, comme de la cohérence entre les comptes des grands livres impliqués.

Compte tenu du rapport sans réserve du collège des Commissaires-réviseurs d'Elia relatif au compte annuel 2014, la CREG prend acte, dans le cadre de la présente décision, du solde global et de ses éléments constitutifs.

Il est clair que, dans l'attente d'une opération du type 'mise en réserve' (*portage*), l'obligation de service public sur l'énergie renouvelable en Région Wallonne est à l'origine de ce solde.

Les éventuels contrôles détaillés effectués par la CREG sur l'application de ces surcharges et des tarifs concernés font l'objet d'un suivi permanent par la CREG.

///

V. RESERVE GENERALE

135. Dans la présente décision, la CREG s'est prononcée sur les soldes d'exploitation d'Elia sur la base des documents mis à sa disposition. S'il devait s'avérer, lors de contrôles ultérieurs, que les montants repris dans ces documents ne sont pas entièrement corrects et qu'ils nécessitent une adaptation, la CREG peut revoir la présente décision en se basant sur l'examen de ces nouveaux chiffres.

La CREG se réserve le droit de soumettre, au cours des prochaines années, tous les postes à un examen approfondi concernant leur justification et leur caractère réel.

Suite à un certain nombre de constatations, la CREG émet des réserves, là où c'est indiqué, quant à l'utilisation de certains montants comme base de référence pour la proposition tarifaire 2016-2019. Pour ces éléments, cela est systématiquement mentionné dans la présente décision.

////

VI. DISPOSITIF

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, en particulier l'article 12quater, §§ 1er et 2;

Vu la décision de la CREG (Z) 111124-CDC-1109/1 modifiant l'arrêté du 24 novembre 2011 fixant les méthodes provisoires de calcul et de fixation des conditions tarifaires relatives au raccordement et à l'accès au réseau d'électricité ayant d'une fonction de transport » telle que modifiée le 28 mars 2013 ;

Vu la décision de la CREG (B) 130516-CDC-658E/26 relative à « la proposition tarifaire rectifiée de ELIA SYSTEM OPERATOR S.A. du 2 avril 2013 pour la période régulatoire 2012 – 2015 » ;

Vu le rapport tarifaire d'Elia du 25 février 2015;

Vu les informations complémentaires fournies par Elia à la CREG les 7 et 23 avril 2015;

Vu les courriels des 8, 10, 13, 20, 22, 27 et 28 avril 2015 et du 4 mai 2015 ;

Vu le procès-verbal de la séance d'audition du 28 mai 2015 joint en annexe de la présente décision;

Vu le rapport tarifaire adapté d'Elia du 10 juin 2015 ;

Vu les courriels des 1, 2, 3, 1, 17 et 22 juin 2015 ;

Vu l'excédent tarifaire de 2.381.385,27 EUR pour l'exercice d'exploitation 2011 ;

Vu l'excédent tarifaire de 28.536.133,14 EUR pour l'exercice d'exploitation 2012 ;

Vu l'excédent tarifaire de 42.812.249,57 EUR pour l'exercice d'exploitation 2013 ;

Vu la réserve formulée au paragraphe 135 du présent projet de décision ;

Vu l'analyse qui précède ;

Considérant que le solde 2014 de la Classe 1, à transférer vers les tarifs 2016-2019 rapporté par Elia est correcte (voy. n° 133 *infra*);

Considérant que le résultat 2014 tarifaire, le résultat non-tarifaire 2014 et le résultat des activités non-régulées n'ont pas d'impact direct sur l'utilisateur de réseau belge (voy. n° 133 *infra*);

Considérant que la CREG tient à ses obligations de transparence et de motivation de ses décisions (voy. Introduction).

La CREG décide :

- 1) d'approuver la partie du rapport tarifaire adapté de Elia du 10 juin 2015 relative au solde de la Classe 1, à transférer vers les tarifs 2016-2019 et aux soldes rapportés relatifs aux Tarifs d'obligations de service public et aux surcharges ;
- 2) de rejeter la partie du rapport tarifaire adapté relative au résultat 2014 tarifaire, le résultat non-tarifaire 2014 et le résultat des activités non-régulées.

En conséquence l'excédent tarifaire 2014, fixé pour l'exercice d'exploitation 2014 *ad* 69.908.313,56 EUR, doit être ajouté à la somme des soldes d'exploitation des exercices 2011, 2012 et 2013.

Ainsi, Elia doit tenir compte d'un excédent tarifaire globale de 142.539.081,54 EUR dans sa proposition tarifaire pour la période régulatoire 2016-2019. Ce montant est donc intégralement déduit des coûts nets que les tarifs de réseau doivent couvrir pendant cette période .

Parallèlement à cet élément important relatif à la proposition tarifaire 2016-2019 d'Elia et en conformité avec le point correspondant annoncé par Elia dans sa consultation publique portant sur les éléments déterminants des évolutions envisagées dans sa future proposition tarifaire, la CREG confirme que, dans le cadre des tarifs d'injection éventuelles, elle a demandé à Elia de réaliser un benchmark, pas seulement sur les tarifs de l'utilisation de l'infrastructure, mais sur l'ensemble des tarifs de réseau (utilisation et services auxiliaires).

Pour la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz :



Laurent JACQUET
Directeur



Marie-Pierre FAUCONNIER
Présidente du Comité de direction

Annexe : le procès-verbal de la séance d'audition du 28 mai 2015.



Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas
Nijverheidsstraat 26-38
1040 Brussel
Tel.: +32 2 289 76 11
Fax: +32 2 289 76 09

COMMISSIE VOOR DE REGULERING VAN DE ELEKTRICITEIT EN HET GAS

BESLISSING

(B)150625-CDC-658E/33

betreffende het

“tariefverslag met inbegrip van de saldi ingediend door de NV Elia System Operator betreffende het exploitatiejaar 2014 en zoals aangepast door het aangepast tariefverslag”

aangenomen met toepassing van artikel 23, § 2, 2^e lid, 12^obis van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en artikel 39 van het besluit (Z)111124-CDC-1109/1 van 24 november 2011 tot vaststelling van voorlopige methoden voor het berekenen en vastleggen van de tarifaire voorwaarden inzake de aansluiting op en toegang tot het elektriciteitsnetwerk met een transmissiefunctie

25 juni 2015

INHOUDSOPGAVE

INLEIDING	4
VERKLARENDE WOORDENLIJST.....	5
I. RECHTSGROND	8
II. ANTECEDENTEN.....	9
III. ANALYSE VAN HET TARIEFVERSLAG EN VAN DE GERAPPORTEERDE SALDI...10	
III.1 Rapporteringsmodel	10
III.2 Totaalinkomen	10
III.3 Gerapporteerde saldi.....	11
IV. CONTROLEPROGRAMMA VAN DE CREG	13
IV.1 Etappe 1: volledigheid van het tariefverslag.....	13
IV.1.1 Verslag en geconsolideerde jaarrekeningen	13
IV.1.2 Jaarrekeningen en toewijzing van het resultaat van het boekjaar 2014.....	14
IV.1.3 Evolutie van de reserves in de balans	14
IV.1.4 Vaststellingen van de CREG na de eerste etappe van het controleprogramma betreffende de eventuele wijzigingen van de gerapporteerde saldi.....	14
IV.2 Etappe 2: opsplitsing tussen gereguleerde en niet-gereguleerde activiteiten	15
IV.2.1 Regulatorische principes	15
IV.2.2 Beroep op bepaalde externe consultants.....	17
IV.2.3 Uitgaven voor mecenaat, sponsoring en stakeholdersmanagement	19
IV.2.4 Vergoeding van het Directiecomité van Elia.....	24
IV.2.5 EGI - Facturering van personeelsuitgaven voor niet-gereguleerde activiteiten ..	24
IV.2.6 Vaststellingen van de CREG in de tweede etappe betreffende de eventuele wijzigingen van de gerapporteerde saldi.....	27
IV.3 Etappe 3: geconsolideerd resultaat van het boekjaar 2014.....	27
IV.3.1 Componenten van het geconsolideerd resultaat 2014	27
IV.3.2 Eerste component: de normale billijke marge verbonden met de in het net geïnvesteerde kapitalen	28
IV.3.3 Tweede component: het gedeelte van de meerwaarde uit de iRAB bij buitendienststellingen.....	30
IV.3.4 Derde component: het saldo van de beheersbare elementen van groep 2 van het inkomen (stimulans, factor Y1)	31
IV.3.5 Vierde component: de stimulans op de investeringen (factor Y2).....	36

IV.3.6	Vijfde component: het gedeelde resultaat dat afkomstig is van andere activiteiten	37
IV.3.7	Zesde component: de door de CREG verworpen en door Elia ten laste genomen bedragen	37
IV.3.8	Zevende component: de door Elia aangebrachte correctie in aansluiting op de beslissing van de CREG over de saldi 2013.....	37
IV.3.9	Achtste component: resultaat van de niet-gereguleerde activiteiten (TP4)...	38
IV.4	Etappe 4: (niet-beheersbare) elementen van groep 1 van het totale inkomen.....	38
IV.4.1	Algemeen	38
IV.4.2	De kosten van groep 1 <i>stricto sensu</i>	39
IV.4.3	Opbrengsten van groep 1 <i>stricto sensu</i>	42
IV.4.4	Het saldo verbonden aan de andere elementen van de winst.....	45
IV.4.5	De vaststellingen van de CREG in de vierde etappe betreffende de eventuele wijzigingen van de gerapporteerde saldi.....	46
IV.5	Etappe 5: samenvatting van de vaststellingen van de CREG	46
IV.6	Etappe 6: analyse van de saldi betreffende de toeslagen en de tarieven om de ODV's te dekken.....	48
V.	ALGEMEEN VOORBEHOUD.....	51
VI.	DISPOSITIEF	52

INLEIDING

De COMMISSIE VOOR DE REGULERING VAN DE ELEKTRICITEIT EN HET GAS (CREG) onderzoekt hierna het aangepast tariefverslag met inbegrip van de saldi voor het exploitatiejaar 2014 dat de NV ELIA SYSTEM OPERATOR (hierna: "Elia") op 10 juni 2015 heeft ingediend.

Naast de inleiding en de verklarende woordenlijst bestaat deze beslissing uit zes delen:

- 1) het eerste deel bevat de rechtsgrond waarop de CREG zich baseert voor het nemen van onderhavige beslissing;
- 2) het verloop van de procedure wordt beschreven in het tweede deel;
- 3) het tariefverslag en de saldi gerapporteerd voor 2014 en de impact van het aangepast tariefverslag worden geanalyseerd in het derde deel;
- 4) de voornaamste etappes van het controleprogramma van de CREG worden voorgesteld in het vierde deel;
- 5) een algemeen voorbehoud wordt geformuleerd in het vijfde deel;
- 6) de eigenlijke beslissing staat in het zesde deel, met inbegrip van de bepaling van het gecumuleerde saldo voor de exploitatiejaren 2011, 2012, 2013 en 2014, dat verrekend zal worden in de nettarieven van de regulatoire periode 2016-2019. De CREG wil dit gecumuleerde saldo publiceren in het kader van haar transparantie- en motiveringsplicht.

Het Directiecomité van de CREG nam deze beslissing tijdens zijn vergadering van 25 juni 2015.

////

VERKLARENDE WOORDENLIJST

'**CREG**': de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas, zoals beschreven in artikel 23 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt.

'**Wet van 29 april 1999**' of '**Elektriciteitswet**': de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt.

'**Elia**': Elia System Operator NV die met ingang van 17 september 2002 op federaal niveau aangesteld is als beheerder van het transmissienet in de zin van artikel 10, § 1 van de wet van 29 april 1999. Elia System Operator NV beschikt eveneens over de nodige licenties van de drie gewesten voor de elektriciteitsnetten met een spanning tussen 30 kV en 70 kV. Alle elektriciteitsnetten onder haar beheer hebben daarom een transmissiefunctie.

'**Rapporteringsmodel**': De CREG heeft bij beslissing (B)091126-CDC-658E/14 van 26 november 2009 een rapporteringsmodel vastgelegd dat Elia moet gebruiken in haar tariefverslagen bedoeld in artikels 27 en 36 van de Voorlopige Tarifaire Methodes (zie *infra*). Dit rapporteringsmodel legt de algemene structuur vast van de tariefverslagen die Elia ter goedkeuring voorlegt aan de CREG. Bijlage 2 van de beslissing (B)091126-CDC-658E/14 van 26 november 2009 bevat eveneens een opsomming van alle elementen (lijsten en tabellen) die afhankelijk van het type van verslag ten minste in de tariefverslagen moeten zijn opgenomen.

'**Voorlopige Tarifaire Methodes**': De gecoördineerde versie van het besluit van de CREG (Z)111124-CDC-1109/1 tot vaststelling van voorlopige methodes voor het berekenen en vastleggen van de tarifaire voorwaarden inzake de aansluiting op en toegang tot het elektriciteitsnetwerk met een transmissiefunctie, bedoeld als overgangsmaatregel tot de goedkeuring van de tariefmethodologie in toepassing van artikel 12 van de Elektriciteitswet, zoals goedgekeurd door het Directiecomité van de CREG op 24 november 2011 en gewijzigd bij besluit van 28 maart 2013¹.

Deze methodologie, met inbegrip van het totaal inkomen en de nettarieven heeft betrekking op de Belgische regelzone: deze laatste beslaat het Belgisch grondgebied (met uitzondering

¹ CREG, Besluit (Z)130328-CDC-1109/3 'tot wijziging van het besluit van 24 november 2011 tot vaststelling van voorlopige methodes voor het berekenen en vastleggen van de tarifaire voorwaarden inzake de aansluiting op en de toegang tot het elektriciteitsnetwerk met een transmissiefunctie', 28 maart 2013.

van een deel van het net van de distributienetbeheerder AIESH) en een gedeelte van het Groothertogdom Luxemburg.

Omwille van de sterke vermaasdheid van de Belgische elektriciteitsnetten is de perimeter van de beheerder van het nationaal transmissienet voor elektriciteit niet beperkt tot netten met een spanningsniveau boven de 70.000 Volt; al diens andere netten hebben eveneens een transmissiefunctie.

Daarom wordt de volledige infrastructuur van het netwerk met een transmissiefunctie als één technische eenheid beheerd. De methodologie is dan ook van toepassing op alle gereguleerde activiteiten van de beheerder van het nationaal transmissienet voor elektriciteit, ongeacht het spanningsniveau.

Naast de vaststelling van de tariefstructuur en een aantal procedures en termijnen, voorzien de Voorlopige Tarifaire Methoden onder meer de indiening van een tariefverslag door de netbeheerder en de vastlegging, kwalificering en bestemming door de CREG van saldi uit elementen van het totaalinkomen: die laatste drie elementen, uitdrukkelijk uitgewerkt in het luik V van de Voorlopige Tarifaire Methoden, vormen het voorwerp van onderhavige beslissing.

'Het tariefverslag': Het tariefverslag is een document dat gebruikt wordt voor regulatoire doeleinden: het bevat onder andere het werkelijke totaalinkomen van de netbeheerder voor een bepaald exploitatiejaar, berekend door de netbeheerder op basis van de consolidatie van de werkelijke financiële gegevens van ELIA SYSTEM OPERATOR NV, ELIA ASSET NV en ELIA ENGINEERING NV en is opgemaakt in overeenstemming met het boekhoudkundig referentiekader dat in België van toepassing is.

Het tariefverslag, dat opgesteld wordt aan de hand van een door de CREG vastgelegd rapporteringsmodel, bestaat enerzijds uit de nacalculatie van het totaalinkomen en uit de nodige documenten ter staving van de samenstellende delen ervan en anderzijds uit de uiteenlopende saldi die het gevolg zijn van verschillen tussen de tarifaire ramingen en de cijfers en hoeveelheden die dit jaar werkelijk werden vastgesteld.

Het heeft betrekking op het netwerk met een transmissiefunctie, dat in artikel 2, 4° van de Voorlopige Tarifaire Methoden gedefinieerd wordt.

Het jaarverslag van Elia van 2014 dat sinds 10 april 2015 kan worden geraadpleegd op de website van Elia en de geconsolideerde jaarrekeningen van Elia die op 19 mei 2015 aan de algemene aandeelhoudersvergadering werden voorgelegd en neergelegd bij de Nationale Bank van België, zijn opgesteld in overeenstemming met de International Financial Reporting

Standards zoals aangenomen voor gebruik in de Europese Unie. De consolidatiegrondslagen van deze financiële verslaggeving zijn daarom verschillend van de beginselen die bij het opmaken van het tariefverslag worden gebruikt².

'Het aangepaste tariefverslag': dit verslag is de versie van het tariefverslag die Elia moet indienen na een ontwerpbeslissing tot afwijzing van de CREG. Volgens paragraaf 2, 3° van artikel 39 van de Voorlopige Tarifaire Methodes kunnen de aangebrachte aanpassingen enkel betrekking hebben op de punten van het tariefverslag die de CREG heeft verworpen.

'Transfer Pricing Policy': Akkoord met Elia dat op 11 januari 2010 door de CREG werd goedgekeurd en vier gevallen omvat: TP0, TP1, TP2, TP3 en TP4. TP1 heeft betrekking op de werken voor rekening van derden in België. TP2 heeft betrekking op de werken voor rekening van derden in het buitenland. TP3 betreft de financiële participaties van Elia die in België als gereguleerd worden beschouwd. TP4 betreft de financiële participaties van Elia die in België als niet-gereguleerd worden beschouwd. TP0 heeft betrekking op de andere activiteiten van de netbeheerder in België.

////

² Dit verschil werd door de (toenmalige) Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen bevestigd in haar brief van 16 augustus 2010: "Tijdens het onderzoek [...] heeft het Directiecomité van de CBFA vastgesteld dat er twee denkwijzen naast elkaar bestonden, waarvan de ene aan de grondslag van de opstelling van de consolidatierekeningen lag en de andere aan de basis van de tariefbepaling".

I. RECHTSGROND

1. Artikel 23, §2, 12° bis van de elektriciteitswet bepaalt dat de CREG de tariefbevoegdheden bedoeld in artikel 12 tot 12quinquies van die wet uitoefent. Artikel 12 bevat in het bijzonder bepalingen die verband houden met de tarieven en met de tariefmethodologie die gelden voor het beheer van het transmissienet en voor de netten met een transmissiefunctie.

Volgens artikel 12, §5, 15° dient de tariefmethodologie te voorzien dat de saldi alsook hun verdeling over de volgende gereguleerde periodes op transparante en niet-discriminerende wijze worden bepaald.

2. Met toepassing van artikel 12 heeft de CREG op 18 december 2014 een nieuwe tariefmethodologie³ vastgelegd voor het transmissienet en voor de elektriciteitsnetten met een transmissiefunctie. Hoewel deze tariefmethodologie op 1 januari 2015 in werking is getreden, bepaalt artikel 47 toch dat de Voorlopige Tarifaire Methoden van toepassing blijven om alle aspecten van de tariefregulering voor de periode 2012-2015 te regelen, met inbegrip van de opmaak van de eindbalans die betrekking heeft op die periode.

3. De Voorlopige Tarifaire Methoden werden door de CREG goedgekeurd krachtens artikel 12quater, § 2 van de Elektriciteitswet dat de CREG de mogelijkheid biedt om elke overgangsmaatregel te treffen die zij dienstig zou achten tot de goedkeuring van de tariefmethodologie op basis van artikel 12. In overeenstemming met wat vereist wordt door voormeld artikel 12quater, §2, nemen deze Voorlopige Tarifaire Methoden de richtsnoeren vermeld in artikel 12, §5 van de Elektriciteitswet in acht.

4. Artikel 36 en volgende van de Voorlopige Tarifaire Methoden bevatten bepalingen die van toepassing zijn inzake de controle en toepassing van de tarieven.

5. Deze bepalingen en artikel 23, § 2, 2° lid, 12°bis van de Elektriciteitswet vormen bijgevolg de wettelijke basis van deze beslissing.

///

³ CREG, Besluit (Z)141218-CDC-1109/7 tot vaststelling van 'de tariefmethodologie voor het elektriciteitstransmissienet en voor de elektriciteitsnetten met een transmissiefunctie', 18 december 2014.

II. ANTECEDENTEN

6. Op 25 februari 2015 heeft de CREG het tariefverslag van Elia over het exploitatiejaar 2014 ontvangen. Dit tariefverslag bevat de saldi die werden gerapporteerd ten opzichte van het budget dat werd goedgekeurd in de beslissing van de CREG van 16 mei 2013⁴ en is gebaseerd op de Voorlopige Tarifaire Methoden van 24 november 2011, zoals gewijzigd op 28 maart 2013.

Elia heeft voornoemd tariefverslag toegelicht tijdens een werkvergadering op 4 maart 2015 in de kantoren van de CREG.

7. Op 20 maart 2015 heeft de CREG aan Elia via e-mail bijkomende inlichtingen gevraagd over het tariefverslag.

De CREG heeft op 7 april 2015 een deel van de gevraagde inlichtingen per brief ontvangen.

8. Op 10 april 2015 heeft de CREG per e-mail gevraagd om bepaalde antwoorden van de bijkomende gevraagde inlichtingen te verduidelijken.

De CREG heeft op 23 april 2015 de gevraagde verduidelijkingen verkregen.

9. Op 13, 22, 27 en 28 april 2015 heeft de CREG via e-mail bijkomende inlichtingen gevraagd. De regulator heeft ook per telefoon vragen gesteld.

Elia heeft de gevraagde informatie gemaïld tussen 20 en 30 april 2014 en op 4 mei 2015.

10. Op 7 mei 2015 heeft de CREG aan Elia een ontwerpbeslissing over het tariefverslag van 25 februari 2015 bezorgd.

11. Op 28 mei 2015 heeft Elia, in overeenstemming met artikel 38, §2 van de Voorlopige Tarifaire Methoden haar standpunt over de ontwerpbeslissing van de CREG verdedigd tijdens een hoorzitting in de lokalen van de CREG. Het proces-verbaal van de hoorzitting is in bijlage gevoegd.

⁴ CREG, Beslissing (B)130516-CDC-658E/26 betreffende 'het correctief tariefvoorstel van NV ELIA SYSTEM OPERATOR van 2 april 2013 voor de regulatoire periode 2012-2015', 16 mei 2013.

12. Op 2 en 11 juni 2015 hebben de CREG en Elia, naar aanleiding van de hoorzitting van 12 juni, informele werkvergaderingen gehouden over enkele elementen die in de ontwerpbeslissing waren verworpen.

13. De CREG en Elia hebben e-mails uitgewisseld op 1, 2, 3, 11, 17 en 22 juni 2015.

14. Op 10 juni 2015 heeft de CREG het aangepast tariefverslag van Elia over het exploitatiejaar 2014 ontvangen.

////

III. ANALYSE VAN HET TARIEFVERSLAG EN VAN DE GERAPPORTEERDE SALDI

III.1 Rapporteringsmodel

15. Elia heeft haar tariefverslag van 25 februari 2015 opgesteld in overeenstemming met het rapporteringsmodel dat door het Directiecomité van de CREG op 26 november 2009 werd vastgelegd.

16. Het aangepast tariefverslag van 10 juni 2015 herneemt de punten die in de ontwerpbeslissing van de CREG van 7 mei 2015 voorwerp uitmaakten van een vraag tot aanpassing.

17. De aanpassingen in het aangepaste tariefverslag hebben geen impact op de jaarrekeningen van Elia voor het boekjaar 2014. Die zijn immers afgesloten en door de algemene aandeelhoudersvergadering goedgekeurd vóór de ontwerpbeslissing en, a fortiori, vóór de opstelling van het aangepaste tariefverslag. Deze aanpassingen zullen evenwel een directe impact hebben op de rekeningen van Elia in 2015 en de tarifaire saldi van 2015.

III.2 Totaalinkomen

18. Het gebudgetteerde totale inkomen van Elia voor 2014, zoals goedgekeurd in de beslissing van 16 mei 2013, bedroeg 827.614.000,00 EUR.

Het totale reële inkomen dat Elia voor 2014 heeft gerapporteerd, bedraagt 737.064184,85 EUR.

III.3 Gerapporteerde saldi

19. In tabel T.4.9 van het tariefverslag over de exploitatieresultaten van het transmissienet in 2014 herneemt Elia het bedrag van 68.809.313,56 EUR als exploitatiesaldo. Het gaat systematisch om saldi die het resultaat zijn van het verschil tussen de reële waarde van de elementen van het totale inkomen en hun geraamde waarde.

De saldi maken dus geen deel uit van het resultaat van het exploitatiejaar 2014, noch van het eigen vermogen van de netbeheerder.

Globaal heeft dit bedrag de hoedanigheid van een schuld voor Elia, zoals beschreven in artikel 39 van de Voorlopige Tarifaire Methoden.

20. De exploitatiesaldi voor 2014 zijn weergegeven in tabel 1 hieronder.

Tabel 1: Componenten van het saldo op het totale inkomen van 2014 zoals opgenomen in het tariefverslag van 25 februari 2015

(in EUR)	<u>Saldo - verrekening in de tarieven</u>	<u>Saldo - verrekening als stimulans</u>
+ = regulatoire vordering/ - = regulatoire schuld		
<u>Samenstelling kostelementen - totaal inkomen</u>		
Billijke marge	-27.365.611,97	
Afschrijvingen	-872.182,68	
Investeringsstimulans (Factor Y2)	1.521.957,59	
Kosten Klasse 1 (elementen niet onderworpen aan stimulans)	-72.958.425,60	
Kosten Klasse 2 (saldi worden verrekend in incentive Y1)		-5.824.442,79
Invloed van indexatie voor 2014	-6.011.438,69	
Meerwaarde desinvesteringen	3.112.377,24	
Tarifaire verkopen	33.764.010,55	
<u>Totaal</u>	<u>-68.809.313,56</u>	<u>-5.824.442,79</u>

21. Op grond van de Voorlopige Tarifaire Methoden moet het bedrag van het over te dragen saldo (oorspronkelijk gerapporteerd ad 68.809.313,56 EUR) worden toegekend aan het totale inkomen van een toekomstige regulatoire periode, in dit geval de periode 2016-2019.

22. Voor alle elementen van het totale inkomen van 2014, die tot groep 2 van de zogenaamde beheersbare elementen⁵ behoren, slaagde Elia niet alleen in de opgelegde kostenbesparing van 5.000.000,00 EUR, maar ook in een bijkomende kostenverlaging van 7.042.857,07 EUR.

Aangezien deze elementen tot de stimulerende regelgeving behoren, en onder voorbehoud van hun goedkeuring in het vervolg van onderhavige beslissing, wordt de bijkomende besparing integraal aan de netbeheerder toegewezen, met dien verstande dat de verschuldigde vennootschapsbelasting op dit bedrag ten laste van deze laatste valt.

23. Naast dit exploitatiesaldo dat betrekking heeft op het totale inkomen dat nodig is voor de uitvoering van de gereguleerde activiteiten, bevat het tariefverslag voor 2014 eveneens de saldi over de aan Elia opgelegde openbare dienstverplichtingen en toeslagen. Aangezien deze laatste geen deel uitmaken van de vermelde wettelijke verplichtingen van de netbeheerder, bedoeld in artikel 8 van de Elektriciteitswet, worden de verrichtingen en de saldi die daarop betrekking hebben niet opgenomen in de resultatenrekening, maar rechtstreeks op de balans gebracht.

Het totale saldo van de desbetreffende balansrekeningen bedraagt 63.431.543,36 EUR en heeft het karakter van een vordering.

24. In deze beslissing analyseert de CREG de impact van de aanpassingen die Elia heeft ingediend in haar aangepast tariefverslag van 10 juni 2015 over de saldi zoals door de CREG vastgelegd in haar ontwerpbeslissing van 7 mei 2015. De globale impact van het aangepast tariefverslag en deze beslissing worden opgenomen in tabel 12 *infra*.

////

⁵ Zie bijlage 2 van het Besluit van de CREG (Z)111124-CDC-1109/1 van 29 maart 2013 tot vaststelling van Voorlopige Tarifaire Methodes.

IV. CONTROLEPROGRAMMA VAN DE CREG

25. Met zijn beslissing van 14 april 2011 keurde het Directiecomité van de CREG het *ex post* controleprogramma van de tariefverslagen goed.

De CREG beschrijft hieronder de voornaamste etappes van de controle die ze uitvoerde op het tariefverslag *ex post* 2014 van Elia. Elke hieronder beschreven etappe bevat meerdere etappes van het *ex post* controleprogramma.

Tijdens elke etappe spreekt de CREG zich uit over de eventuele impact van de vastgestelde en gecontroleerde bedragen op de saldi vermeld in paragraaf 20 van deze beslissing.

De controle bestaat uit de volgende etappes:

- Etappe 1: onderzoek naar de volledigheid van het tariefverslag van Elia (zie IV.1);
- Etappe 2: onderzoek van de opsplitsing tussen gereguleerde en niet-gereguleerde activiteiten (zie IV.2);
- Etappe 3: onderzoek van het geconsolideerde resultaat van het boekjaar 2014 vermeld in het tariefverslag (zie IV.3);
- Etappe 4: onderzoek van de elementen van groep 1 van het inkomen (zie IV.4);
- Etappe 5: samenvatting van de vaststellingen over de exploitatiesaldi tijdens etappes 1 tot 4 (zie IV.5);
- Etappe 6: analyse van de saldi betreffende de toeslagen en tarieven voor ODV's (zie IV.6).

IV.1 Etappe 1: volledigheid van het tariefverslag

IV.1.1 Verslag en geconsolideerde jaarrekeningen

26. Overeenkomstig artikel 44 van de Voorlopige Tarifaire Methodes bevatte het tariefverslag dat Elia op 25 februari 2015 aan de CREG bezorgde, zowel voorlopige statutaire jaarrekeningen als voorlopige geconsolideerde jaarrekeningen van Elia (Elia System Operator NV, Elia Asset NV en Elia Engineering NV).

27. De geconsolideerde jaarrekeningen van Elia zijn opgesteld overeenkomstig de International Financial Reporting Standards (IFRS). Elia legde ook geconsolideerde jaarrekeningen voor die werden opgesteld in overeenstemming met de in België geldende boekhoudnormen ("Belgian GAAP").

28. In het kader van de evaluatie van de exploitatiesaldi baseert de CREG zich enkel op de geconsolideerde jaarrekeningen die werden opgesteld overeenkomstig de nationale boekhoudnormen. Behoudens anders vermeld, zal verder in onderhavig document enkel nog naar die jaarrekeningen verwezen worden.

IV.1.2 Jaarrekeningen en toewijzing van het resultaat van het boekjaar 2014

29. De geconsolideerde balans uit paragraaf L.1.17 van het tariefverslag is een (Belgian GAAP) balans opgesteld vóór de toewijzing van het resultaat van het exploitatiejaar 2014, wat betekent dat het resultaat van het boekjaar (na belastingen) integraal in de reserves van het eigen vermogen werd opgenomen.

IV.1.3 Evolutie van de reserves in de balans

30. Aangezien Elia haar geconsolideerde balans opgesteld heeft vóór de toewijzing van het resultaat van het boekjaar (het resultaat van 2014 werd dus integraal toegevoegd aan de reserves), heeft de CREG gewoon kunnen vaststellen dat de toename ten opzichte van het saldo 2013 van de grootboekrekeningen betreffende de boekhoudreserves volledig overeenstemt met het resultaat dat door Elia wordt gerapporteerd voor het boekjaar 2014.

Op basis van deze vaststelling en van het onderzoek van de andere balansrekeningen en van de resultatenrekening, besluit de CREG dat het volledige resultaat van het boekjaar als dusdanig werd gerapporteerd en aan de basis ligt van de momenteel onderzochte exploitatiesaldi.

IV.1.4 Vaststellingen van de CREG na de eerste etappe van het controleprogramma betreffende de eventuele wijzigingen van de gerapporteerde saldi

31. Tijdens deze eerste etappe heeft de CREG geen vaststellingen gedaan die een invloed hebben op de saldi van de gereguleerde activiteiten in België.

IV.2 Etappe 2: opsplitsing tussen gereguleerde en niet-gereguleerde activiteiten

IV.2.1 Regulatorische principes

32. Met toepassing van artikel 8, § 2 van de Elektriciteitswet voert Elia activiteiten uit die niet behoren tot de wettelijke opdrachten uit artikel 8 van voornoemde wet.

In het kader van onderhavige beslissing ziet de CREG er eveneens op toe dat deze activiteiten geen negatieve invloed hebben op het vervullen van de aan Elia toevertrouwde wettelijke opdrachten. In deze context houdt dit in dat er een duidelijk onderscheid wordt gemaakt tussen de kosten en de inkomsten die gekoppeld zijn aan de gereguleerde activiteiten in België en deze die verband houden met de activiteiten die in België niet gereguleerd zijn.

In dat verband had de CREG reeds de volgende structurele maatregelen getroffen:

- a) de goedkeuring op 11 januari 2010 van een zogenaamde "transfer pricing policy", om enerzijds duidelijkheid te scheppen over de waardering van de middelen van de gereguleerde activiteiten die ook bij de niet-gereguleerde projecten worden ingezet en anderzijds om de resultaten van deze niet-gereguleerde projecten te verdelen tussen de gereguleerde en de niet-gereguleerde segmenten;
- b) de opname in haar Voorlopige Tarifaire Methodes van 24 november 2011 (laatst gewijzigd op 28 maart 2013) van een aantal criteria om het redelijk karakter van die verrichtingen en van de gerapporteerde resultaten te beoordelen;
- c) het vastleggen van een duidelijke beleidslijn voor de toewijzing aan en de spreiding van de kosten verbonden aan mecenaat en sponsoring over de activiteiten die in België gereguleerd zijn en de overige activiteiten die Elia ontwikkelt;
- d) het vastleggen van een duidelijke beleidslijn voor de toewijzing aan en de spreiding van de kosten verbonden aan stakeholdersmanagement over de activiteiten die in België gereguleerd zijn en de overige activiteiten die Elia ontwikkelt;
- e) de verplichting tot rapportering van een gescheiden balans en resultatenrekening naargelang het activiteiten betreft die in België gereguleerd zijn of niet (de tariefmethodologie voor de regulatorische periode 2016-2019 legt ter zake ook een certificatie op door de revisoren).

33. Het is duidelijk dat Elia haar niet-gereguleerde activiteiten in het recente verleden sterk heeft ontwikkeld: van de oorspronkelijke financiële participaties in enkele buitenlandse energiebeurzen is de Elia-groep ondertussen opgebouwd rond twee belangrijke activiteitscentra/transmissienetbeheerders, namelijk Elia in België en 50Hertz in Duitsland. Omdat die sterke ontwikkelingen gebeuren binnen de tijdspanne van één regulatoire periode van vier jaar, is de CREG verplicht om hieraan jaarlijks bijzondere aandacht te besteden.

34. Bij haar controles hecht de CREG daarom veel belang aan een duidelijke en transparante rechtvaardiging van de kosten die verband houden met elementen die zowel bruikbaar zijn voor de activiteiten die in België gereguleerd zijn, als voor de overige activiteiten.

35. De CREG vraagt eveneens dat Elia omwille van die transparantie het vereiste onderscheid blijft rapporteren, zelfs indien een andere registratie geen gevolgen zou hebben voor de resultatenrekening van 2014: in beginsel hebben de gerapporteerde kosten van groep 2 (beheersbare kosten) enkel betrekking op de activiteiten die in België gereguleerd zijn. Het eventueel positieve saldo op die kosten (het verschil tussen de werkelijke kosten en het goedgekeurde budget) komt als stimulans ten bate van Elia.

36. Die globale stimulans voor de regulatoire periode 2012-2015 is beperkt tot 25.000.000,00 EUR. Indien kosten ten laste van de niet-gereguleerde activiteit toch ten laste van groep 2 gelegd worden, vermindert het eventueel overschot voor de stimulans, maar wordt het deelresultaat van de niet-gereguleerde activiteiten overschat. Deze werkwijze leidt tot een vertekend beeld van de noodzakelijke "beheersbare kosten" in het tariefvoorstel 2016-2019. De voor 2014 werkelijk noodzakelijke beheersbare kosten vormen immers de referentie voor deze van het jaar 2016. Indien de som van beide deelresultaten dezelfde blijft, verwacht de CREG dan ook een correcte toepassing van het gevraagde onderscheid.

37. In de punten IV.2.2 tot IV.2.5 gaat de CREG verder in op een aantal vaststellingen bij haar controles over de scheiding tussen gereguleerde en niet-gereguleerde activiteiten, zoals toegepast in het tariefverslag 2014.

De CREG herhaalt deze principes met het oog op een strikte toepassing in het tariefvoorstel 2016-2019 dat Elia midden 2015 bij de CREG zal indienen. In dit verband heeft de CREG er geen bezwaar tegen om de afspraken hierover verder fijn te stellen voor de indiening van voornoemd tariefvoorstel.

IV.2.2 Beroep op bepaalde externe consultants

38. In het kader van haar beslissing over het tariefverslag 2013 van Elia had de CREG vastgesteld dat Elia een ambitieus "business development" programma heeft opgezet om haar activiteiten in het buitenland te ontwikkelen en dat de kosten van dit programma grotendeels ten laste werden gelegd van de gereguleerde activiteiten en meer bepaald de elementen van groep 2. De CREG had in het bijzonder oog voor de prestaties van 3 consultancybedrijven, namelijk [vertrouwelijk], gezien hun recente functie bij Elia (Raad van Bestuur, functie in het Directiecomité). Naar aanleiding van controles die de CREG had uitgevoerd en op basis van een voorstel van Elia werd een deel van de kosten die [vertrouwelijk] had gefactureerd en alle kosten die [vertrouwelijk] had gefactureerd in het bijzonder geherkwalificeerd om niet te worden gedragen door de Belgische netgebruikers.

39. Bij de voorbereiding van deze beslissing is de CREG bijzondere aandacht blijven besteden aan het beroep dat Elia op externe consultants doet (cf. berichtgeving in de pers in de loop van het jaar 2014). De volgende paragrafen gaan over de belangrijkste vaststellingen die de CREG heeft gedaan naar aanleiding van deze controles.

40. Wat [vertrouwelijk] betreft, had de CREG vastgesteld dat Elia in haar tariefverslag een factuur van 11.480,00 EUR voor "business development" activiteiten ten laste van de gereguleerde activiteiten en in het bijzonder van de elementen van groep 2 had gelegd. De CREG had uit de bijkomende antwoorden die Elia op 23 april 2015 had overgemaakt, begrepen dat deze boeking een verkeerde boeking was die Elia wil corrigeren. De CREG verwelkomt dit voorstel van Elia.

41. Wat [vertrouwelijk] betreft, had de CREG vastgesteld dat Elia in haar tariefverslag een totaalbedrag van 122.285,64 EUR ten laste van de gereguleerde activiteiten en in het bijzonder van de elementen van groep 2 had gelegd. Uit de bijkomende antwoorden die Elia op 3 en 23 april 2015 had overgemaakt, had de CREG begrepen dat een bedrag van 28.980 EUR toch zou kunnen worden gekwalificeerd alsof het deel uitmaakt van een niet-gereguleerde perimeter omdat het betrekking had op projecten in IJsland, Saoedi-Arabië en China. In verband met het saldo van 93.305,64 EUR had Elia verduidelijkt dat de taken die aan [vertrouwelijk] waren toevertrouwd, bestonden uit het deelnemen aan workshops om Elia te vertegenwoordigen en feedback te geven voor de gereguleerde activiteit in België.

De CREG kon echter geen genoegen nemen met het correctievoorstel van Elia. De CREG had immers vastgesteld dat het resterend saldo van 93.305,64 EUR voornamelijk betrekking had op onderwerpen die voor de Belgische netgebruikers weinig of niet relevant waren. Bovendien deed voor sommige conferenties het aantal gefactureerde dagen - dat veel hoger was dan de duur van de conferentie - eveneens gegronde vragen rijzen wanneer voor deze deelname geen bijzondere voorbereiding vereist leek - zoals wel het geval zou kunnen zijn wanneer er een presentatie moest worden gegeven.

Tot slot had de CREG vastgesteld dat [vertrouwelijk] op minstens één conferentie die Elia had geciteerd, blijkbaar niet Elia vertegenwoordigde, maar wel een andere werkgever. Deze verschillende vaststellingen kunnen worden geïllustreerd aan de hand van de volgende voorbeelden:

- a) [vertrouwelijk] heeft een ereloon van 25.875 EUR voor 11,25 werkdagen gefactureerd om deel te nemen aan conferenties en een kleine nota op te stellen over 3D-printers;
- b) [vertrouwelijk] heeft een ereloon van 17.135 EUR voor 7,45 werkdagen gefactureerd voor een passieve deelname aan een workshop in Duitsland van - slechts - 3 dagen waar [vertrouwelijk] bovendien werd aangekondigd als vertegenwoordiger van [vertrouwelijk] - en niet van Elia -;
- c) [vertrouwelijk] heeft een ereloon van 17.825 EUR voor 7,75 werkdagen gefactureerd om deel te nemen aan een conferentiecycclus van - slechts - 4 dagen die in Duitsland door de *German Marshall Fund of the United States* werd georganiseerd rond het thema van de Duitse energietransitie;
- d) [vertrouwelijk] heeft een ereloon van 2.300 EUR voor 1 werkdag gefactureerd om deel te nemen aan een workshop die in Duitsland werd georganiseerd door 50 HERTZ om de lobbyingactiviteiten van 50 HERTZ ten aanzien van de Duitse instanties te voeden.

Gezien het belang dat de CREG hecht aan een goede verantwoording van de prestaties van consultants, kon zij de beperkte verantwoording of de onduidelijke band met de gereguleerde activiteiten van de kosten van [vertrouwelijk] niet aanvaarden.

42. Ook al behoort de beoordeling van de opportuniteit van dergelijke consultingopdrachten toe aan de bevoegde organen in de onderneming, toch heeft de CREG, gezien de onafhankelijkheidsvereisten van de netbeheerder en het Directiecomité ervan, zich de nodige vragen gesteld bij de wenselijkheid van het uitbesteden van essentiële ondernemingstaken enerzijds en bij het toevertrouwen van dergelijke opdrachten aan

personen wiens afscheid uit de onderneming reeds werd vergoed door de netgebruikers anderzijds. Wat [vertrouwelijk] betreft, had de CREG vastgesteld dat de taken die eraan werden toevertrouwd onder de bevoegdheid van het Directiecomité vallen en niet van een persoon buiten dit Directiecomité. De CREG zal deze kosten ten laste van de gereguleerde activiteiten niet meer aanvaarden vanaf 2015.

43. Naar aanleiding van de controles van de kosten voor de externe consultants had de CREG in haar ontwerpbeslissing van 7 mei 2015 besloten dat:

- a) de betreffende bedragen uit het tariefverslag van 2014 geen aanvaardbare basis vormen voor gebruik in het tariefvoorstel 2016-2019;
- b) een bedrag van 11.480,00 EUR voor de prestaties van [vertrouwelijk] ten laste wordt gelegd van de niet-gereguleerde activiteiten in plaats van ten laste van de beheersbare kosten 2014, daardoor stijgt de stimulans Y1 met een nettobedrag van 9.493,96 EUR⁶ en daalt het resultaat van de niet-gereguleerde activiteiten met datzelfde bedrag;
- c) het bedrag van 122.285,64 EUR voor de prestaties van [vertrouwelijk] integraal geweerd moet worden uit de beheersbare kosten van groep 2 en dus beschouwd moet worden als een verworpen bedrag, waardoor de stimulans Y1 stijgt met een nettobedrag van 101.130,22 EUR⁷ en het resultaat van de niet-gereguleerde activiteiten daalt met datzelfde bedrag.

44. Tijdens de hoorzitting van 28 mei 2015 heeft Elia geen opmerkingen of bezwaar geuit tegen het standpunt van de CREG. De netbeheerder heeft zijn tariefverslag volledig aangepast zoals de CREG had gevraagd: het tariefresultaat 2014 werd verhoogd met 9.493,96 EUR en met 101.130,22 EUR (na vennootschapsbelasting).

IV.2.3 Uitgaven voor mecenaat, sponsoring en stakeholdersmanagement

45. In haar basisbeslissingen over het totaalinkomen dat gedekt wordt door de tarieven 2012-2015 had de CREG het aangepaste tariefvoorstel van Elia goedgekeurd.

⁶ $11.480,00 * (1-17,3\%) = 9.493,96$

⁷ $122.285,64 * (1-17,3\%) = 101.130,22$

Het voornoemde voorstel van Elia hield in dat geen kosten van mecenaat en van algemene sponsoring deel uitmaakten van het totaalinkomen, terwijl de kosten voor het zogenaamde stakeholdersmanagement gelijk verdeeld zouden worden tussen de activiteiten die in België gereguleerd zijn en de overige activiteiten van Elia.

Aan de oorsprong van de houding van de CREG ligt de gedachte dat het zogenaamde stakeholdersmanagement belangrijk is voor de normale werking van de ondernemingen, zelfs voor monopolisten, omdat het goede relaties met de belanghebbenden beoogt door een goed beheer van hun verwachtingen en van de doelstellingen van de onderneming waarvoor akkoorden worden nagestreefd. Dit gebeurt voornamelijk om voldoende steun te verwerven voor de ondernemingsinitiatieven en -projecten.

Toch heeft de CREG in die basisbeslissingen er ook op gewezen dat specifieke activiteiten die gericht zijn op het verwerven van goodwill bij de Belgische steden en gemeenten volgens haar niet noodzakelijk zijn omdat deze laatste als aandeelhouders van de netbeheerder reeds voldoende belangen hebben bij de realisatie van de doelstellingen en van de (investerings)projecten van Elia. Het kan niet de bedoeling zijn om gedeeltelijk ten laste van de nettarieven aan *shareholdersmanagement* te doen in plaats van aan stakeholdersmanagement.

46. Bij de controle van de kosten voor mecenaat en algemene sponsoring heeft de CREG vastgesteld dat:

- a) Elia een bedrag van 30.000,00 EUR ten onrechte tweemaal ten laste gelegd heeft van de algemene sponsoring terwijl het om stakeholdersmanagement ging. Daardoor werden de kosten die Elia zelf ten laste genomen heeft overschat met 15.000,00 EUR en werden deze van de groep 2 (beheersbare kosten) onderschat met hetzelfde bedrag;
- b) De kosten (30.000,00 EUR) verbonden aan het initiatief [vertrouwelijk] maakten in het tariefvoorstel van Elia uitdrukkelijk en integraal deel uit van de activiteiten van mecenaat en sponsoring, terwijl deze in het tariefverslag 2014 gekwalificeerd werden als stakeholdersmanagement. Daardoor werden de kosten die Elia zelf ten laste genomen heeft, onderschat met 15.000,00 EUR en werden deze van de groep 2 (beheersbare kosten) overschat met hetzelfde bedrag.

Wat het financieel effect betreft, neutraliseren de beide vermelde vaststellingen elkaar.

47. Bij de controle van de kosten voor het zogenaamde stakeholdersmanagement heeft de CREG vastgesteld dat:

- a) De kosten verbonden aan [vertrouwelijk] niet voorkomen in de lijst van stakeholdersmanagement maar als een dienst tussen de Belgische en de andere activiteiten verdeeld worden aan de hand van een verdeelsleutel die 68% ervan ten laste legt van de gereguleerde activiteit. De CREG is van mening dat het hier eveneens stakeholdersmanagement betreft zodat de verhouding van 50/50 moet toegepast worden. De CREG gaat ervan uit dat er geen verdere fiscale gevolgen zijn, omdat deze zich wederzijds neutraliseren;
- b) De CREG stelt zich eveneens vragen bij [vertrouwelijk] aangezien andere Belgische universiteiten ook over een knowhow inzake energie beschikken, maar niet evenveel worden ondersteund;
- c) Gezien de ogenschijnlijk nog zwakkere band tussen de werking van Elia en het betreffende publiek, de organisatoren en de artiesten, heeft de CREG ernstige twijfels over de positieve effecten vanuit het oogpunt van het stakeholdersmanagement van de steun van Elia aan het muziekfestival [vertrouwelijk] (9.196,00 EUR).

48. Tijdens de hoorzitting van 28 mei 2015 heeft Elia een aantal punten aan de CREG voorgelegd:

- Voor zover gekend bij Elia, is [vertrouwelijk] de enige businessschool die een *Energy center* heeft ontwikkeld. De andere Belgische universiteiten bieden enkel activiteiten in een eerder technisch kader aan;
- Daarom ziet Elia die taken als onderzoek en ontwikkeling en niet als stakeholdersmanagement. Die inspanningen dienen om de beschikbare expertise bij Elia en 50Hertz te verhogen. De kosten in verband met de contacten met de Belgische universiteiten worden allemaal behandeld als *R&D-kosten*;
- Elia ziet de samenwerking met [vertrouwelijk] Chair als een echte opportuniteit voor Elia en 50Hertz en heeft de kosten dan ook tussen deze twee ondernemingen verdeeld. Daarom werken Elia en 50 Hertz samen om te kunnen bepalen welke werkzaamheden [vertrouwelijk] voor hun rekening moet uitvoeren.

Naar aanleiding van deze punten pleit Elia ervoor om [vertrouwelijk] Chair op deze manier te kunnen blijven behandelen en deze taak niet te moeten beschouwen als stakeholdersmanagement.

49. Tijdens de hoorzitting van 28 mei 2015 heeft de CREG gevraagd te verduidelijken welke prestaties [vertrouwelijk] Chair heeft uitgevoerd in ruil voor financiële bijdragen van Elia.

De vertegenwoordigers van Elia hebben geantwoord dat het om verschillende activiteiten gaat waaronder ondersteuning bij een denkoefening over de evolutie van de activiteiten van de netbeheerder in de toekomst en de manier waarop de regulering in dit kader zou moeten worden aangepast. Het gaat dus voornamelijk om een interne *brainstorming* binnen Elia en 50Hertz die door [vertrouwelijk] werd vergemakkelijkt, in het bijzonder door de aanbreng van de kennis van de Europese regulering, van de lopende ideeën die op Europees niveau worden ontwikkeld en van de perspectieven die op dat niveau kunnen worden verwacht.

De vertegenwoordigers van Elia hebben willen bevestigen dat het om een activiteit voor onderzoek en ontwikkeling ging, maar hebben ook de aandacht van de CREG gevestigd op het feit dat dit soort activiteiten, volgens hen, een denkoefening op lange termijn vereisen. Het zou dus niet noodzakelijkerwijs een mechanisme op korte termijn of in het kader van 2014 zijn, maar wel een uitdaging voor de toekomst.

De CREG vroeg zich af of deze denkoefening niet eerder gebeurde in het kader van de uitwerking van de strategie van Elia.

De vertegenwoordigers van Elia hebben geantwoord dat ze niet zover zouden gaan.

De CREG heeft meegedeeld dat ze een nota van Elia verwachtte over de prestaties van [vertrouwelijk], de kennis en de meerwaarde ervan. De regulator veronderstelde dat Elia, aangezien ze het over onderzoek en ontwikkeling heeft, verwezenlijkingen in dat domein zou kunnen indienen.

50. Op de datum van deze beslissing heeft de CREG de gevraagde nota nog niet ontvangen.

Daarenboven, en op basis van algemeen aanvaarde elementen en definities in verband met R&D⁸, deelt de CREG de mening van de OESO dat het criterium om R&D –activiteiten te

⁸ Vrije vertaling van “nouveaueté” en “*élimination d'une incertitude scientifique et/ou technologique*”, OESO, Frascati Manual, 2002,(o.a. paragraaf 111, p.43)

onderscheiden van andere activiteiten, het bestaan is van een element van 'nieuwheid' en het streven naar het 'wegwerken van een wetenschappelijke en/of technologische onzekerheid'.

De Belgische fiscale regelgeving⁹ die gericht is op het stimuleren van de inspanningen van R&D, is overigens integraal gebaseerd op dezelfde documenten en uitgangspunten en slaat op Fundamenteel onderzoek, Toegepast onderzoek en Experimentele ontwikkeling (met inbegrip van prototyping, pilootinstallaties en dergelijke).

Dat houdt in dat, om van R&D te kunnen spreken, de oplossing van een probleem niet evident kan zijn, zelfs niet voor iemand die perfect op de hoogte is van het geheel aan kennis en basistechnieken die normaal gebruikt worden in een bepaalde sector.

De activiteiten moeten dus hoofdzakelijk tot doel hebben om technische verbeteringen aan een product, dienst of proces aan te kunnen brengen.

Voor de CREG is er hier dus geen sprake van R&D.

51. Hoewel het vanzelfsprekend aan de bevoegde organen in de onderneming toekomt om een beleid van mecenaat, sponsoring en stakeholdersmanagement uit te werken en goed te keuren, had de CREG besloten dat:

- a) Een bedrag van 10.980,00 EUR ten laste moet gelegd worden van de niet-gereguleerde activiteiten als gevolg van de herclassificatie van de kosten 2014 verbonden aan [vertrouwelijk] Chair inzake *stakeholdersmanagement*. Dat houdt in dat enerzijds de beheersbare kosten verminderd worden met een bedrag van 10.980,00 EUR (het gaat in 2014 slechts om een periode van 6 maanden), waardoor het brutobedrag van de stimulans Y1 met hetzelfde bedrag toeneemt en anderzijds dat het niet-tarifaire resultaat vermindert met hetzelfde brutobedrag. Netto gaat het telkens om 9.080,46 EUR. De CREG gaat ervan uit dat er geen verdere fiscale gevolgen zijn, omdat het bijkomend verschuldigde bedrag en de bespaarde vennootschapsbelasting elkaar neutraliseren;
- b) De helft van het bedrag van 9.196,00 EUR dat werd betaald aan het festival [vertrouwelijk] wordt verworpen als beheersbare kosten en wordt toegevoegd aan de niet-tarifaire resultaten. Dat houdt enerzijds in dat de beheersbare kosten verminderd worden met een bedrag van 4.598,00 EUR, zodat het brutobedrag van

⁹ Federale overheidsdienst Financiën, Onderzoek en Ontwikkeling, zie http://financien.belgium.be/nl/ondernemingen/personeel_en_loon/bedrijfsvoorheffing/vrijstellingen/onderzoek_en_ontwikkeling/

de stimulans Y1 met hetzelfde bedrag toeneemt en anderzijds dat het niet-tarifaire resultaat vermindert met hetzelfde brutobedrag. Netto gaat het telkens om 3.802,55 EUR. De CREG gaat ervan uit dat er geen verdere fiscale gevolgen zijn, omdat het bijkomend verschuldigde bedrag en de bespaarde vennootschapsbelasting elkaar neutraliseren.

Wat [vertrouwelijk] betreft, heeft Elia de aanpassing die de CREG had gevraagd, goedgekeurd.

IV.2.4 Vergoeding van het Directiecomité van Elia

52. Op basis van haar controles stelt de CREG vast dat in 2014 dat gedeelte van de kosten dat verband houdt met de remuneratie van het Directiecomité van Elia dat ten laste van de gereguleerde activiteit is gelegd, binnen de grenzen van de redelijkheidstoets van de CREG valt. De CREG aanvaardt dus de bedragen uit het tariefverslag 2014.

53. De CREG vraagt aan Elia om ervoor te zorgen dat de inhoud van de brief van Elia van 20 oktober 2014 wat de "total cash" vergoeding betreft op individuele basis wordt toegepast en zowel voor het exploitatiejaar 2015 als voor het tariefvoorstel 2016-2019.

54. De "stortingen voor het extralegaal pensioenstelsel", de "andere voordelen" en de "variabele vergoedingen op lange termijn" die aan het Directiecomité van Elia zijn gestort, mogen niet hoger zijn dan de in 2009 gestorte/geprovisioneerde bedragen die zijn geïndexeerd op de werkelijk vastgestelde inflatie.

55. Voor de regulatoire periode 2016-2019 maken de hierboven opgenomen regels deel uit van de "verdeelsleutel" die door de netbeheerder zal worden voorgesteld en door de CREG goedgekeurd aan het begin van elke tariefperiode conform het redelijkheids criterium 1.f.2.

56. Deze regels zouden vanzelfsprekend de regels vervangen die vooraf voor het Directiecomité waren overeengekomen in de "Transfer Pricing Policy".

IV.2.5 EGI - Facturering van personeelsuitgaven voor niet-gereguleerde activiteiten

57. In haar brief van 19 december 2014 had de CREG aangegeven dat

"de oprichting van EGI tot gevolg had dat geen enkel werk voor rekening van derden in het buitenland nog zal worden uitgevoerd door de netbeheerder: dergelijke taken zullen voortaan worden uitgevoerd door de niet-gereguleerde dochteronderneming EGI. De oprichting van EGI heeft dan ook tot gevolg dat de tarieven niet meer zullen

genieten van 40% van de in het kader van de werkzaamheden voor rekening van derden verkregen marge (cf. "marge TP2") die wordt verondersteld de kosten te compenseren die in het verleden werden gedragen door de tarieven om de ervaring van Elia op te bouwen die voortaan op internationaal niveau wordt gevaloriseerd.

Het feit dat het bereikte evenwicht tussen de belangen van de Belgische netgebruiker en uw onderneming begin 2010 in het kader van de transfer pricing policy opnieuw in vraag wordt gesteld, is voor de CREG niet aanvaardbaar.

Zodra EGI is opgericht dient er dan ook een corrigerende maatregel te worden toegepast.

Wat de periode na 1 januari 2016 betreft, bevestigt de CREG dat het redelijkheidscriterium 1.f. van de toekomstige tariefmethodologie precieze regels herneemt - in functie van de frequentie van de prestaties - wat de toewijzing van personeelskosten tussen gereguleerde en niet-gereguleerde activiteiten betreft.

Voor de CREG zal de huidige toepassing van het redelijkheidscriterium 1.f van de toekomstige tariefmethodologie zodra EGI is opgericht toelaten het evenwicht te behouden dat begin 2010 was bereikt in het kader van de transfer pricing policy.

Aangezien deze corrigerende maatregel erin bestaat te anticiperen op een bepaling die vanaf 1 januari 2016 zal worden toegepast, ligt deze corrigerende maatregel eveneens in de lijn van onze bezorgdheid om u een stabiele regulering te verzekeren." (vrije vertaling)

58. De CREG heeft vastgesteld dat Elia in het tariefverslag het overheadpercentage van 25% had toegepast en dus niet, zoals verwacht, het redelijkheidscriterium 1.f van de toekomstige tariefmethodologie wat de toepassing van een overhead van 35% voor de door EGI uitgevoerde prestaties door personeelsleden die niet structureel op niet-gereguleerde activiteiten werken. De toepassing van de voorziene overhead van 35% zou leiden tot een bijkomend bedrag van 142.369,04 EUR ten laste van de niet-gereguleerde activiteiten.

Bij de controle van de facturering van de personeelsuitgaven voor de niet-gereguleerde activiteiten had de CREG vastgesteld dat een totaalbedrag van 142.369,04 EUR niet ten laste van de gereguleerde activiteiten in België mocht gelegd worden en vraagt Elia om het saldo voor de elementen van groep 1 met een gelijkaardig bedrag te verhogen.

59. Tijdens de hoorzitting van 28 mei 2015 heeft Elia, die pleitte voor de toepassing van het percentage van 25% in 2014 drie argumenten willen doen gelden:

- de nieuwe tariefmethodologie die de CREG heeft vermeld is - volgens Elia - pas van toepassing vanaf één januari 2016 en kan niet met terugwerkende kracht worden toegepast voor het boekjaar 2014;
- aangezien de brief die de CREG heeft geciteerd pas op 19 december 2014 werd verstuurd, kon Elia die niet toepassen in de loop van 2014;
- volgens Elia werd de manier waarop de winstderving op de activiteiten TP2 in het boekjaar 2014 moet worden gecompenseerd al geregeld in het kader van de beslissing over de saldi 2013 (punten 30 tot 37). Er is dus geen bijkomende compensatie nodig.

60. Als aanvulling bij het aangepast tariefverslag en naar aanleiding van een vraag van de CREG heeft Elia op 18 juni 2015 per e-mail bijkomende inlichtingen over het derde argument overgemaakt.

Voor de CREG blijkt er uit de historiek die Elia heeft opgemaakt dat er tijdens de procedure over de saldi van 2013 misschien een misverstand tussen de CREG en Elia is ontstaan over het feit of de TP2-activiteiten tijdens de periode 2014-2015 al dan niet gereguleerd zijn.

Zoals werd verduidelijkt in de brief van Elia van 22 december 2009 is de CREG tijdens de hele procedure uitgegaan van de veronderstelling dat de zogenaamde TP2-activiteiten, los van het voorstel van Elia, gereguleerde activiteiten waren en zouden blijven. De CREG stelt echter vast dat dit postulaat niet expliciet werd geformuleerd in de beslissing.

Integendeel, uit de informatie die op 18 juni 2015 per e-mail werd overgemaakt, maakt de CREG op dat Elia, naar aanleiding van de oprichting van EGI aan het begin van 2014, ervan uitging dat het voorstel dat ze heeft gedaan in het kader van de saldi 2013 in het bijzonder als gevolg had dat de zogenaamde TP2-activiteiten gereguleerde activiteiten werden. Hoewel dit niet expliciet wordt vermeld in de documenten over de procedure over de saldi 2013 van Elia - dit is de reden waarom Elia dit waarschijnlijk achterwege heeft gelaten in haar aangepast tariefverslag van 10 juni 2015 -, kan dit redelijkerwijze worden afgeleid uit bepaalde documenten over de procedure over de saldi 2013 van Elia.

61. Als besluit is de CREG van mening dat de elementen die Elia heeft aangehaald voor haar voldoende twijfel doen rijzen die een wijziging van haar standpunt over de ontwerpbeslissing motiveren.

IV.2.6 Vaststellingen van de CREG in de tweede etappe betreffende de eventuele wijzigingen van de gerapporteerde saldi

62. Tijdens deze tweede etappe heeft de CREG geen besluiten getrokken die een invloed hebben op het saldo van groep 1. De impact op de verschillende resultaten van Elia werd opgenomen in punten 43 en 47.

IV.3 Etappe 3: geconsolideerd resultaat van het boekjaar 2014

IV.3.1 Componenten van het geconsolideerd resultaat 2014

63. De geconsolideerde jaarrekeningen die werden gerapporteerd door Elia (en ondertussen goedgekeurd werden door de algemene aandeelhoudersvergadering van 19 mei 2015) geven voor 2014 een resultaat weer van 120.346.898,33 EUR na toepassing van de vennootschapsbelasting.

De gereguleerde activiteiten zijn onderworpen aan een gemiddelde aanslagvoet van 17,3% voor 2014, wetende dat de notionele intresten en de verworpen uitgaven volledig van het gereguleerde resultaat werden afgetrokken.

Er dient eveneens te worden opgemerkt dat de inkomsten uit niet-gereguleerde activiteiten grotendeels afkomstig zijn uit de dividenden, uitgekeerd door 50Hertz, en in dat opzicht dus definitief zijn belast in hoofde van de dochteronderneming van Elia, wat het verschil tussen de algemene gemiddelde aanslagvoet van Elia verklaart.

64. Uit het tariefverslag blijkt dat dit globale resultaat na belastingen voor het totaal van de gereguleerde en niet-gereguleerde activiteiten bestaat uit acht verschillende elementen. Ze worden opgenomen in tabel 2.

Tabel 2 : Aansluiting van de gerapporteerde resultaten met de boekhouding

in EUR	Tariefverslag 2014
Gereguleerde tarifaire resultaten	69.682.133,65
(i) billijke winstmarge berekend voor RAB exclusief BOG overeenkomstig artikel 13 van de tarifaire methoden	35.109.367,03
(ii) de vergoeding voor het gedeelte van de meerwaarde van de iRAB, bedoeld in artikel 25 van de Tarifaire Methoden	22.270.364,24
(iii) nettosaldo van de stimulans op de elementen van Groep 2 van het inkomen (factor Y1)	5.824.442,79
(iv) nettosaldo van de incentive op de investeringen (factor Y2)	6.477.959,59
Gereguleerde niet-tarifaire resultaten	-946.594,32
(v) netto resultaten TP2 en TP3	780.510,00
(vi) netto gereguleerde kosten ten laste van ELIA (verworpen door CREG)	-453.580,56
(vii) netto aanpassing van het resultaat als gevolg van de beslissing van de CREG m.b.t. de saldi 2013	-1.273.523,76
Resultaten uit niet-gereguleerde activiteiten	51.611.359,00
(viii) resultaten van de niet-gereguleerde activiteiten (TP4)	51.611.359,00
TOTAAL	120.346.898,33

65. Onder de punten IV.3.1 tot IV.3.8 onderzoekt de CREG deze acht elementen.

IV.3.2 Eerste component: de normale billijke marge verbonden met de in het net geïnvesteerde kapitalen

66. De berekening van de billijke winstmarge wordt in artikel 13 van de tariefmethodes gedefinieerd als het product van enerzijds het rekenkundige gemiddelde van de begin- en eindwaarde van het gereguleerde actief (RAB) en anderzijds het rendementspercentage.

IV.3.2.1 Controle van de RAB

67. De CREG heeft de berekening van de door Elia gerapporteerde RAB gecontroleerd (gemiddelde RAB 2014 van 3.902.000.000,00 EUR) en heeft geen enkel element vastgesteld dat in strijd was met de regels vastgesteld door de tarifaire methoden die van toepassing zijn.

68. In vergelijking met de voorziene investeringsportfolio is de evolutie van de in 2014 uitgevoerde investeringsprojecten wel opvallend. De evolutie die in 2013 al werd vastgesteld, heeft zich in 2014 voortgezet. Het bedrag voor de niet-geplande investeringen is (iets) hoger dan het budget terwijl de investeringsbedragen die waren voorzien in het kader van het federaal ontwikkelingsplan lang niet volledig gebruikt zijn. Tabel 3 hieronder geeft deze elementen weer voor 2013 en 2014.

Tabel 3: Evolutie van de investeringen in 2013 en 2014

	2013			2014		
	Werkelijkheid KEUR	Budget KEUR	verschil %	Werkelijkheid KEUR	Budget KEUR	verschil %
Buiten plan	111.157,00	98.639,00	13%	112.877,00	99.495,00	13%
Federaal ontwikkelingsplan	63.252,00	142.841,00	-56%	113.458,00	210.091,00	-46%
Investeringsplan Vlaams Gewest	9.053,00	8.356,00	8%	16.025,00	12.737,00	26%
Investeringsplan Brussels Gewest	3.637,00	1.867,00	95%	5.227,00	987,00	430%
Aanpassingsplan Waals Gewest	16.797,00	15.978,00	5%	13.166,00	15.298,00	-14%
Totaal	203.896,00	267.681,00	-24%	260.753,00	338.608,00	-23%

69. Het is duidelijk dat de vertraging voor een gedeelte het gevolg is van een gebrek aan *public acceptance* voor sommige projecten. De netbeheerder kan de voortgang in de hand werken door een aantal maatregelen te nemen die gewoonlijk afgesloten worden in de vorm van een dading, hetzij krachtens het compensatiebeleid van Elia hetzij na klachten van buurtbewoners. In de loop van 2014 heeft de netbeheerder daartoe een beperkt bedrag uitgekeerd, respectievelijk 232.798,00 EUR en 116.665,27 EUR.

In 2015 zullen deze bedragen echter veel hoger zijn als gevolg van vorderingen tegen het Stevin-project en de dadingen die Elia hiervoor heeft gesloten. In 2014 werd slechts een zeer klein deel van die compensaties effectief gestort.

Net zoals vermeld in randnummer 45 is de CREG ook in deze materie van oordeel dat deze dadingen en vergoedingen niet de indruk mogen wekken dat het hier om *shareholdersmanagement* gaat in plaats van *stakeholdersmanagement*.

Om de als compensaties gestorte bedragen te kaderen en te verduidelijken, heeft de CREG in haar nieuwe tariefmethodologie voor dergelijke uitgaven specifieke maatregelen opgenomen.

IV.3.2.2 Controle van het rendementspercentage

70. De gemiddelde risicovrije rente van de OLO's op 10 jaar voor het jaar 2014 is berekend op basis van de daggegevens die door de Nationale Bank van België worden gepubliceerd. Overeenkomstig artikel 16, § 1 van de Voorlopige Tarifaire Methoden bekomen zowel de CREG als Elia een gemiddelde rente van 1,7248%.

71. In haar a posteriori berekening heeft Elia een gemiddeld rendementspercentage van 0,8998% in acht genomen dat op de totale waarde van de RAB dient te worden toegepast.

72. De CREG stelt vast dat de berekening van het gemiddelde rendementspercentage correct werd uitgevoerd.

IV.3.2.3 Berekening van de billijke winstmarge

73. In haar tariefverslag van 2014 heeft Elia rekening gehouden met een billijke winstmarge van 35.109.367,03 EUR.

74. Het verschil met de billijke winstmarge, geraamd in het kader van het tariefdossier 2012-2015, bedraagt 27.365.611,97 EUR ten nadele van Elia. Dit saldo is voornamelijk het gevolg van de nog steeds erg lage waarde van de OLO-rente op 10 jaar in 2014. In het exploitatiejaar 2013 bedroeg datzelfde verschil eveneens ruim 17 miljoen euro.

IV.3.3 Tweede component: het gedeelte van de meerwaarde uit de iRAB bij buitendienststellingen

75. In overeenstemming met de Voorlopige Tarifaire Methoden rapporteert Elia een brutobedrag van 26.929.098,23 EUR voor de vermindering van de iRAB-meerwaarde die samenhangt met de in 2014 buitendienstgestelde activa.

76. In overeenstemming met het verslag¹⁰ van het College van Commissarissen-revisoren van Elia dat is opgenomen in het tariefverslag van 2014, gaat de CREG akkoord met het gerapporteerde bedrag van 22.270.364,24 EUR als element van het nettoresultaat van het boekjaar 2014.

IV.3.4 Derde component: het saldo van de beheersbare elementen van groep 2 van het inkomen (stimulans, factor Y1)

IV.3.4.1 Algemeen

77. Na aftrek van de factor voor productiviteits- en efficiëntieverbetering voor 2014 (5.000.000,00 EUR) heeft Elia in haar oorspronkelijke tariefverslag voor het jaar 2014 een positief saldo gerapporteerd van 7.042.857,07 EUR voor de elementen van groep 2,. Dit saldo wordt weergegeven in tabel 1 supra.

78. De CREG is overgegaan tot een grondig onderzoek van de elementen van dit saldo, onder meer wat betreft de kruissubsidies tussen de beheersbare en niet-beheersbare elementen van het totaalinkomen.

Naast de vaststellingen over de opsplitsing tussen gereguleerde en niet-gereguleerde activiteiten zet de CREG hierna haar analyse van twee andere elementen uiteen.

IV.3.4.2 Project Belgian Offshore Grid (BOG)

a) Context

79. Het operationeel (beheersbaar) budget voor het project Belgian Offshore Grid (BOG) dat Elia in het kader van het tariefdossier 2012-2015 had voorgesteld, bedroeg 8.000.000,00 EUR voor de regulatoire periode en 8 VTE per jaar. Er werd geen verduidelijking gegeven over de verdeling van dit budget op 4 jaar. Dit budget werd door de CREG goedgekeurd in het kader van haar beslissing tot goedkeuring van het correctief tariefvoorstel 2012 – 2015¹¹.

In het kader van haar aangepaste tariefvoorstel 2012-2015 van 13 december 2011 vond Elia het niet aangewezen om een investeringsbudget voor het offshore-net te voorzien omwille van de toenmalige juridische onzekerheid over het feit of de licentie van Elia ook betrekking had

¹⁰ Attest van de Commissarissen-revisoren (eventuele bijgevoegde bijlage inbegrepen) betreffende de buiten gebruik gestelde materiële vaste activa, gericht aan de directie van Elia Asset, 28 januari 2015.

¹¹ CREG, Beslissing (B)130516-CDC-658E/26 betreffende 'het correctief tariefvoorstel van NV ELIA SYSTEM OPERATOR van 2 april 2013 voor de regulatoire periode 2012 - 2015', 16 mei 2013.

op de zeegebieden waarin België rechtsmacht kan uitoefenen. In het kader van het correctief tariefvoorstel 2012-2015 van 2 april 2013 werd het totaalbudget voor de investeringen van de regulatoire periode voldoende geacht om alle behoeften te dekken, BOG inbegrepen.

80. In de loop van 2013 had Elia vastgesteld dat de kosten met betrekking tot de BOG aanzienlijk hoger waren dan het budget dat de CREG had goedgekeurd: voor 2013 raamde Elia de uitgaven (OPEX en CAPEX) op 18.633.267 EUR, waaronder 12.750.000 EUR voor CAPEX. Voor het interne werkvolume kwam de raming voor 2013 op 8 VTE.

In de zomer van 2013 hebben de CREG en Elia overlegd om tot een overeenstemming te komen over de verwerking van deze extra kosten. In deze context heeft de CREG, in haar brief van 17 juli 2013, gezien de ramingen van Elia voor 2013 en 2014, bevestigd dat de operationele kosten van 2013 die het budget overschrijden als redelijk zullen worden beschouwd en worden toegewezen aan de elementen van groep 1 van het totaalinkomen (niet-beheersbare kosten).

81. Bij beslissing van 15 november 2013 heeft de Europese Commissie Elia een subsidie toegekend om een deel van de operationele kosten van de BOG te dekken voor maximaal 16,54% van het budget dat de Europese Commissie heeft berekend (11.050.000,00 EUR) hetzij 1.827.670,00 EUR. Gezien het voorwerp en het type uitgaven waarop ze voornamelijk betrekking heeft, is deze subsidie een exploitatiesubsidie.

82. In haar tariefverslag 2013 rapporteerde Elia kosten voor de BOG van 11.973.000,00 EUR, hetzij een bedrag dat veel lager was dan het bedrag dat in de zomer van 2013 was geschat, maar wel veel hoger was dan het budget. De operationele kosten (zonder intern personeel) vertegenwoordigden 5.257.000,00 EUR. Van dit bedrag werd 2.300.000,00 EUR geboekt als beheersbare kosten en 2.957.000,00 EUR als niet-beheersbare kosten.

Aangezien een deel van de exploitatiekosten (aankoop) van de BOG wordt geboekt als niet-beheersbare kosten, werd een gedeelte van de Europese subsidie, in verhouding tot het totaal van de exploitatiekosten, geboekt als niet-beheersbare kosten.

83. Begin 2014¹² werd beslist het project en dus ook de aankoopprocedures en de consultancycontracten stil te leggen. Door de opeenvolging van vertragingen in het kader van het Stevin-project en de onzekerheden over de beoogde oplossing en de perimeter van de BOG was Elia verplicht om het project uit te stellen tot er met de concessiehouders, de

¹² In het kader van de Europese subsidie voor de BOG (zie infra) heeft Elia de datum voor het einde van het project vastgelegd op 28 februari 2014.

administratie en de CREG een (nieuwe) oplossing zou worden overeengekomen voor de aansluiting van de offshore windparken. Op basis van de informatie die beschikbaar was toen deze beslissing werd opgesteld, is de CREG van mening dat Elia in 2015 geen enkele kost voor de BOG zal dragen, buiten verminderde interne prestaties om de discussies over de nieuwe oplossing tot een goed einde te brengen.

84. In haar tariefverslag 2014 rapporteert Elia de volgende kosten voor de BOG: 389.000,00 EUR voor interne prestaties, 2.022.000,00 EUR voor operationele kosten en 1.244.000,00 EUR voor investeringskosten.

Elia geeft eveneens aan dat er 2.650.000,00 EUR werd gebudgetteerd voor 2014 en stelt voor om de globale beheersbare enveloppe te verminderen met het verschil dat niet werd gebruikt door het project, hetzij 628.000,00 EUR¹³.

85. Tabel 4 geeft een overzicht van het geheel van de kosten (OPEX en CAPEX) en opbrengsten van de BOG.

Tabel 4: Kosten van de BOG 2012-2015

	<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>TOTAL</u>
<u>OPEX</u>					
Interne prestaties	315,0	1.129,0	389,0	0,0	1.833,0
aankopen	412,0	5.257,0	2.022,0	0,0	7.691,0
<i>Groep 2</i>	412,0	2.300,0	2.022,0	0,0	4.734,0
<i>Groep 1</i>	0,0	2.957,0	0,0	0,0	2.957,0
<u>Subsidies (OPEX) (16,5 %)</u>					
Groep 2	120,0	607,1	150,4		877,5
<i>interne prestaties</i>	52,0	186,3	64,2	0,0	302,4
<i>aankopen</i>	68,0	420,8	86,2	0,0	575,1
Groep 1	0,0	481,5	-86,4		395,1
<u>CAPEX</u>	0,0	6.716,0	1.244,0	0,0	7.960,0

b) *Analyse*

86. Bij de studie van de transacties en rapporteringen met betrekking tot de BOG heeft de CREG voor de regulatoire periode 2012-2015 de volgende vaststellingen gedaan.

¹³ 2.650.000,00 EUR – 2.022.000,00 EUR= 628.000,00 EUR

87. Vaststelling nr. 1: Elia heeft 'bijkomende' operationele kosten geboekt bij de elementen van groep 1 terwijl het totaalbudget niet werd bereikt.

In haar brief van 10 juli 2013 vroeg Elia aan de CREG om de operationele kosten (behalve intern personeel) in de categorie van de niet-beheersbare kosten te kunnen boeken die hoger waren dan het totale budget voor de tariefperiode (8.000.000,00 EUR).

Het BOG-project is begin 2014 echter moeten worden stilgelegd, daardoor zijn de schattingen van de kosten van Elia en bijgevolg ook de goedkeuring van de comfortaanvraag van Elia achterhaald.

Zoals wordt weergegeven in tabel 4 hierboven blijft het totaal van de operationele kosten ("aankopen") in de periode 2012-2015 lager dan het budget (-309.000,00 EUR) en bedraagt het gedeelte van de in groep 2 geboekte kosten slechts 4.734.000,00 EUR.

De CREG twijfelt niet aan het feit dat Elia bij de raming van de kosten in de zomer van 2013 niet kon voorzien dat het project enkele maanden later zou worden stilgelegd. De CREG is wel van mening dat het niet redelijk is om de toekomstige tarieven kosten te laten dragen die uiteindelijk door een budget van groep 2 van het totaalinkomen worden gedekt.

De CREG verzoekt Elia dan ook om de kosten van groep 1 van het bedrag dat in 2013 wordt toegewezen, namelijk 2.957.000,00 EUR te verminderen en over te dragen naar de elementen van groep 2. Van dit bedrag moet het gedeelte van de Europese subsidie dat geboekt werd bij de niet-beheersbare elementen nog worden afgetrokken.

Tot slot moet er eveneens rekening worden gehouden met de gedeeltelijke vermindering van de enveloppe beheersbare kosten die Elia in 2014 heeft geboekt (-628.000,00 EUR).

88. Vaststelling nr. 2: De interne prestaties die werden gerealiseerd in het kader van de BOG zijn veel lager dan werd gebudgetteerd.

Het tariefdossier voorziet voor het BOG-project een budget van 8 VTE per jaar, hetzij 32 VTE voor de hele regulatoire periode. Zoals in onderstaande tabel 5 wordt getoond, zal slechts de helft van het budget effectief worden gebruikt:

	2012	2013	2014	2015	TOTAL
[vertrouwelijk]	[vertrouwelijk]	[vertrouwelijk]	[vertrouwelijk]		[vertrouwelijk]
[vertrouwelijk]	[vertrouwelijk]	[vertrouwelijk]	[vertrouwelijk]		
[vertrouwelijk]	[vertrouwelijk]	[vertrouwelijk]	[vertrouwelijk]		
# FTE BOG	2,8	10,2	3,5	1	17,5

c) *Conclusies*

89. Onder voorbehoud van de effectieve afwezigheid van aankoopkosten in het boekjaar 2015 in de huidige regulatoire periode dient het bedrag van (2.957.000,00 EUR – 395.100,00 EUR – 628.000,00 EUR =) 1.933.900,00 EUR verminderd te worden met de elementen van groep 1 en de elementen van groep 2 dienen verhoogd te worden met hetzelfde bedrag.

De CREG is bereid om de realisatie van deze operatie in het boekjaar 2015 mogelijk te maken, ook onder voorbehoud van de effectieve afwezigheid van aankoopkosten in dit boekjaar. De CREG gaat ervan uit dat Elia op dat ogenblik ook de reeds geactiveerde kosten bestemt.

90. Tijdens de hoorzitting van 28 mei 2015 heeft Elia bevestigd dat ze het eens is met een groot aantal elementen die de CREG heeft aangebracht. Aangezien de transmissienetbeheerder eveneens andere studies heeft uitgevoerd die niet vallen onder de operationele kosten, heeft hij de CREG voorgesteld om spoedig terug samen te praten over de manier waarop deze verschillende elementen worden behandeld met het oog op de saldi 2015 en het afsluiten van de parameter Y1.

IV.3.4.3 Voorzieningen en saneringen van terreinen

91. Sinds het begin van de regulering heeft de CREG dotaties van Elia aan de provisies voor de sanering van terreinen verworpen omdat de vroegere eigenaars niet meegewerkt hadden bij de aanpassing van de waarde van de vervuilde terreinen bij de inbreng ervan in de rekeningen van Elia.

92. Voor de tarifaire periode 2008-2011 werd er (nog) geen onderscheid gemaakt tussen groep 1 en groep 2. Alle elementen van het totaalinkomen en dus ook de voorzieningen werden dan ten laste gelegd van de tarieven.

93. Vanaf 2008 heeft Elia dotaties van voorzieningen voor de saneringskosten in groep 2 geboekt, wat gevolgen had voor de saldi Y1: de facto heeft Elia de dotaties niet verrekend ten laste van de nettarieven maar wel ten laste van haar eigen resultaat (gebruik van het voordelig saldo op de beheersbare kosten).

94. Criterium 3.c) van bijlage 1 van de Voorlopige Tarifaire Methodes bepaalt dat de provisies voor sanering van terreinen, die bij de oprichting van Elia in natura werden ingebracht, in principe als onredelijk zullen beschouwd worden. In zijn arrest van 14 september 2007 heeft het hof van beroep van Brussel het standpunt van de CREG als volgt genuanceerd: "aangezien de saneringskosten effectief gemaakt werden, kan het feit dat Elia provisies

aanlegt om ze te dekken, niet als onredelijk worden beschouwd" (vrije vertaling). Het hof verduidelijkt dat Elia derden kan vragen om de saneringskosten die ze heeft gemaakt, terug te betalen. Elia heeft effectief vorderingen aangespannen tegen [vertrouwelijk]. Het arrest bepaalt tot slot dat de opname van de voorziening, als beroepen zouden worden ingewilligd, in mindering van de tarieven zal worden gebracht.

95. Sinds 2008 waren er regelmatig dotaties van nieuwe bedragen naar de provisies voor saneringen van terreinen en werden er ook bedragen opgenomen. Al deze bedragen werden geboekt in groep 2 van het totaalinkomen. Tabel 6 hieronder geeft de historiek van de staat van deze voorzieningen weer.

	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Provisies Sanering (OVAM + IBGE)	10.600.000	10.100.000	9.902.840	9.489.680	9.375.930	10.311.584
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	13.881.655	17.196.955	16.883.114	18.931.964	16.065.920	16.977.424

96. Met het oog op het tariefvoorstel 2016-2019 verzoekt de CREG Elia dan ook om een overzicht over te maken van de stand van zaken van deze beroepen omdat Elia, zoals bepaald in criterium 3.c) van bijlage 1 van de voorlopige tarifaire methoden moet aantonen dat ze permanent inspanningen doet en alle wettelijke middelen waarover ze beschikt uitput om deze saneringskosten te recupereren.

97. Omdat de opmerkingen van de CREG geen rechtstreekse impact hebben op de saldi van het boekjaar 2014 heeft Elia, tijdens de hoorzitting van 28 mei 2015 over dit onderwerp geen bijzondere opmerkingen geformuleerd.

IV.3.5 Vierde component: de stimulans op de investeringen (factor Y2)

98. Bijlage 2 van de Voorlopige Tarifaire Methoden (punt 1.4) voorziet in een stimulans betreffende de realisatie van de nodige vervangingsinvesteringen en van de investeringen ter garantie van de betrouwbaarheid van het net.

99. Het bedrag van de investeringen die in aanmerking komen voor het Y2-mechanisme bedraagt 78.670.708,48 EUR, dit is meer dan het jaarbudget (78.330.829,40 EUR). De bruto-stimulans Y2 bereikt dus het maximumbedrag, hetzij 7.833.082,94 EUR. Na toepassing van de gemiddelde belastingvoet bedraagt het nettobedrag ten gunste van Elia 6.477.959,59 EUR.

100. Na een grondige controle keurt de CREG dit bedrag van de Y2-stimulans goed dat rechtstreeks aan de winst van Elia wordt toegevoegd.

IV.3.6 Vijfde component: het gedeelde resultaat dat afkomstig is van andere activiteiten

101. In overeenstemming met de Transfer Pricing Policy van de CREG heeft Elia in haar resultaat 2014 de bedragen opgenomen die overeenstemmen met 40% van het resultaat dat werd gerealiseerd op een aantal projecten in opdracht van derden en op een aantal participaties.

102. Zoals gevraagd in de beslissing over de saldi 2013 heeft Elia de activiteiten van het type TP2 in 2014 stopgezet. Voortaan worden er in deze rubriek dus geen kosten/opbrengsten meer opgenomen. Het voorziene beheersbare budget voor deze activiteiten in 2014 (950.029,50 EUR) werd van de beheersbare enveloppe afgetrokken. Deze verrichting wordt opgenomen in de studie van de saldi van de elementen van groep 1 in hoofdstuk IV.4.4. infra.

Het resultaat van de TP3-activiteiten is 780.510,00 EUR. De resultaat is uitsluitend afkomstig van de dividenden van de participaties van Elia in APX.

IV.3.7 Zesde component: de door de CREG verworpen en door Elia ten laste genomen bedragen

103. In 2014 nam Elia bedragen van de resultaatrekening ten laste die de CREG in het kader van de goedkeuring van het tariefvoorstel 2012-2015 en het correctief tariefvoorstel 2012-2015 had verworpen. Behalve wat de vaststellingen betreft over de opsplitsing tussen gereguleerde en niet-gereguleerde activiteiten had de CREG vastgesteld dat de gerapporteerde bedragen in overeenstemming waren met de vroegere beslissingen van de CREG.

IV.3.8 Zevende component: de door Elia aangebrachte correctie in aansluiting op de beslissing van de CREG over de saldi 2013

104. In haar beslissing van 24 juli 2014 betreffende de saldi die in het tariefverslag Elia 2013 werden opgenomen, had de CREG het nettobedrag van 1.273.523,76 EUR verworpen.

Uit de controle van de CREG blijkt dat Elia dit bedrag correct heeft opgenomen in haar tariefverslag van 2014.

IV.3.9 Achtste component: resultaat van de niet-gereguleerde activiteiten (TP4)

105. Bij de controle van de activiteiten die vallen onder TP4, m.a.w. de prestaties voor elementen die niet in de RAB zijn opgenomen en de ontvangen dividenden voor participaties die geen deel uitmaken van de RAB, heeft de CREG geen eventuele kruissubsidies tussen deze niet-gereguleerde activiteiten en de gereguleerde activiteiten vastgesteld.

106. Tijdens deze derde etappe heeft de CREG geen vaststellingen gedaan die een invloed hebben op de saldi van de gereguleerde activiteiten in België in 2014.

IV.4 Etappe 4: (niet-beheersbare) elementen van groep 1 van het totale inkomen

IV.4.1 Algemeen

107. Voor het saldo van de elementen van groep 1 van het totale inkomen, die aan het totale inkomen van een regulatoire periode in de toekomst zullen worden toegewezen, zoals bepaald in artikel 39, 3^e lid, van de Voorlopige Tarifaire Methodes, heeft Elia voor 2014 een totaal excedent van 68.809.313,56 EUR (tarifaire schuld) voorgelegd.

108. Zoals voorgesteld in tabel 7 kan dit saldo op zijn beurt in twee componenten worden onderverdeeld: de kosten van groep 1 *stricto sensu* en de opbrengsten van groep 1 *stricto sensu*.

Tabel 7: Het saldo verbonden aan de kosten en opbrengsten van groep 1 *stricto sensu*

Elementen van Groep 1	TOTAAL WERKELIJKHEID GEREGULEERD 2014	TOTAAL BUDGET GEREGULEERD 2014	TOTAAL VERSCHIL GEREGULEERD 2014
Totaal kosten Groep 1 (senso stricto)	454.861.813,46	481.648.676,23	-26.786.862,77
Totaal opbrengsten Groep 1 (senso stricto)	-75.678.678,78	-29.793.000,00	-45.885.678,78
Andere elementen van Groep 1	57.846.252,17	86.588.968,00	-28.742.715,83
Totaal Groep 1	437.029.386,85	538.444.644,23	-101.415.257,38
Saldo tarifaire verkopen			32.605.943,82
Totaal saldo Groep 1			-68.809.313,56

IV.4.2 De kosten van groep 1 *stricto sensu*

IV.4.2.1 Algemeen overzicht

109. Wat de kosten van groep 1 betreft, wordt het detail van deze post in onderstaande tabel 8 voorgesteld. De CREG stelt voor deze globale post een budgetexcedent van 26.786.862,77 EUR vast. Dit excedent is voornamelijk het gevolg van de kosten voor de reservering van ondersteunende diensten en financiële lasten die lager zijn dan werd gebudgetteerd.

Tabel 8: Detail van de post: "totaal lasten van groep 1"

Elementen van Groep 1	TOTAAL WERKELIJKHEID GEREGULEERD 2014	TOTAAL BUDGET GEREGULEERD 2014	TOTAAL VERSCHIL GEREGULEERD 2014
Voorraadwijzigingen gericht op activering	1.311.007,01	0,00	1.311.007,01
Aankopen van diensten en diverse goederen			0,00
Aankopen van ondersteunende diensten voor injecties	56.883.134,07	57.662.576,52	-779.442,45
Aankopen van ondersteunende diensten voor afnames	109.953.536,36	122.365.735,60	-12.412.199,24
Compensatieverschil in natura van de verliezen door de ARPs	-2.164.374,11	0,01	-2.164.374,12
	164.672.296,32	180.028.312,12	-15.356.015,80
Kosten communicatiecampagne ON/OFF	150.000,00	0,00	150.000,00
Heffingen voor het gebruik van de netten van derden	26.199.048,59	23.664.366,00	2.534.682,59
Vergoedingen pensioenen en niet-actieven	7.987.752,40	9.207.000,00	-1.219.247,60
Onroerende voorheffing, taksen	15.171.291,97	13.786.000,32	1.385.291,65
Afschrijvingen	99.522.727,63	100.394.910,31	-872.182,68
Minderwaarden (buitendienststellingen)	10.924.418,88	5.183.000,00	5.741.418,88
Niet-beheersbare provisies en waardeverminderingen/minderwaarden op vlottende activa	1.122.785,84	-110.000,00	1.232.785,84
Netto financiële lasten	114.281.791,83	133.441.811,00	-19.160.019,17
Bedrijfsvoorheffing	13.518.692,99	16.053.276,48	-2.534.583,49
Totaal kosten Groep 1 (senso stricto)	454.861.813,46	481.648.676,23	-26.786.862,77

IV.4.2.2 Kosten voor de reservering van ondersteunende diensten

110. De evolutie van langetermijncontracten naar kortetermijncontracten en de minder hoge kosten voor de aankoop van energie om netverliezen te compenseren liggen aan de oorsprong van het verwachte verschil tussen het budget (lange termijn) en de werkelijkheid 2014 (korte termijn).

IV.4.2.3 Kosten voor het gebruik van de netten van derden – [vertrouwelijk]

111. Op 4 december 2013 heeft [vertrouwelijk] aan Elia de afrekening van de kosten voor het boekjaar 2011 voor de exploitatie en vergoeding van het kapitaal van zijn 70kV-net voor een bedrag van 6.308.871,21 EUR overgemaakt. Deze afrekening bevat een meerkost in

vergelijking met het budget (5.783.355,45 EUR) die [vertrouwelijk] heeft overgemaakt in zijn mail van 21 oktober 2011 en door de CREG werd goedgekeurd. De meerkost bedraagt 525.515,76 EUR.

112. Op 13 maart 2015 heeft Elia de volgende redenen gegeven voor de bovenvermelde meerkost:

- a) +86.433,19 EUR voor de definitieve berekening van de billijke marge volgens de regels die op Elia van toepassing zijn;
- b) + 24.258,26 EUR voor de werkelijke afschrijvingskosten;
- c) + 87.799,89 EUR voor de structurele operationele kosten en het beheer, toezicht en onderhoud van het net;
- d) + 327.024,96 EUR voor bijkomende personeelskosten (+ 3,13 VTE).

113. Na een grondige analyse heeft de CREG geen onregelmatigheid vastgesteld bij de berekening van de billijke marge. Het verschil in vergelijking met het budget kan voornamelijk worden verklaard door het gebruik van de minimale waarde van de bètafactor (die in 2011 op Elia van toepassing was) van 0,3 i.p.v. de bèta van 0,1475 die in het budget werd gehanteerd. Het verschil kan ook verklaard worden doordat het investeringsbudget met 898.453,94 EUR (+22%) werd overschreden.

De CREG is bovendien van mening dat de lichte stijging van de afschrijvingen redelijkerwijze kan worden verklaard door de stijging van de investeringen in vergelijking met het budget.

114. In het kader van de tariefbeslissing van de CREG over de saldi voor het boekjaar 2013 had de CREG de criteria goedgekeurd die Elia had toegepast voor de aanvaarding van de facturen m.b.t. het gebruik van netten van derden voor de periode 2012-2015, in het bijzonder het criterium over het respecteren van het operationeel budget dat in december 2011 werd goedgekeurd. Logischerwijze wil de CREG ditzelfde criterium toepassen voor deze analyse.

De CREG herinnert eraan dat er voor het 70kV-net van [vertrouwelijk], in tegenstelling tot Elia, geen factor voor productiviteits- en efficiëntieverbetering (factor X) op de operationele kosten dient te worden toegepast. Voor de regulatoire periode 2012-2015 werd enkel een jaarlijkse indexering van de operationele kosten van 3% als redelijk beschouwd.

115. Tot besluit is de CREG van mening dat enkel de meerkosten voor de afschrijvingen (+24.258,26 EUR) en de billijke marge (+86.433,19 EUR) redelijk zijn. De operationele

meerkosten die [vertrouwelijk] heeft overgemaakt voor het boekjaar 2011 zijn daarentegen in strijd met het 3^e criterium van bijlage 1 van de Voorlopige Tarifaire Methoden.

De vergoeding voor het gebruik door Elia van het 70kV-net van [vertrouwelijk] voor het boekjaar 2011 die de CREG als redelijk beschouwt en door de nettarieven van Elia zal kunnen worden gedekt bedraagt 5.894.046,36 EUR.

In het tariefverslag voor het boekjaar 2011 had Elia een bedrag van 6.860.000,00 EUR gerapporteerd voor het gebruik van de netten met een transmissiefunctie van [vertrouwelijk]. De CREG verzocht Elia dan ook om het bedrag van 414.824,85 EUR te boeken, dit komt overeen met het hierboven vermelde verschil uit het aangepast tariefverslag over het boekjaar 2014.

116. Terwijl Elia in de hoorzitting van 28 mei 2015 had aangekondigd dat ze [vertrouwelijk] zou inlichten over de ontwerpbeslissing van de CREG, is er na contacten tussen de teams van Elia en de CREG gebleken dat de te ontvangen creditnota voor hetzelfde bedrag in 2013 al was geboekt in de regularisatierekeningen van het actief van Elia in 2013.

Daarom heeft de CREG geen reden meer om de saldi in kwestie in 2014 te verhogen.

IV.4.2.4 Financiële nettolasten

117. Het verschil van 19.160.019,17 EUR tussen het budget en de realiteit 2014 valt enerzijds te verklaren door de betere voorwaarden die Elia heeft verkregen voor haar nieuwe emissies in 2013 en 2014 en anderzijds de activering van financiële lasten voor aan Elia opgelegde toeslagen en openbare dienstverplichtingen.

118. Eind 2014 bedroeg het geactiveerde bedrag van de financiële lasten voor toeslagen en ODV's 3.028.155,59 EUR.

119. Een ander element dat de daling van de financiële lasten verklaart, is het feit dat de nieuwe Eurobond die op lange termijn in 2014 wordt uitgegeven aan een rente van 3% (in het budget waren rentes van ongeveer 4,5% voorzien) pas vanaf april 2014 werd geboekt. Dit heeft een impact op het saldo van groep 1 van ongeveer 14 MEUR.

IV.4.3 Opbrengsten van groep 1 *stricto sensu*

IV.4.3.1 Algemeen overzicht

120. Wat de opbrengsten van groep 1 betreft, wordt het detail van deze post in onderstaande tabel 9 voorgesteld.

De CREG stelt voor deze post een budgettair excedent van 45.885.678,78 EUR vast.

Tabel 9: Details van de post: "totaal producten van groep 1"

Elementen van Groep 1	TOTAAL WERKELIJKHEID GEREGULEERD 2014	TOTAAL BUDGET GEREGULEERD 2014	TOTAAL VERSCHIL GEREGULEERD 2014
Diverse verkopen en niet-beheersbare recuperaties			
Geactiveerde productie (voorraadwijzigingen gericht op activering)	-1.311.007,01	0,00	-1.311.007,01
Geactiveerde productie (aankopen en personeel)	-15.680.961,91	-14.836.000,00	-844.961,91
Activaties i.v.m. toeslagen	-119.956,80	0,00	-119.956,80
Verkoop van noodenergie en compensatie-energie	-2.641.933,27	-3.800.000,00	1.158.066,73
Andere niet-beheersbare exploitatieproducten	-79.921,31	-1.000.000,00	920.078,69
	-19.833.780,30	-19.636.000,00	-197.780,30
Internationale verkopen			
ITC mechanisme (ENTSO-e)	-1.338.381,36	-2.000.000,00	661.618,64
Explicit Auctioning - North border (Year+Month)	-19.432.604,83	-3.029.167,41	-16.403.437,42
Explicit Auctioning - South border (Year+Month)	-16.514.126,33	-1.608.593,66	-14.905.532,67
Implicit Auctioning - North border (Day)	-6.376.336,68	-2.938.229,47	-3.438.107,21
Implicit Auctioning - South border (Day)	-12.183.449,28	-581.009,46	-11.602.439,82
	-55.844.898,48	-10.157.000,00	-45.687.898,48

IV.4.3.2 Internationale verkoop

121. Bij haar controle heeft de CREG een vrij lichte daling vastgesteld van de ontvangsten uit de congestierentes uit de expliciete en impliciete veilingmechanismen van transportcapaciteit op de Belgische grenzen in vergelijking met 2013. In 2013 bedroeg de opbrengst van de internationale verkopen al 67.797.535,72 EUR in vergelijking tot een budget van 28.655.000,04 EUR. Dit verschil was het gevolg van verschillende factoren, namelijk:

- 1) de onbeschikbaarheid van de kernreactoren Doel 3 en Tihange 2 (vooral effect op de grens met Frankrijk);
- 2) de sterke stijging van de elektriciteitsproductie uit steenkool en de terugval van deze uit gas (vooral effect op de grens met Nederland);
- 3) de vertraging van de invoering van het *flow-based* mechanisme in de CWE-zone.

122. In 2014 bracht de internationale verkoop 55.844.898,48 EUR op, dit is een daling van meer dan 10 miljoen euro in vergelijking met 2013. Er was echter maar 10.157.000,00 EUR gebudgetteerd. In het kader van het correctief tariefvoorstel 2012-2015 beschikte Elia immers niet meer over voldoende overtuigende elementen om de bovenvermelde voorwaarden in 2014 (en 2015) verder te zetten. In 2014 golden de bovenvermelde factoren nog steeds en werd de reactor van Doel 4 met een capaciteit van 1.039 MW ook nog eens stilgelegd van 5 augustus 2014 tot 21 december 2014 als gevolg van sabotage.

De daling van inkomsten tussen 2013 en 2014 kan worden verklaard doordat de marktspelers de capaciteiten aan de grenzen beter benutten. De CREG stelt een overdracht vast van de opbrengsten van expliciete veilingen (*day-ahead*) naar impliciete veilingen (*year + month ahead*) in het bijzonder aan de noordgrens waar de opbrengsten van expliciete veilingen praktisch door een factor 3 werden gedeeld.

123. Net zoals in 2013 blijkt uit het tariefverslag duidelijk dat het saldo op de internationale verkopen de belangrijkste verklaring voor het exploitatieoverschot van Elia in 2014 vormt.

IV.4.3.3 Diverse opbrengsten: EMS-project

124. De beheerders van transmissienetten voor elektriciteit hebben informaticatools nodig om toezicht te houden op de performantie van de productie en het elektriciteitsnetwerk en deze te controleren en te optimaliseren terwijl de veilige werking van het net wordt gewaarborgd. In 2007 had Elia al beslist om haar tools voor het beheer en het toezicht van de elektriciteitsstromen op termijn te vervangen door een nieuwe tool, Energy Management System (EMS) genaamd. Het contract voor de levering van het nieuwe EMS werd in november 2008 afgesloten met de leverancier [vertrouwelijk]¹⁴ voor een bedrag van 4.790.498,00 EUR. Volgens het contract moest het product in september 2011 geleverd worden.

125. Reeds in 2010 en daarna in het kader van beslissing (B)130704-CDC-658E/27 over de saldi 2012¹⁵ en in 2014 hebben de CREG en Elia belangrijke vertragingen bij de uitvoering van het contract vastgesteld. Tabel 10 hieronder toont de plannings van de verschillende fasen van het project die sinds 2010 zijn opgemaakt.

¹⁴ [vertrouwelijk]

¹⁵ Beslissing (B)130704-CDC-658E/27 betreffende het "tariefverslag met inbegrip van de saldi, ingediend door de NV ELIA SYSTEM OPERATOR betreffende het exploitatiejaar 2012 en zoals aangepast door het aangepast tariefverslag", 4 juli 2013.

		Pre-FAT	FAT	SAT	PAC
Volgens het contract van nummer 2008	Begin	april 09			
	Einde	februari 09	september 10	september 11	september 11
Volgens het addendum van juni 2011	Begin		januari 12	augustus 12	
	Einde		augustus 12	augustus 13	oktober 13
Volgens het ex post verslag van 2012	Begin	april 09		augustus 13	
	Einde	februari 10	juni 13	augustus 14	oktober 14
Volgens het ex post verslag van 2014	Begin	april 09		februari 15	
	Einde	februari 10	juni 14	mei 15	september 15

126. Het contract met [vertrouwelijk] voorziet twee boetes in geval van vertraging. De eerste werd in 2012 geëist nadat [vertrouwelijk] een vertraging van 25 maanden had aangekondigd (zie bovenvermelde beslissing (B)130704-CDC-658E/27). De tweede boete was vastgesteld op 1 % van de contractwaarde voor elke week vertraging van het PAC ten opzichte van de datum van 11 oktober 2013, met een maximum van 10 % van de contractwaarde, hetzij 479.000,00 EUR.

127. In beslissing 658E/27 had de CREG (cf. vaststelling nr. 5 p.40) vastgesteld dat de tweede vertragingsboete die in het contract met [vertrouwelijk] voorzien was in 2014 waarschijnlijk zou moeten worden toegepast. 20 december 2013 komt immers overeen met het einde van de 10 weken na 11 oktober 2013. Als men een termijn voor de vaststelling en facturering van de boete aanvaardt, dan zou die wel degelijk in 2014 verschuldigd en geboekt moeten zijn. De CREG heeft er altijd over willen waken dat de netgebruiker, die al zo lang op het gebruik van betere beheerssystemen heeft moeten wachten, via de contractueel voorziene penaltiteiten toch een zekere ristorno zou ontvangen (in de vorm van een uitzonderlijke, niet beheersbare opbrengst).

128. In haar tarifair verslag over de saldi van 2014 heeft Elia geen opbrengsten in de categorie "Andere niet-beheersbare verkopen en recuperaties" van tabel T.4.2.10 gerapporteerd. De CREG gaat er dus van uit dat de tweede boete niet werd geboekt.

In het tarifair verslag over de saldi 2014 heeft de CREG geen melding gevonden over de rubriek "Diverse opbrengsten in vermindering van de niet-beheersbare kosten" van groep 1. Zoals Elia aangaf in het tarifair dossier 2012-2015 "wordt in deze rubriek de vaststelling uit de periode 2008-2011 omgezet dat verschillende bedragen van recuperaties en/of verschillende verkopen met betrekking tot niet-beheersbare elementen kunnen gebeuren. Zo werden herfactureringen van taksen en heffingen aan deze rubriek toegewezen: hetzelfde geldt voor eventuele boetes die werden gerecupereerd bij leveranciers van goederen en/of diensten bestemd voor investeringen" (vrije vertaling, gedeelte onderlijnd door de CREG).

129. Op basis (i) van het tweede voornaamste criterium van bijlage 1 van de tarifaire methodes, (ii) de antecedenten met betrekking tot het EMS-project en (iii) de hiervoor vermelde vaststellingen zou de rubriek "Diverse opbrengsten in vermindering van de niet-beheersbare kosten" van groep 1 moeten worden verhoogd met het bedrag van de tweede boete, hetzij 479.000,00 EUR.

De CREG verwacht dat Elia deze boete in de loop van 2015 zal toepassen.

130. Omdat de opmerkingen van de CREG geen rechtstreekse impact hebben op de saldi van het boekjaar 2014 heeft Elia, tijdens de hoorzitting van 28 mei 2015, geen bijzondere opmerkingen geformuleerd over dit onderwerp.

IV.4.4 Het saldo verbonden aan de andere elementen van de winst

131. Met toepassing van bijlage 2 van de Voorlopige Tarifaire Methoden moeten de saldi van een aantal elementen van het inkomen eveneens beschouwd worden als kosten die deel uitmaken van groep 1 (niet-beheersbare kosten).

Deze worden opgenomen in de hiernavolgende tabel 11 die de nog ontbrekende elementen bevat uit de tabel 9 *supra*.

Tabel 11: De andere elementen van de gerapporteerde winst (in EUR)

	TOTAAL WERKELIJKHEID GEREGULEERD 2014	TOTAAL BUDGET GEREGULEERD 2014	TOTAAL VERSCHIL GEREGULEERD 2014
Andere elementen van Groep 1 en tarifaire verkopen			
Stimulans op Y2 investeringen	6.477.959,59	4.956.002,00	1.521.957,59
Compensatie indexering & Verminderings beheersbare envelop	-6.011.438,69	0,00	-6.011.438,69
Meerwaarden desinvesteringen	22.270.364,24	19.157.987,00	3.112.377,24
Billijke winstmarge	35.109.367,03	62.474.979,00	-27.365.611,97
	57.846.252,17	86.588.968,00	-28.742.715,83
Tarifaire verkopen	-823.952.662,54	-856.558.606,36	32.605.943,82
			3.863.227,99

Het element "Compensatie van de indexering & verminderingen beheersbare enveloppe" bevat drie afzonderlijke elementen:

- een bedrag van 4.519.638,69 EUR afkomstig van de compensatie van de indexering naar aanleiding van de zeer lage inflatiegraad die in 2014 werd vastgesteld;
- de vermindering van de beheersbare enveloppe als gevolg van de stopzetting van de TP2-activiteiten voor een bedrag van 950.029,50 EUR zoals vermeld in IV.3.5 *supra*;

- de vermindering van de beheersbare enveloppe als gevolg van de stopzetting van het BOG-project voor een bedrag van 628.000,00 EUR zoals vermeld in IV.3.3.2 *supra*.

De meeste andere elementen werden hiervoor al behandeld in onderhavige beslissing, meer bepaald in etappe 3.

IV.4.5 De vaststellingen van de CREG in de vierde etappe betreffende de eventuele wijzigingen van de gerapporteerde saldi

132. Naar aanleiding van deze vierde etappe van het controleprogramma vraagt de CREG Elia om in de loop van 2015 de rubriek "Diverse opbrengsten in vermindering van de niet-beheersbare kosten" van groep 1 te verhogen met het bedrag van de tweede boete die voorzien was in het contract met [vertrouwelijk] met betrekking tot het EMS-project, hetzij 479.000,00 EUR.

IV.5 Etappe 5: samenvatting van de vaststellingen van de CREG

133. In onderstaande tabel 12 herneemt de CREG:

- 1) alle aanpassingen die de CREG gevraagd heeft in het kader van de ontwerpbeslissing van 7 mei 2015;
- 2) alle aanpassingen die Elia heeft aangebracht in het aangepast tariefverslag van 10 juni 2015;
- 3) alle aanpassingen die de CREG heeft aangebracht in onderhavige beslissing.

Tabel 12: Overzicht van de vaststellingen van de CREG

N°		Solde 2014 de la Classe 1 à transférer vers les tarifs 2016-2019	Résultat 2014 tarifaire	Résultat non-tarifaire 2014 (y compris) les montants rejetés par la CREG ab initio	Résultat activités non-régulées
	(I) Montants repris par Elia dans son rapport tarifaire 2014	68.809.313,56	64.440.133,65	-946.594,32	51.611.359,00
	Excédent tarifaire	68.809.313,56			
	Marge équitable		35.109.367,03		
	Plus value iRAB		22.270.364,24		
	Incitant Y1 (solde gérables) - Classe 2		582.442,79		
	Incitant Y2		6.477.959,59		
	Résultat TP2 et TP3			780.510,00	
	Coûts initialement rejetés par la CREG			-453.580,56	
	Adaptation décision CREG soldes 2013			-1.273.523,76	
	Résultat non-régulé				51.611.359,00
	(II) Adaptations demandés par la CREG dans son projet de décision et apportées dans la présente décision	0,00	123.507,19	-3.802,55	-119.704,64
	Etape 1	0,00	0,00	0,00	0,00
	Etape 2				
43	[vertrouwelijk]		9.493,96		-9.493,96
43	[vertrouwelijk]		101.130,22		-101.130,22
51 a)	[vertrouwelijk]		9.080,46		-9.080,46
51 b)	[vertrouwelijk]		3.802,55	-3.802,55	
58	Overhead EGI 35%	142.369,04		142.369,04	
61	Overhead EGI 35%	-142.369,04		-142.369,04	
	Etape 3				
89	Belgian Offshore Grid (2015)	PM	PM	-	
	Etape 4				
115	[vertrouwelijk]	414.824,85		-414.824,85	
116	[vertrouwelijk]	-414.824,85		414.824,85	
129	Energy Management System (2015)	PM			
	(III) Adaptations apportées par Elia dan son rapport tarifaire adapté				
	Etape 2				
44	[vertrouwelijk]		9.493,96		-9.493,96
44	[vertrouwelijk]		101.130,22		-101.130,22
51	[vertrouwelijk]		3.802,55	-3.802,55	
	(IV) Montants 2014 selon décision CREG = (I) + (II) - (III)	68.809.313,56	64.563.640,84	-950.396,87	51.491.654,36

Samengevat blijft het saldo van de (niet-beheersbare) elementen van groep 1 dat het karakter van een schuld van Elia ten aanzien van de netgebruikers heeft, onveranderd in vergelijking met de overeenstemmende saldi in het tariefverslag en het aangepast tariefverslag.

Hoewel de saldi met betrekking tot het resultaat 2014, het niet-tarifaire resultaat 2014 en het resultaat van de niet-gereguleerde activiteiten geen directe financiële impact hebben op de Belgische netgebruikers, zijn de herclassificaties door de CREG essentieel voor de toepassing van een correcte splitsing tussen de gereguleerde en niet-gereguleerde activiteiten van Elia.

IV.6 Etappe 6: analyse van de saldi betreffende de toeslagen en de tarieven om de ODV's te dekken

134. Wat de toepassing van de tarieven voor de ODV's en toeslagen betreft, omvat het tariefverslag van Elia een globaal saldo van 63.431.543,36 EUR. Dit bedrag wordt in de balansrekeningen van Elia geboekt als een vordering. De elementen van dit saldo worden weergegeven in onderstaande tabel 9.

Tabel 9: De elementen van het globale saldo gekoppeld aan de toeslagen en de ODV-tarieven
(in EUR)

Tarieven ODV en Toeslagen (+) vordering ; (-) schuld	Saldi 31/12/2013	Bewegingen 2014	Saldi 31/12/2014
Federaal			
<u>Federale Bijdrage</u>			
netto positie	<u>-41.631.295,62</u>	<u>8.065.812,10</u>	<u>-33.565.483,52</u>
<u>Terugkoop van groenestroomcertificaten</u>	<u>25.506.829,43</u>	<u>-32.431.993,59</u>	<u>-7.644.133,26</u>
Aankopen	315.890.775,00	222.113.872,00	538.004.647,00
Verkopen	0,00	-152.275,70	-152.275,70
Administratieve en financiële kosten	1.296.434,82	n.a.	577.465,72
Recuperaties	-291.680.380,39	-254.393.589,89	-546.073.970,28
		0,00	
<u>Aansluiting van de offshore windturbineparken</u>	<u>-6.252.273,98</u>	<u>173.515,69</u>	<u>-6.078.758,29</u>
Te recupereren	30.000.000,00	5.000.000,00	35.000.000,00
Recuperaties	-36.252.273,98	-4.826.484,31	-41.078.758,29
	<u>0,00</u>	<u>9.471.904,63</u>	<u>9.471.904,63</u>
Vlaams Gewest	0,00	2.871.407,93	2.871.407,93
<u>Rationeel energieverbruik</u>	0,00	6.600.496,70	6.600.496,70
Te recupereren	0,00	0,00	0,00
Recuperaties	0,00	0,00	0,00
<u>Terugkoop van groenestroomcertificaten</u>			
Aankopen	<u>548.455,10</u>	<u>-670.456,04</u>	<u>-122.000,94</u>
Verkopen	12.114.670,43	1.303.059,57	13.417.730,00
Administratieve en financiële kosten	-11.566.215,33	-1.973.515,61	-13.539.730,94
Recuperaties			
	<u>5.533.943,34</u>	<u>6.749.027,58</u>	<u>12.208.945,42</u>
Waals Gewest	35.989.099,84	2.463.709,16	38.452.809,00
<u>Gebruik van het openbaar domein</u>			
Te recupereren	281.527,66	n.a.	207.502,16
Recuperaties	-30.736.684,16	4.285.318,42	-26.451.365,74
<u>Terugkoop van groenestroomcertificaten</u>			
Aankopen	<u>1.470.685,46</u>	<u>-615.698,95</u>	<u>854.986,51</u>
Verkopen	9.971.350,00	-142.352,46	9.828.997,54
Administratieve en financiële kosten	-8.500.664,54	-473.346,49	-8.974.011,03
Recuperaties			
	<u>62.789.806,77</u>	<u>26.058.162,22</u>	<u>88.387.192,69</u>
Brussel Hoofdstedelijk Gewest	313.330.730,00	32.493.110,00	345.823.840,00
<u>Wegenisbijdrage</u>	0,00	0,00	0,00
Te recupereren	3.599.206,00	n.a.	3.138.429,70
Recuperaties	-254.140.129,23	-6.434.947,78	-260.575.077,01
<u>Terugkoop van groenestroomcertificaten</u>			
Aankopen	<u>-190.624,33</u>	<u>109.514,49</u>	<u>-81.109,84</u>
Verkopen	1.650.839,10	65.839,00	1.716.678,10
Administratieve en financiële kosten	-1.841.463,43	43.675,49	-1.797.787,94
Recuperaties			
	<u>0,00</u>	<u>0,00</u>	<u>0,00</u>
<u>Totaal saldi van de tarieven ODV en toeslagen</u>	0,00	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00
Administratieve en financiële kosten	0,00	0,00	0,00
Recuperaties	0,00	0,00	0,00
	<u>47.775.526,17</u>	<u>7.437.883,50</u>	<u>63.431.543,40</u>
<u>Totaal saldi OSP tarieven en toeslagen</u>			

De CREG heeft nota genomen van de documenten ter rechtvaardiging van het tariefverslag van Elia, evenals van de coherentie tussen de betrokken grootboekrekeningen.

Gezien het verslag zonder voorbehoud van het college van commissarissen-revisoren van Elia over de jaarrekening 2014, neemt de CREG in het kader van onderhavige beslissing, akte van het globale saldo en van de samenstellende delen ervan.

Het is duidelijk dat, in afwachting van een 'operatie in reserve plaatsen' (*'portage'*), de openbare dienstverplichting voor hernieuwbare energie in het Waalse Gewest aan de oorsprong ligt van dit saldo.

De eventuele gedetailleerde controles die door de CREG worden uitgevoerd over de toepassing van deze toeslagen en de betreffende tarieven worden permanent door de CREG opgevolgd.

///

V. ALGEMEEN VOORBEHOUD

135. De CREG heeft in deze beslissing een uitspraak gedaan over de exploitatiesaldi van Elia op basis van de documenten die haar ter beschikking werden gesteld. Indien bij latere controles zou blijken dat de in deze documenten opgenomen bedragen niet volledig correct zijn en moeten aangepast worden, kan de CREG op basis van het onderzoek van deze nieuwe cijfers de voorliggende beslissing herzien.

De CREG behoudt zich het recht voor om de rechtvaardiging en het reële karakter van alle posten in de loop van de komende jaren aan een grondig onderzoek te onderwerpen.

Een aantal vaststellingen leiden ertoe dat de CREG waar aangeduid voorbehoud maakt wat het gebruik van sommige bedragen als referentiebasis voor het tariefvoorstel 2016-2019 betreft. Voor deze elementen werd dat telkens in onderhavige beslissing vermeld.

////

VI. DISPOSITIEF

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, in het bijzonder artikel 12quater, §§ 1 en 2;

Gelet op de beslissing van de CREG (Z) 111124-CDC-1109/1 tot wijziging van het besluit van 24 november 2011 tot vaststelling van voorlopige methoden voor het berekenen en vastleggen van de tarifaire voorwaarden inzake de aansluiting op en toegang tot het elektriciteitsnetwerk met een transmissiefunctie, zoals gewijzigd op 28 maart 2013;

Gelet op de beslissing van de CREG (B)130516-CDC-658E/26 betreffende "het correctief tariefvoorstel van NV ELIA SYSTEM OPERATOR van 2 april 2013 voor de regulatoire periode 2012 – 2015".

Gelet op het tariefverslag van Elia van 25 februari 2015;

Gelet op de bijkomende inlichtingen die Elia aan de CREG heeft overgemaakt op 7 en 23 april 2015;

Gelet op de e-mailberichten van 8, 10, 13, 20, 22, 27 en 28 april en 4 mei 2015;

Gelet op het proces-verbaal van de hoorzitting van 28 mei 2015 in bijlage;

Gelet op het aangepast tariefverslag van Elia van 10 juni 2015;

Gelet op de e-mailberichten van 1, 2, 3, 17 en 22 juni 2015;

Gelet op het tarifair excedent van 2.381.385,27 EUR voor het exploitatiejaar 2011;

Gelet op het tarifair excedent van 28.536.133,14 EUR voor het exploitatiejaar 2012;

Gelet op het tarifair excedent van 42.812.249,57 EUR voor het exploitatiejaar 2013;

Gelet op het voorbehoud geformuleerd in paragraaf 135 van onderhavige beslissing;

Gelet op de analyse die voorafgaat:

Overwegende dat het door Elia gerapporteerde saldo 2014 van groep 1 dat naar de tarieven 2016-2019 moet worden overgedragen correct is (zie nr. 133 infra);

Overwegende dat het tarifaire resultaat, het niet-tarifaire resultaat 2014 en het resultaat van de niet-gereguleerde activiteiten geen directe impact hebben op de Belgische netgebruiker (zie nr. 133 infra);

Overwegende dat de CREG zich houdt aan haar transparantie- en motiveringsplicht (zie inleiding)

Beslist de CREG om:

- 1) het gedeelte van het aangepast tariefverslag van Elia van 10 juni 2015 over het saldo van groep 1 dat moet overgedragen worden naar de tarieven 2016-2019 en gerapporteerde saldi met betrekking tot openbare dienstverplichtingen en toeslagen goed te keuren;
- 2) het gedeelte van het aangepast tariefverslag over het tarifaire resultaat 2014, het niet-tarifaire resultaat 2014 en het resultaat van de niet-gereguleerde activiteiten te verwerpen.

Bijgevolg dient het tarifair excedent 2014, dat voor het exploitatiejaar 2014 werd vastgesteld op 69.908.313,56 EUR, toegevoegd te worden aan de som van de exploitatiesaldi van de boekjaren 2011, 2012 en 2013.

Op die manier moet Elia in haar tariefvoorstel voor de regulatoire periode 2016-2019 rekening houden met een globaal tarifair excedent van 142.539.081,54 EUR. Dat bedrag komt dus integraal in mindering van de nettokosten die door de nettarieven gedekt moeten worden tijdens deze periode.

Naast dit belangrijk element over het tariefvoorstel 2016-2019 van Elia en in overeenstemming met het punt dat Elia had aangekondigd in haar openbare raadpleging in verband met de beslissende elementen van de ontwikkelingen voorzien in het toekomstige tariefvoorstel, bevestigt de CREG dat ze aan Elia, in het kader van eventuele injectietarieven, heeft gevraagd om een benchmark uit te voeren, niet enkel over de tarieven voor het gebruik van de infrastructuur, maar ook over alle netwerktarieven (gebruik en ondersteunende diensten).

Voor de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas:



Laurent JACQUET
Directeur



Marie-Pierre FAUCONNIER
Voorzitster van het Directiecomité

Bijlage: het proces-verbaal van de hoorzitting van 28 mei 2015

PROCES-VERBAL

de la séance d'audition du 28 mai 2015

**relative au projet de décision (B) 150507-CDC-658E/33
relatif au rapport tarifaire incluant les soldes introduit par
la S.A Elia System Operator concernant l'exercice
d'exploitation 2014**

[confidentiel]

Présents :

La CREG, représentée par :

Madame M-P. FAUCONNIER, Présidente du Comité de direction

Monsieur L. JACQUET, Directeur

Monsieur K. LOCQUET, Directeur

Monsieur A. TIREZ, Directeur

Monsieur J. LAERMANS, Conseiller en chef

Monsieur B. LIBERT, Conseiller

Monsieur G. WILMART, Conseiller

Elia System Operator, représentée par :

Madame P. FONCK, Responsable Public and Regulatory Affairs & European activities

Monsieur J. PAPPENS, Head of Controlling

Monsieur J DAMILOT, Responsable de Public and Regulatory Affairs

La séance se tient dans le local 12.09 (12^{ème} étage) de la CREG, rue de l'Industrie 26-38 à 1040 Bruxelles.

La présidente du Comité de direction de la CREG ouvre la réunion à 12h 35.

La présidente souhaite la bienvenue aux représentants d'Elia System Operator S.A. (ci-après : Elia). Elle affirme qu'Elia a eu recours à la possibilité prévue dans la méthodologie tarifaire provisoire d'être entendue sur le projet de décision (B) 150507-CDC-658E/33 et donne immédiatement la parole aux représentants d'Elia.

La Responsable Public and Regulatory Affairs & European activities d'ELIA remercie la Présidente du Comité de direction de la CREG pour son accueil et d'avoir organisé la séance d'audition à la demande d'Elia. Elle demande d'excuser l'absence du Chief Executive Officer, Monsieur Cornélis, qui avait d'autres obligations à l'étranger qui avaient déjà été fixées antérieurement, mais qui a mandaté les représentants d'Elia pour apporter quelques remarques d'Elia sur le projet de décision. Elia a préparé son argumentation sur base de transparents. Elle remet une copie des transparents, reprenant les observations et les commentaires d'Elia sur un nombre des points repris dans le projet de décision de la CREG, mais pas sur tous. [confidentiel].

Elle affirme qu'Elia a bien compris que la CREG attend un rapport tarifaire adapté.

La Responsable Public and Regulatory Affairs & European activities d'ELIA déclare que la présentation d'Elia contient deux types de points : d'abord les éléments qui ont un impact sur l'exercice 2014 (ci-après sous les points 1 à 3), après lesquels suivent encore quelques observations sur des points qui pourraient avoir un impact sur le futur (sous les points 4 et 5). Elia propose de traiter ces éléments successivement et de mentionner et expliquer systématiquement la position d'Elia, qui n'est axée que sur les principes.

Considérant que sur un nombre d'éléments, Elia ne parvient généralement pas à réconcilier les estimations chiffrées faites par la CREG avec ses propres mouvements comptables, le gestionnaire de réseau propose que, préalablement à la décision finale, les équipes d'Elia et de la CREG se rencontrent pour lever les derniers doutes sur l'exactitude des montants finaux.

1. La reclassification d'un montant lié à [confidentiel] Chair

La Responsable Public and Regulatory Affairs & European activities d'ELIA confirme qu'Elia a bien compris la demande de la CREG de considérer les coûts liés à [confidentiel] Chair dans le chef [confidentiel] comme coûts de *stakeholder management* et les conséquences en ce qui concerne leur répartition.

Elia souhaite soumettre un nombre de points à la considération de la CREG :

- À la connaissance d'Elia, [confidentiel] est la seule *business school* qui a développé un *Energy center*. Les autres universités belges n'offrent des activités que dans un cadre plutôt technique ;
- C'est pourquoi Elia considère ses efforts comme faisant partie de la Recherche et Développement et pas de *stakeholder management*. Ces efforts servent à augmenter l'expertise qui est disponible dans le chef d'Elia et de 50Hertz. Les frais liés aux contacts avec les universités Belges sont tous traités comme des frais de *R&D* ;
- Elia considère la collaboration avec [confidentiel] Chair comme une véritable opportunité pour Elia et pour 50Hertz et a donc reparti les frais entre ces deux entreprises. C'est pourquoi, Elia et 50Hertz collaborent pour pouvoir définir les travaux que [confidentiel] doit réaliser pour leur compte.

Suite à ces points, Elia plaide pour pouvoir garder le traitement qu'elle a réservé à [confidentiel] Chair et pour ne pas devoir le considérer comme du *stakeholder management*.

Sur les autres éléments concernant le sponsoring, repris dans le projet de décision, Elia n'a pas de remarques.

2. L'augmentation du solde de la classe 1, liée à l'application du pourcentage de 35% sur les activités pour EGI

La Responsable Public and Regulatory Affairs & European activities d'ELIA explique que, selon la CREG, un montant de 142.369,04 EUR ne pourrait pas être mis à charges des activités régulées belges parce que, suite à l'application de critère de raisonnable 1, f) de la future méthodologie tarifaire, le gestionnaire de réseau aurait dû appliquer le pourcentage de 35% au lieu de 25% comme *overhead* pour les prestations effectuées par EGI.

Elle cite les arguments suivants qu'Elia veut faire valoir dans ce contexte :

- la nouvelle méthodologie tarifaire citée par la CREG n'est - selon Elia - que d'application à partir du premier janvier 2016 n'a pas d'effet rétroactif sur l'exercice 2014 ;
- considérant que le courrier cité par la CREG ne date que du 19 décembre 2014, Elia n'a pas été en mesure de l'appliquer au cours de l'année 2014 ;

- quant à Elia, le mode de compensation pour le manque à gagner sur les activités TP2 dans l'exercice 2014 a déjà été réglé dans le cadre de la décision sur les soldes 2013 (points 30 à 37). Il ne faut donc pas de compensation supplémentaire ;

Pour ces raisons, Elia plaide pour l'application du pourcentage de 25% en 2014. Les modalités applicables pour 2015 pourrait encore faire l'objet de discussions ultérieures.

3. L'augmentation du solde de la classe 1 liée aux frais rejetés liés à l'infrastructure de [confidentiel]

La Responsable Public and Regulatory Affairs & European activities d'Elia confirme que, dans le décompte de [confidentiel] sur l'exercice 2011, les coûts observés sont plus élevés que ceux prévus. Elia comprend que le projet de décision inclût une réponse de refus sur sa lettre de janvier 2015.

Elia prend acte de la position de la CREG, va informer [confidentiel] et, comme le gestionnaire de réseau de transmission avait déjà anticipé sur des notes de crédit à recevoir, demandera une note de crédit à [confidentiel] pour le montant rejeté.

4. Les coûts du projet Belgian Offshore Grid (BOG)

Quant à la synthèse faite par la CREG des coûts supportés par Elia dans le cadre du projet BOG, la Responsable Public and Regulatory Affairs & European activities communique qu'Elia partage bon nombre d'éléments repris par la CREG.

Comme le gestionnaire du réseau de transmission a également effectué d'autres études, mais qui ne sont pas assimilables aux coûts opérationnels, elle suggère à la CREG de se rencontrer rapidement sur la façon de traiter ces différents éléments en perspective des soldes 2015 et du bouclage du paramètre Y1.

5. [confidentiel]

Concernant les prestations par [confidentiel], la CREG a annoncé qu'elle n'accepte plus ces coûts à charge des activités régulés à partir de l'année 2015.

La Responsable Public and Regulatory Affairs & European activities confirme qu'Elia en a pris bonne note: Elia va envoyer une lettre de renom pour mettre un terme à ce contrat.

Comme les dernières prestations s'achèvent courant de juin 2015, Elia plaide pour que les anciennes règles pour l'affectation de ces factures soient maintenues jusqu'à ce moment et que la nouvelle décision de refus n'entre en vigueur qu'à partir de la même date.

La Présidente de la CREG demande à d'Elia de confirmer qu'il n'a pas encore été mis fin à ce contrat.

La Responsable Public and Regulatory Affairs & European activities répond que la lettre officielle n'a pas encore été envoyée, mais précise que le volume de prestations a déjà significativement été diminué et que le contrat sera formellement résilié après l'envoi de la lettre, dans laquelle les dispositions du contrat seront respectées. De cette façon, Elia tiendra formellement compte de la décision de la CREG.

La Présidente de la CREG constate donc que la lettre officielle d'Elia va être envoyée suite au projet de décision de la CREG.

La Présidente de la CREG remercie les représentants d'Elia pour la présentation. Elle demande s'il y a encore d'autres questions.

Le directeur Contrôle Prix et Comptes de la CREG demande de préciser quelles sont les prestations de [confidentiel] Chair en échange des contributions financières d'Elia. Il demande si Elia peut répondre directement ou non.

La Responsable Public and Regulatory Affairs & European activities répond qu'il s'agit de plusieurs activités, notamment du soutien sur une réflexion sur l'évolution des activités du gestionnaire de réseau à l'avenir et sur la façon dont la régulation devrait être adaptée dans ce cadre-là. Il s'agit donc essentiellement de brainstormings qui ont eu lieu en interne au sein d'Elia et de 50Herz et qui ont été facilités par [confidentiel], notamment en apportant leur

connaissance de la régulation Européenne, les idées qui sont en cours de développement au niveau européen et les perspectives qui peuvent être attendues à ce niveau-là.

La Présidente de la CREG communique que la CREG attend une note d'Elia sur les prestations de [confidentiel], les connaissances et la plus-value qui ont été apportées. Elle suppose que, puisqu'Elia mentionne un sujet de Recherche et de Développement, Elia pourra introduire des réalisations dans ce domaine.

La Responsable Public and Regulatory Affairs & European activities d'Elia confirme qu'il s'agit d'une activité de Recherche et de développement, mais attire l'attention de la CREG sur le fait que ce genre d'activités inclût des réflexions à long terme. Ce n'est donc pas nécessairement un mécanisme à court terme ou dans le cadre de 2014, mais bien un *pari* sur l'avenir. C'est la volonté d'Elia de réfléchir sur son avenir.

La Présidente de la CREG se demande si cette réflexion ne se fait pas plutôt dans le cadre de l'élaboration de la stratégie d'Elia.

La Responsable Public and Regulatory Affairs & European activities répond qu'elle n'irait pas jusque-là.

La Présidente du Comité de direction de la CREG, remercie Elia pour l'audition et clôture la séance d'audition à 13h00.

ELIA SYSTEM OPERATOR SA, représentée par :

P. FONCK

Responsable PRA & European activities

J DAMILOT

Responsable PRA

J. PAPPENS

Head of Controlling

La CREG, représentée par :

K. LOCQUET
Directeur

A. TIREZ
Directeur

L. JACQUET
Directeur

M.-P. FAUCONNIER
Présidente du Comité de direction

Annexe :

Transparents d'Elia 'projet de décision 'Soldes tarifaires 2014' – Séance d'audition, 28 mai 2015